Rapport

Évaluation et orientation du programme pour la sécurité alimentaire Programmes de santé des départements du Nord-Ouest et de l'Artibonite, en Haïti

Soumis par Timothy T Schwartz

Avec l'appui de Guy Pavilus et Stephanie Pierre

29th January 2013

« Une nouvelle approche pour sécuriser les approvisionnements alimentaires futurs est nécessaire. Une qui serait basé sur le contrôle des systèmes alimentaires locaux, sur la sécurisation des productions locales et l'accès à des boutiques de semences et qui s'appuierait sur la connaissance des principaux fournisseurs mondiaux d'aide alimentaire et sur celles des petits producteurs qui défendent leurs systèmes de production et qui travaillent avec la nature. Les organismes multilatéraux devront travailler plus efficacement et conjointement avec les États et les niveaux institutionnels intermédiaires pour mettre en œuvre de telles approches. »

14/05/2008 **Programme alimentaire mondial** (World Food Programme) et **Sécurité alimentaire globale** (Global Food Security). Proposition du Groupe alimentaire britannique (UK Food Group) au Comité international de développement.

L’équipe d’enquêteurs à Morna-Marne-Rouge, de gauche à droite:

Renaud Previlon

Tim Schwartz

Stephanie Pierre

Pharrel Emile

Guy Previlus

Contents

1. Résumé 1
2. Introduction 2
3. Le nord-ouest et l'Artibonite 2
    3.1 Démographie 2
    3.2 Géographie 6
    3.3 Crisis 8
4. Méthodologie 9
    4.1 Calendrier 9
    4.2 Les questionnaires et entretiens 9
    4.3 Sélection des informateurs et des échantillons 9
    4.4 Nombre des questionnaires et outils de traitement de données 9
5. Les Résultats de la Recherche 12
    5.1 Situation actuelle 12
    5.2 Organisations 13
    5.2.1 Gouvernement 14
        5.2.2 Associations des Agriculteurs 16
        5.2.3 Etablissements de Crédit 17
    Table 5.3: National Credit Union données 2010 (Source WOCCU) 18
        5.2.4 ONG et Missionnaires 21
    5.2.5 Cliniques, hôpitaux, centres nutritionnels et maisons pauvres 24
6. Politiques et volontés : gouvernement américain, Nations-Unies, gouvernement haïtien et agriculteurs locaux 28
    6.1 Agriculteurs locaux et développement 28
    6.2 CARE et développement 28
    6.3 Gouvernement américain et développement 29
    6.4 Gouvernement haïtien et développement 30
    6.5 Les Programme alimentaire mondial (PAM) et développement 30
7. CARE Program Goals and General Structure 31
    7.1 Relieve, Reinforce, Build, Follow (RRBF) 31
8. Activités recommandées 35
    8.1 Programme intégré des coupons 35
        8.1.1 Phase 1 35
        8.1.2 Phase 2 35

9. Programmes spécifiques : bénéficiaires et partenaires 40
9.1 VIH et alimentation.....40
9.11 Population.....40
9.12 Partenaires.....40
9.13 Activités recommandées 40
9.2 Infrastructures 41
9.21 Population 41
9.22 Partenaires.....41
10. Logistique 41
10.1 Où baser les opérations de terrain? 41
10.11 Conseils sur les locations 42
10.2 Les employés et la structure.....42
10.21 Prise de decision décentralisée.....42
10.22 Les consultants 43
10.3 Ordre des projets de développement.....45
11. ANNEX: Ce que chaque personne impliquée dans ce projet devrait savoir 53
12. Questionnaires 81
13. Bibliography 82
14. Notes.....84

TABLES

Table 3.1: Organizations' par localité..... 4
Table 3.2: Villes et villages du Nord-Ouest et l'Artibonite haut 5
Table 3.3: Jean Rabel croissance de la population de 1971 à 1997..... 6
Table 3.4: Les zones d'économie géo-écologiques..... 7
Table 3.5: Population comparatif par année 7
Table 4.1: Localisation des entrevues avec les dirigeants des organisations..... 11
Table 4.2: Localisation des entrevues avec les agriculteurs..... 11
Table 5.1: Nutrition: Mare Rouge..... 12
Table 5. 2 Nutrition Bombardopolis..... 12
Table 5.3: National Credit Union données 2010..... 18
Table 5.4: Cooperatives/Credit Unions..... 20
Table 5.5: Aid Map/Matrix for NW and Upper Artibonite..... 23
Table 5.6: Hospitals, Clinics, Nutritional Centers and Poor Houses..... 25
Table 10.1: Emploi dans le secteur formel (USD) 44
Table 10.2: Secteur Informel L'emploi 44
Table 10.3 Secteur Entrepreneurial..... 44
Table 10.4: Contacts..... 46
Table 11.1: Pourcentage d'enfants malnutris au sein de la population dans les aires d'activités 60

de CARE.....
Table 11.2: Statut nutritionnel par âge (HAZ) 60
Table 11.3: Évolution des tendances de la fécondité coïncidentes avec les programmes de santé nutritionnelle..... 60
Table 11.4: Gammes de prix estimée par marchands, Jean Rabel 1993..... 65
Table 11.5: Répartition régionale des jours de marché à l'intérieur et autour de Jean Rabel..... 66
Table 11.6: Cycles de plantation régionaux sur la plaine, Jean Rabel 67
Table 11.7: Cycles régionaux d'arbres 67
Table 11.8: Moyenne des exigences du travail quotidien pour les tâches ménagères principaux 67
Table 11.9: Adulte division sexuelle du travail 68
Table 11.10: Child sexual division of labor 69
Table 11.11: Ménages déclarant que les enfants sont des travailleurs primaires de tâches spécifiques Activities..... 69
Table 11.12: Nombre d'enfants résidents en Maison comparativement femme engagée dans le marketing 70
Table 11.13: Distance aller et retour de source de l'eau..... 71
Table 11.14: Désastres naturels Nord-Nuest et le Haut-Artibonite depuis 1921..... 72
Table 11.15: Achats de marché vs Garden..... 73
Table 11.16: □□Comparaison nutritionnelle des aliments..... 78
Table 11.17: Estimation du pourcentage de calories provenant des lipides par jour..... 79

FIGURES

Figure 3.1: Carte d'Haït..... 4
Figure 4.1: Carte répartition des entrevues avec dirigeants des organisations 10
Figure 4.2: Carte de répartition des entrevues avec les agriculteurs 11
Figure 4.3: Repartition des Organizations/Type..... 11
Figure 5.1: Opinion sou Récolte 13
Figure 5.2: Opinion sou situation alimentaire..... 13
Figure 5.4: Activitités de associations paysannes..... 16
Figure 5.4 Nombres de membres des associations paysannes..... 17
Figure 5.5: Nombre d'ONG qui arrivent en Haïti par année 21
Figure 5.6: Distribution of Clinic, Hospitals, and Dispensaries 33
Figure 6.1: Besoines de la planteurs..... 30
Figure 7.1: Coupon/Voucher-Boutique-Production Cycle..... 33
Figure 8.1 : Système automatisé de suivi et évaluation..... 39
Figure 11.1 prix du maïs dans une bonne année..... 65
Figure 11.2: Villages avec un marché Jean Rabel..... 66
Figure 11.3: Taux de natalité terminées dans Jean Rabel pour les femmes de plus de 45 ans..... 73
Figure 11.4: Pourcentage de la récolte consommé par le ménage..... 76
Figure 11.4: Denrees Cultivee..... 79
Figure 11.5 : Historique des précipitations régionales (Cabaret Station)..... 79
Figure 11.6 : Historique des précipitations régionales (Mole St. Nicolas Station)..... 79

1. Résumé

1) Cette étude concerne le département du nord-ouest d'Haïti et la partie Nord du département de l'Artibonite. Les objectifs sont de : a) aider CARE à préparer une nouvelle initiative de secours et de développement dans la région et de b) mener une évaluation de la situation actuelle de la sécurité alimentaire.

2) Trois consultants et deux superviseurs ont remplis 353 questionnaires auprès d'associations paysannes, d'association de femmes, d'agriculteurs et de membres d'ONG. 50 autres entretiens ont été menés.

3) À cause de trois années de sécheresse intermittente et de pluies tombant hors-saison, l'insécurité alimentaire est aujourd'hui particulièrement aiguë : 96 % des personnes interrogées qualifient leur dernières récoltes de « mauvaises » ou « très mauvaises » ; 98 % expliquent que leur situation en terme de sécurité alimentaire est « mauvaise » ou « catastrophique ». Les données de la clinique de la commune de Bombardopolis démontrent une situation alimentaire extrêmement alarmante depuis deux mois. En revanche, les données de la clinique de Mare-Rouge sont moins graves par rapport aux années « normales ». Les récentes pluies abondantes qui sont tombées, bien qu'ayant endommagé les récoltes, sont prometteuses en ce qui concerne les rendements de l'igname, la patate douce, l'arachide, le manioc et le mil. Quand on demande quel est le plus grand besoin, 96 % des producteurs et des organisations paysannes répondent « les semences ».

4) Les consultants recommandent une stratégie de développement basée sur des coupons – les Associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA), la Transformation, Boutique d'intrants -, une stratégie alimentée par le système de coupons mis en place par CARE auparavant dans le sud-ouest d'Haïti.

5) Une assistance immédiate sous forme de coupons alimentaires peuvent et doivent être donné aux cliniques nutritionnelles, aux hospices, et aux programme d'aide aux personnes atteintes du HIV.

6) Un programme d'Association villageoises d'épargne et de crédit devrait être développé avec des groupes de femmes autours de la transformation de produits, de centre de stockage et de magasins, qui devraient être gérés par les femmes.

7) L'utilisation des bons pour le développement d'infrastructures et les réhabilitations futures peut être réorienté vers l'ouverture de boutiques, l'achat de fournitures de matériaux agricoles, afin de stimuler la production locale et garantir ainsi des investissements rentables pour les VSLA.

8) La deuxième étape du système des coupons, peut et devrait être enclenchée par des achats en gros et le stockage dans les magasins d'urgence comme l'a demandé la responsable du programme Aba Grangou.

9) Pour assurer un impact immédiat et peu coûteux, CARE devrait fournir de l'argent à une série de projets infrastructurels dirigés par des missions réputées travaillant sur le terrain. Les projets à plus long terme devraient appliquer la stratégie de partenariat définie par CARE.

10) CARE devrait moderniser son système de suivi et d'évaluation par l'utilisation de tablettes numériques et en créant un partenariat avec le département des études latino-américaines de l'université George-Washington.

11) Le lecteur devrait lire les annexes qui incluent un historique des cinquante-six ans de présence de CARE dans la région résumant les succès et échecs passés.

2. Introduction

Cette étude concerne le département du nord-ouest d'Haïti et la partie nord du département de l'Artibonite. Les objectifs sont de :

Réaliser des consultations auprès de la communauté et des évaluations sur le terrain du nord-ouest et du Haut-Artibonite, autour des thèmes de la sécurité alimentaire et de la santé. L'objectif étant d'identifier les collectivités à risque, de comprendre comment fonctionne l'approvisionnement alimentaire, les mécanismes d'adaptation des ménages, etc.

Entreprendre une cartographie rapide des acteurs travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire et la santé et de recenser leurs programmes dans le nord-ouest et le Haut-Artibonite.

Travailler en coordination avec les ONG et le gouvernement haïtien afin d'identifier les domaines et zones d'interventions potentiels de CARE.

Identifier les besoins en ressources en évaluant les contraintes (humaines, financières, matérielles, logistiques) et les coûts (salaires, loyer, transports, taux de change favorables, etc.) associés aux opérations, nous permettant de fournir des options et des recommandations pertinentes pour une programmation stratégique.

Analyse SWOT avec les partenaires et les participants locaux (en prenant en compte l'évaluation de la capacité locale, les besoins prioritaires, la compétence et l'expérience de CARE).

Recommander des options appropriées pour le programme d'intervention, basées sur l'identification des causes sous-jacentes de la pauvreté.

3. Le Nord-Ouest et l'Artibonite

3.1 Démographie

Le Département du Nord-Ouest et la partie supérieure de l'Artibonite couvrent une superficie de 2.312 km2 et comptent 1.025.014 habitants. La plupart de la population vit en domaine rural isolé, regroupée autour de fermes et de petits villages. Dans les zones les plus enclavées, certaines maisons sont faites de roches, de clissage et de torchis, enduites de chaux ou d'argile et couvertes de chaume. Les maisons en dur sont plus fréquentes dans les villages importants et dans les villes. L'agriculture reste l'activité économique la plus importante, suivie par l'élevage, la commercialisation, la production de charbon et, dans une mesure bien moindre, la pêche. Les grands propriétaires fonciers sont rares. Les ménages travaillent sur, en moyenne, 6 acres de terre (soit 2,3 hectares) réparties dans trois jardins différents. Environ 70% est la propriété de les agriculteurs, mais le métayage est fréquent et presque tous les agriculteurs ont accès à la terre. Les cultures de prédilection et les plus importantes sont le maïs, le haricot, le pois congo, les patates douces, le manioc, l'arachide, le mil et le potiron. 14 fruits et noix au moins sont également cultivés, dont la mangue, l'avocat, l'arbre à pain, et les citrus. L'élevage est également usuel. Quatre-vingts pour cent des ménages possèdent plusieurs poulets, et/ou de un à cinq chèvres ou moutons. Environ la moitié des ménages ont au moins une vache. Les porcs sont moins fréquents, avec environ 40% des ménages en ayant au moins un. Les ménages doivent

donc gérer un grand nombre d'animaux. De plus, le bétail est attaché, plutôt que parqué, ce qui en fait une entreprise de travail intense : les animaux doivent être fréquemment amenés à l'abreuvoir et déplacés sur de nouvelles aires d'alimentation. En ce qui concerne les investissements pour les cultures et le bétail, les agriculteurs n'en font que très peu ou pas du tout, se limitant aux dépenses liées à la main d'œuvre et à l'achat des animaux, des outils de jardinage et des semences. En témoigne la faible utilisation d'engrais et pesticides (concernent moins de 2% des espaces cultivés).

Par ailleurs, il existe deux grandes villes sur la région : Gonaïves, sur la partie extrême sud de la côte du Golfe de la Gonâve, et la commune de Port-de-Paix, située dans la partie extrême nord de la région, exposée au climat venteux de la côte Atlantique. Gonaïves a été fondée par les Indiens Tainos, en 1422, soit 70 ans avant l'arrivée de Christophe Colomb. En 1804, les armées victorieuses d'esclaves déclarent leur indépendance. Aujourd'hui, avec une population de 300.000 personnes, Gonaïves est la deuxième ville d'Haïti et la capitale du département de l'Artibonite. C'est aussi l'une des régions portuaires la plus importante, et qui continue d'être un point de départ des initiatives et contestations citoyennes.

Port-de-Paix est également l'une des plus grandes villes d'Haïti, avec plus de 100.000 habitants. C'est la capitale du département du Nord Ouest qui possède aussi un grand port. Fondée en 1664, elle fut d'abord un repaire de pirates et de corsaires, puis le siège de la première garnison française. De 1676 jusqu'en 1711, Port-de-Paix fut en effet la capitale de la colonie française. Durant l'ère coloniale, les principales exportations étaient le tabac et le café. Puis, pendant l'occupation américaine (1915-1934), la commune fut un des principaux points d'exportation de la banane en direction des Etats-Unis. Aujourd'hui, en raison de son éloignement et enclavement, elle est devenue un point d'entrée des trafics en tout genre et contrebande. Le Nord-Ouest, est en effet actuellement largement hors de contrôle du gouvernement central. Plus récemment, le trafic de drogue s'y est développé et est devenu une grande industrie, qui a atteint son apogée dans les années 1990. Outre ces deux grandes villes, la région dispose de sept autres villes importantes (dont la population dépasse les 2.000 habitants ou plus.voir le tableau 3.2).

Figure 3.1: Carte d'Haït

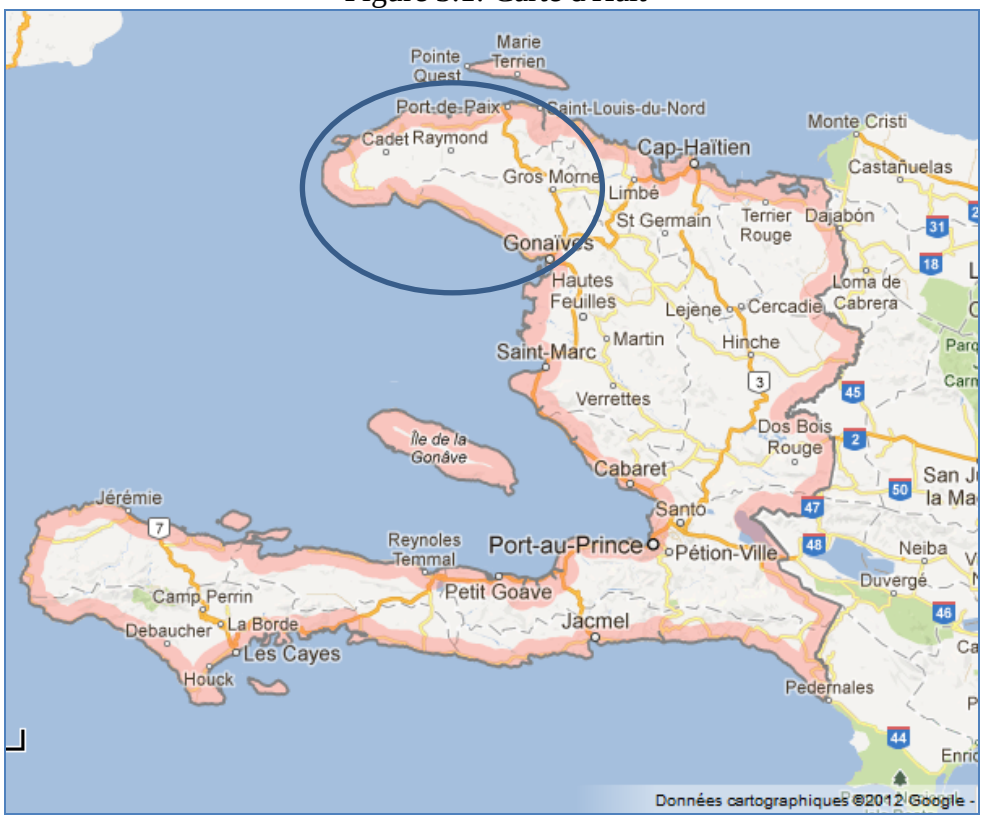


Table 3.1: Organisations par localité

Commune	Sections		Commune	Sections	
Bombard 32 764 hab, 203,72 km2	Plate-Forme Plaine-d'Oranges	Des Forges	Port-de-Paix 250,000 hab 351,75 km2	Baudin La Pointe Aubert	Mahotière Bas des Moustiques La Corne
Baie-de-Henne 24 812 hab. 203,72 km2	Citerne Rémy Dos d'Ane	Reserve L'Estère	Gros-Morne 141 587 hab. 397,03 km2	Boucan Richard Rivière Mancelle Rivière Blanche L'Acul	Pendu Savane Carrée Moulin Ravine Gros Morne
Môle-St-Nicolas30 795 hab. 227,07 km2	Côte-de-Fer Mare-Rouge	Damé	Les Gonaïves 324 043 hab. 573,58 km2	Pont Tamarin Bassin Petite Rivière Bayonnais	Poteaux Labranle
Jean-Rabel 134 969 hab. 488,13 km2	Lacoma Guinaudée Vielle Hatte La Montagne	Dessources Grande Source Diondion	Ennery 46 581 hab. 216,89 km2	Savane Carrée Passe-Reine/Bas d'Ennery)	Chemin Neuf Puilboreau
Anse-Rouge 39 463 hab. 434,35 km2	Sources Chaudes	L'Arbre			

.

Table 3.2: Villes et villages du Nord-Ouest et l'Artibonite haut(IHS)*

Ville/City	Population 2005	Ville/City	Population 2005
Bombardopolis	2,107	Chansolme	9,561
Baie-de-Henne	1,971	Basin Bleu	3,480
Môle-St-Nicolas	5,559	Gros-Morne	12,072
Jean-Rabel	9,779	St Louis du Nord	17,700
Anse-Rouge	4437	Anse a foleur	4,765
Port-de-Paix	99 580	Les Gonaïves	200,000
		Ennery	1,767

*Tous les chiffres sont de l'IHSI - RGPH 2003 à l'exception de Port-de-Paix et Gonaïves. Ces dernières estimations sont basées sur des sources non officielles, des consultations estimables obtenues à partir des surfaces métropolitaines. L'hypothèse, basée sur l'uniformité de la taille des ménages (environ 5 personnes par le ménage et des espaces de vie urbaine en Haïti, est que la taille des zones urbaines correspond à la taille population totale: c'est ainsi que la zone réelle métropolitaine de Port-de-Paix est de 4 km2, Gonaïves 11 km2, Jean Rabel 0.7 km2, Gros-Morne 1,0 km2, Port-au-Prince 150 km2. Etcetera. Tous les chiffres que nous venons de citer sont là pour corroborer

Les villes et les villages ont tous connu une croissance démographique fulgurante au cours des 50 dernières années. En effet, Port-de-Paix est passé de 30.000 à 100.000 habitants entre 1982 et aujourd'hui et Gonaïves de quelques 50.000 à plus de 200.000 habitants, sur la même période. Le processus est similaire dans les petites villes. A titre d'exemple, la ville de Jean Rabel est passée de 3.000 habitants en 1982 à plus de 10.000 aujourd'hui. Dans l'ensemble, la proportion de la population vivant dans les zones urbaines est passée de 11% en 1982, à 23% en 2003, concernant le département du Nord-Ouest ; et de 16% à 26%, au cours de la même période, pour l' Artibonite

Ce processus d'exode rural est un flux dynamique et constant dans la région: des zones rurales vers la ville dans un premier temps, puis pour les villes de la région de Port-au-Prince, et enfin vers l'étranger, si possible. Le procédé est tel, qu'une étude de 2001 a montré que des 69 membres de l'élite qui vivaient dans le village de Jean Rabel en 1960, 31 ont quitté le village, dont 21 auraient émigrés à Miami. Concernant leurs descendants, (287 personnes identifiés), 76% n'habitent plus Jean Rabel et 57% d'entre eux ont aussi émigré aux États-Unis. Ce processus est visuellement identifiable en se référent à l'évolution de la couleur de peau des habitants de la zone : sur des photos des années 1940 et 1950 de Port-de-Paix, figurent une élite de type mulâtre. Aujourd'hui, la population a la peau très noire et foncée, des hommes et des femmes pour la plupart d'origine provinciale.

Malgré le débit de population sortant de la région, la population rurale continue de croître. Cela est dû à des taux de natalité atteignant plus de 7 enfants par femme. Dans une étude de 1997 menée dans la commune de Jean Rabel, 32% des femmes ont égalé ou dépassé la médiane de 10 naissances par femme (chiffre atteint au début et au milieu du 20ème siècle par des femmes huttérites, en bonne santé, bien nourries, et championnes du monde des taux de fécondité). La densité de population dans de nombreuses régions rurales est en progression, atteignant actuellement 270 personnes par kilomètre carré.

Table 3.3: JeanRabel croissance de la population de 1971 à 1997(SourceSchwartz2001)

année	population	nombre des années	augmentation de la population	Point milieu de la population	taux de augmenter	densité de la population Taux (km2)	Source
1971	46,378	21	13,006	39,875	1.55%	99	Census
1982	67,925	11	21,547	57,152	3.43%	145	Census
1997	130,320	15	62,395	99,123	4.20%	279	NHADS

* Taux calculés à partir de la population estime précédente
* Taux de croissance de la population estimation de la =population moyenne/(augmentation de la population totale/nombre d'années)

3.2 Géographie

Globalement, la région Nord-Ouest fait 40 kilomètres de large sur 100 kilomètres de long. Elle est bordée par l'océan Atlantique au Nord et le Golfe de la Gonâve au Sud. Les chaînes de montagnes du Nord-Ouest et de Terre Neuve s'étendent vers l'est à l'intérieur de la péninsule, se terminant par les chaînes de montagnes de Saint Nicolas (point culminant à 840 mètres d'altitude), et Jean-Rabel (point culminant est à 850 mètres). Les terres de basse altitude se trouvent seulement le long de la côte, les plus importantes se situant dans la vallée de Jean-Rabel. Rajoutons que les plateaux de Mare-Rouge et de Bombardopolis sont des zones pluviales agricoles considérables.

La vallée des Trois-Rivières, située dans la partie nord et la plaine de L'Arbre, situé sur la partie sud du département, ont une géographie correspondant aux principales caractéristiques géographiques de plaine. On compte cinq rivières dans le nord, correspondant chacune aux grandes villes côtières, d'où elles se jettent dans l'océan Atlantique (rivière La Gorge au point le plus occidental du Mole Saint Nicolas, rivière Jean Rabel sur la commune du même nom, Trois-Rivières à Port-de-Paix, la rivière St Louis à Saint-Louis, et une rivière à Anse-à-Foleur). Sur la côte sud de la péninsule, à Gonaïves, la rivière Quinte se jette dans le golfe de la Gonâve. Les petites rivières atteignent quant à elles, le golfe de l'Anse Rouge et la Baie de Henne.

Table 3.4: Les zones d'économie géo-écologiques

Geo-ecological livelihood zone	Crops and animals
1) Côtière à sec	Bétail: chèvres, poulets, poules de Guinée, pigeons, et les vaches où l'eau est proche de charbon de bois; du chaparral. Cultures: arachide et, si possible manioc et douce, le millet, le maïs
2) Contreforts à sec	Comme ci-dessus
3) Montagne à sec	Comme ci-dessus
4) Montagne humide	Bétail: chèvres, vaches, cochons, poulets, charbon de quelques arbres; bois; cultures: arachide, les haricots, le mil, le sésame, le melon, graines de ricin(pour l'huile comestible non), le maïs, les bananes plantains, des bananes, du manioc, des ignames jaunes, le sucre pois de Congo, canne, arbres fruitiers,
5) Plaine humide	Comme ci-dessus
6) Montagne en haute altitude.	Bétail: chèvres, vaches, cochons, poulets, poules, pigeons Guinée; cultures: haricots, patates douces, les carottes, le chou, la laitue, les épices... (certains, mais quelques types d'arbres fruitiers). Bois d'œuvre.

Table 3.5: Population comparatif par année (Source: IHS)

Department	1950	1971	1982	2003
Artibonite	567,221	765,228	732,932	1,070,397
North West	168,279	217,489	293,531	445,080

Les différentes altitudes des montagnes et le contexte océanique environnant (contre-courants du Nord et d'Amérique du Sud continental) crée un système météorologiques caractérisé par des microclimats distincts sur la région; Les zones de montagnes avoisinant les plateaux de Bombardopolis et de Mare Rouge ont des saisons des pluies très caractéristiques. L'extrémité Nord du département, où les montagnes tombent pratiquement dans la mer (comme à Port-de-Paix) connaît des taux de précipitation supérieurs à 1000 mm par an. Plus à l'ouest, à Trois-Rivières, une zone sèche commence : le désert chaparral. Il est entrecoupé de plaines fertiles qui dépendent largement des eaux de ruissellement provenant des montagnes. La partie la plus occidentale de la péninsule est en grande partie désertique avec une pluviométrie ne dépassant pas 400 mm par an (enregistré pour la plus basse altitude).

En opposition à cette côte Sud désertique, comme nous l'avons dit, certaines zones des hauts plateaux de l'ouest, comme Mare Rouge et Bombardopolis, enregistrent de fortes précipitations. Cependant, dispersés à travers la région, il existe des domaines irrigués, tels que le ravin de La Gorge, qui encerclent la montagne de Mare Rouge et les plaines inondables de Trois Rivières. De plus, la région souffre en grande partie de déforestation.

Cependant, dans les montagnes humides, on peut trouver des zones concentrant de grands arbres comme les avocatiers, manguiers et arbres à pain (introduits par les colons). Enfin, comme pour le reste de l'île d'Hispaniola, la région est située sur la trajectoire de des ouragans de l'hémisphère Nord. Cependant, les cinq chaînes de montagnes de l'île font déviés bien souvent les trajectoires des ouragans, formant ainsi une sorte de bouclier pour la région, amoindrissant la force des vents, et ne laissant que de fortes pluies.

3.3 Crisis

Le nord-ouest et le Haut-Artibonite sont des zones sujettes aux catastrophes et souffrent de besoins chroniques. Dans cette zone, la situation de la population est aussi mauvaise voire pire que celle de la plupart des autres régions d'Haïti. Selon une revue médicale parue en 2001, 30 % des habitants de cette région sont, chaque année, atteint de maladies débilitantes telles que le paludisme, la fièvre typhoïde ou l'hépatite ; 40 % des enfants souffrent de malnutrition chronique et le taux de mortalité infantile dans certaines zones s'élève à 20 %.

Le niveau d'infrastructures a toujours et êtres faible, même en comparaison avec d'autres régions d'Haïti. Les médecins sont rares, moins de un pour20 000 personnes. Les routes sont peu nombreuses et en mauvais état ; les fortes pluies et la boue peuvent mettre le commerce et les échanges à l'arrêt pendant des jours et parfois des semaines. En raison de l'absence quasi totale d'institutions étatiques, les ONG étrangères sont la seule source non-traditionnelle de secours d'urgence. Un point malheureux, étant donné que la région est ponctuée par des catastrophes naturelles périodiques qui accentuent les problèmes de maladies chroniques et de malnutrition.[i]

Le nord-ouest profond, au climat rude, a longtemps été l'une des régions les plus reculées d'Haïti (notamment les communes du Mole-Saint-Nicolas, Bombardopolis, Baie-de-Henne et celle de Jean-Rabel). Depuis l'époque coloniale, elle a été connue pour ses périodes de sécheresse longues et fréquentes. Depuis 1921, au moins 14 périodes de grave sécheresse ont frappé cette zone. Durant la même période, la région a également été directement touchée par au moins trois ouragans majeurs.

La commune de Port-de-Paix souffre moins de la sécheresse, mais les inondations périodiques sont un problème majeur. Depuis l'an 1600, la région a été frappée, en moyenne tous les quarante-trois ans, par des tremblements de terre modérés et par d'autres plus sévères (nous donnant une appréhension grandissante compte tenu de l'urbanisation actuelle).

La région du Haut-Artibonite est plus exposée aux catastrophes soudaines en raison des fréquentes et importantes inondations. Gonaïves, la troisième ville d'Haïti (140 000 habitants), a été frappée par une inondation massive en 2004. Toute la ville a été pratiquement sous 2 à 4 mètres d'eau pendant des jours affectant la majeure partie des infrastructures (hôpitaux, sources d'eau, canaux de drainage). On estime que 80 % des habitants ont été touchés. 1 400 personnes sont mortes à Gonaïves et 1 000 autres sur les 18 communes rurales voisines (notamment à Poteau). Ailleurs, on a recensé au moins 56 personnes décédées à Port-de-Paix, 18 à Chansolme, 14 à Gros-Morne, 9 à Pilate et 8 à Ennery, selon les responsables locaux.

La région a été frappée de nouveau par deux inondations d'une ampleur similaire mais aux dégâts moindres en septembre 2008.[ii] Les inondations ne sont pas une chose nouvelle dans la région, mais la déforestation et l'étalement urbain a augmenté la vulnérabilité de ces plaines inondables

et par la même la probabilité de dégâts matériels et corporels, ainsi que des décès et des famines.[iiiiv]

4. Méthodologie

4.1 Calendrier

Afin d'atteindre ces objectifs, les trois consultants ainsi que deux enquêteurs ont passé au total 16 jours de visite sur les zones rurales concernées. La première phase de la recherche a été effectuée entre le 1er et le 20 Novembre, la deuxième entre le 25 Novembre et le 8 Décembre. Les consultants ont rencontré des représentants d'ONG, des Associations d'agriculteurs, des Missionnaires et des Fonctionnaires.

4.2 Les questionnaires et entretiens

Des entretiens ouverts ont été menés auprès des personnels des ONG, des responsables gouvernementaux, des missionnaires, des dirigeants communautaires et des agriculteurs. Les questions ont porté sur les problèmes de la région, le travail mené par les ONG, le gouvernement et les associations d'agriculteurs et sur les possibilités d'amélioration de l'économie locale. De plus, des suggestions ont été faites concernant les programmes proposés et la façon de mieux identifier les populations vulnérables, dans l'optique de recueillir les réactions et avis des parties concernées. Pour garantir une norme minimale dans la cohérence des données entre les zones ciblées, deux instruments d'enquête ont été appliqués:

1. Un instrument pour les ONG, les missionnaires et les organisations paysannes.
2. Un autre pour un échantillon d'agriculteurs.

L'instrument utilisé pour les ONG comportait des questions sur leurs zones d'intervention, les activités menées, le type et la quantité de nourriture distribuée, le nombre de bénéficiaires, le temps que l'organisation a passé et passera dans la zone, et enfin, la façon dont l'organisation interviewée évalue l'état actuel des moyens de subsistance de la région. Le deuxième instrument ciblé pour les agriculteurs, était destiné à obtenir une évaluation rapide de la situation actuelle en matière de sécurité alimentaire (voir annexe).

4.3 Sélection des informateurs et des échantillons

Les informateurs ont été choisis en fonction de leurs positions de leadership, c'est à dire des fonctionnaires du gouvernement, des responsables d'organisations paysannes et des paysans de reconnaissance importante localement. Etant donné le peu de temps d'enquête, et pour une évaluation viable et rapide sur cette zone de grande taille (~ 8.000 km2), nous avons interrogé au moins un informateur dans chaque section communale.

4.4 Nombre des questionnaires et outils de traitement de données

Les questionnaires ont été programmés sur la plate-forme Open Data Kit et traitées en utilisant le site Formhub de l'université Columbia. Les enquêteurs ont utilisé des tablettes Samsung pour la saisie de données (Samsung Galaxy Player 5.0). Au total, les consultants ont rencontré plus de 400 personnes

- 168 enquêtes et questionnaires ont été enregistrés auprès des dirigeants locaux, des missionnaires, des fonctionnaires et des membres d'ONG.
- 183 enquêtes ont été menées auprès d'agriculteurs ordinaires.

Au total, nous avons obtenus 351 enquêtes. L'ensemble des départements du nord-ouest et celui du Haut-Artibonite ont été parcourus et visités pour cette enquête, à l'exception de trois sections communales et de l'île de la Tortue.

Figure 4.1: Carte répartition des entrevues avec dirigeants des organisations n = 169

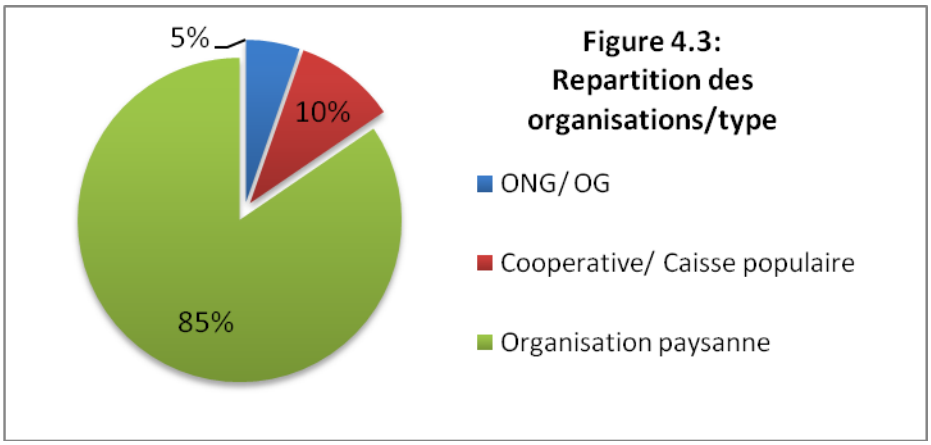
Table 4.1: Localisation des entrevues avec les dirigeants des organisations

Commune	Nombre of Intervieu	Commune	Nombre of Intervieu
AnseRouge	4	Bombardopolis	14
BassinBleu	7	Saint-Louis	15
Baie-De-Henne	8	Gros-Morne	17
MoleSt.Nicolas	8	Ennery	21
Chansolme	8	Gonaives	26
Port-De-Paix	11	JeanRabel	29

Figure 4.2: Carte de répartition des entrevues avec les agriculteurs n = 183

Table 4.2: Localisation des entrevues avec les agriculteurs

Commune	Nombre des entrevues	Commune	Nombre des entrevues
AnseRouge	2	Saint-Louis	12
Baie-De-Henne	6	Port-De-Paix	17
MoleSt.Nicolas	7	Ennery	18
Chansolme	9	Gros-Morne	25
BassinBleu	10	Gonaives	31
Bombardopolis	12	JeanRabel	34



5. Les Résultats de la Recherche

5.1 Situation actuelle

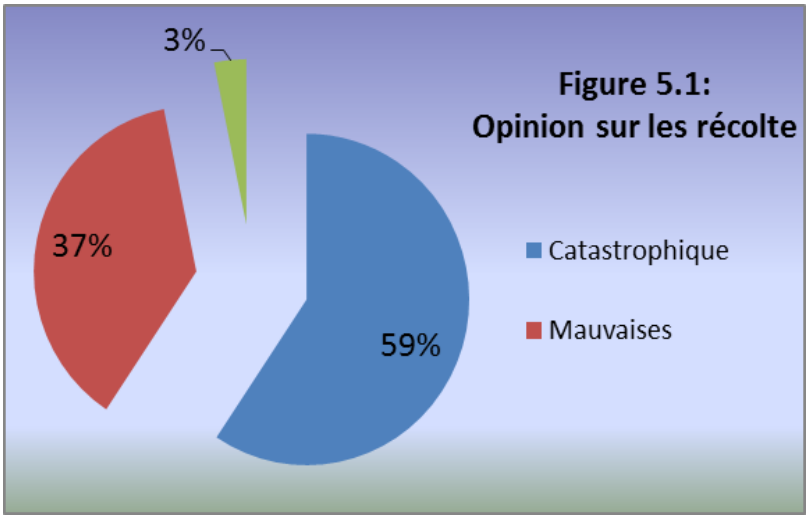
La situation s'est aggravée depuis 2012 en raison d'un retour d'une période de grande sécheresse dans cette région. Sur toutes les zones enquêtées, de nombreux stocks de récoltes ont pourri et ont donc été perdu, en raison de pluies diluviennes. Les fortes pluies accompagnant l'ouragan Isaac en août 2012, et celles, deux mois plus tard en octobre, de l'ouragan Sandy ont causé la perte de nombreuses récoltes. 96 % des personnes interrogées qualifient leur dernières récoltes de « mauvaises » ou « très mauvaises » ; 98% expliquent que leur situation en terme de sécurité alimentaire est « mauvaise » ou « catastrophique ». Les données de la clinique de la commune de Bombardopolis sont alarmantes : le nombre d'enfants souffrants de malnutrition sévère s'est élevé massivement en 2012, atteignant son plus haut taux enregistré la dernière fois en 2006. Ceci est d'autant plus inquiétant et dramatique, considérant le fait que 108 des 283 enfants malnutris traités à la clinique sont venus se faire soigner qu'à la fin de 2012 (novembre et décembre). Une montagne plus loin, à Mare-Rouge, où la saison des pluies est différente, la clinique de Nan-Sentren a enregistré un taux compris entre « bas » et « normal » d'enfants malnutris. Néanmoins, le directeur de la mission et un américain vivant là depuis plus de trente ans affirment qu'une grave famine est à envisager si les pluies n'arrivent pas à temps.

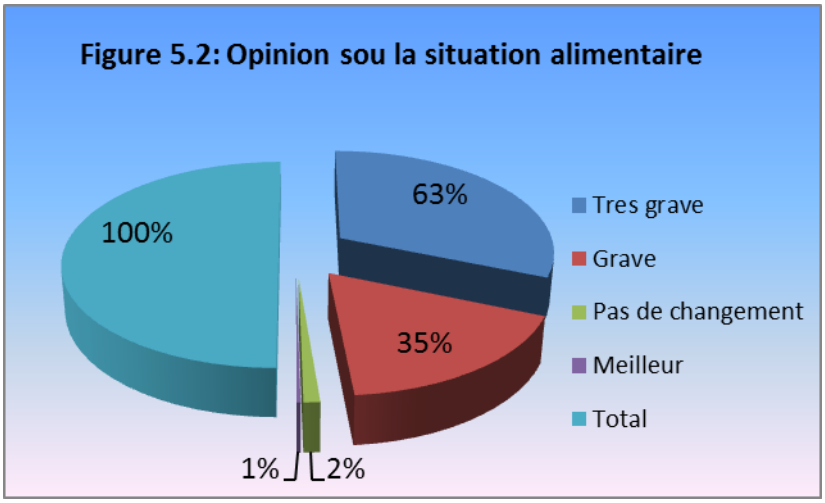
Table 2: Nutrition: Mare Rouge

Année	Enfants souffrant de malnutrition	Enfants sévèrement malnutris
2004	629	154
2005	816	69
2006	660	79
2007	470	39
2008		80
2009		54
2010		45
2011		52
2012		30+

Table 3: Nutrition: Bombardopolis

Année	Enfants souffrant de malnutrition	Enfants sévèrement malnutris
2004		
2005		
2006	180	
2007	104	
2008	180	15
2009	97	22
2010	144	18
2011	50	8
2012	283	10





5.2 Organisations

La meilleure façon de comprendre le cadre d'organisation sociale dans lequel s'inscrivent les activités proposées, est de se pencher sur la thématique de la charité, provenant des organismes d'interventions internationales et les institutions donatrices étrangères. L'incursion des ONG et des missionnaires dans tout Haïti a commencé pendant les années 1940 et 1950 et s'est accélérée dans les années 1960 et 1970. Entre 1966 et 1979 CARE devient lui-même un acteur important dans le département du Nord-Ouest, plus important encore que toute autre institution gouvernementale de la région ; ce que la plupart des observateurs de l'époque dénoncèrent parfois en désignant l'organisation comme un «quasi état" (voir annexe).

En 1981, l'USAID et d'autres bailleurs redirigent leurs financements vers les ONG, plutôt que vers le gouvernement haïtien, faisant des ONG la force dominante du développement dans l'ensemble du pays et entrainant une «vague de folie de développement." Face à la prolifération

d'ONG, les agriculteurs locaux sont depuis longtemps adaptés au procédé et on voit apparaître de nombreuses organisations locales, dont certaines sont légitimes et d'autres exclusivement conçues pour collecter des fonds à des fins personnelles. Cette tendance considérer l'aide au développement comme une occasion de faire des affaires et de l'argent, est présente encore aujourd'hui et à tous les niveaux: des associations d'agriculteurs, jusqu'aux ONG, en passant par les praticiens religieux ou les caisses populaires, tous les moyens sont bons. Depuis quelques années on assiste à un nouveau tournant dans l'évolution de l'organisation du développement avec une volonté du gouvernement haïtien d'une cohérence et transparence des actions des ONGs sur son territoire. Pour l'études, nous avons rencontrer deux organisations gouvernementales qui fonctionnent dans la région, mais aussi des associations d'agriculteurs, des établissements de crédit, des ONG et des centres de santé De plus, des hôpitaux, maisons de pauvres, et des centres nutritionnels ont été visités.

5.2.1 Gouvernement

FAES
Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) a été créé en 1990 par décret du gouvernement Haïtien et tombe sous les auspices du Ministère de l'Economie des Finances et (MEF). En grande partie invisible jusqu'à ce que la présente décennie, le FAES fonctionne un peu comme une ONG. Il travaille dans l'agriculture, la micro finance, l'éducation, les infrastructures, le logement et le transport; les groupes ciblés sont «vraiment partie des plus pauvres parmi les pauvres»; il est en concurrence pour les fonds provenant des mêmes donateurs, tels que la coopération Espagnol, BID, et l'UE; et similaires à la tendance actuelle des ONG, il se définit comme un mécanisme pour un développement axé sur la collectivité, c'est à dire plutôt que de dire ce que les communautés dont ils ont besoin il répond aux demandes provenant des Organisations Communautaires de Base (CBO). Il a des bureaux dans 6 des 10 départements d'Haïti, de l'Artibonite n'est pas l'un d'eux, mais FAES a une équipe bien équipée et active du Nord-Ouest, bureau situé à Jean Rabel. FAES est politique en ce sens que son mandat d'administrateur et de changement d'emploi avec la politique, ce qui en fait patronage. Mais il est également respecté dans Jean Rabel pour travailler efficacement avec les organisations locales. Par exemple, depuis 2002, il a travaillé avec le (Mouvman de Solidarite pou Devlopman Lakay) (MOSODEL) pour construire 14 bassins de rétention pour le bétail, donner 60 moutons dans un programme de repeuplement, et le lancement du programme d'éducation des adultes instruits pour agriculteurs locaux.

PRODEP
Commencée en 2004 dans le cadre d'une campagne visant à réduire l'opposition à l'éviction du président Aristide, Le Projet National de Développement Communautaire Participatif (PRODEP) est une sorte d'organisation gouvernementale qui pourrait être considérée comme une réponse de l'Etat faces à la multitude d' ONG Haïtiennes. Le projet porte sur la construction et la rénovation des infrastructure communautaire, y compris les écoles, les ouvrages d'irrigation, la réhabilitation des source d'eau potable, et l'électrification. Le projet concerne aussi des investissements dans des entreprises de productions telles que les moulins et les bateaux de pêche. Sur la base des approches du FAES et de la plupart des ONG, son fondement conceptuel est le développement communautaire. Il emploie des mécanismes de participation de la communauté dans la prise de décision et prône la transparence. En sept ans, PRODEP a travaillé avec 3500 organisations

communautaires de base et 2,3 millions de personnes habitants 59 communes ont bénéficié de ce programme, y compris dans le département du Nord-Ouest (Jean-Rabel, Bassin Bleu, et Baie de Henne) et dans l'Artibonite (Gros-Morne. Grande Saline, Ennery). Le projet a été salué d' un grand succès. Une évaluation récente de la Banque mondiale a affirmé que 75% de ses activités génératrices de revenus et sous-projets étaient «opérationnel et ont perdurés 12 mois après achèvement du programme»; Les transfert de gestion des sous projets aux leader communautaires fut donc une réussite. PADF désigne cela comme étant une « approche excellente de l'autonomisation » et le «symbole de l'engagement de l'État Haïtien dans la décentralisation »[i]

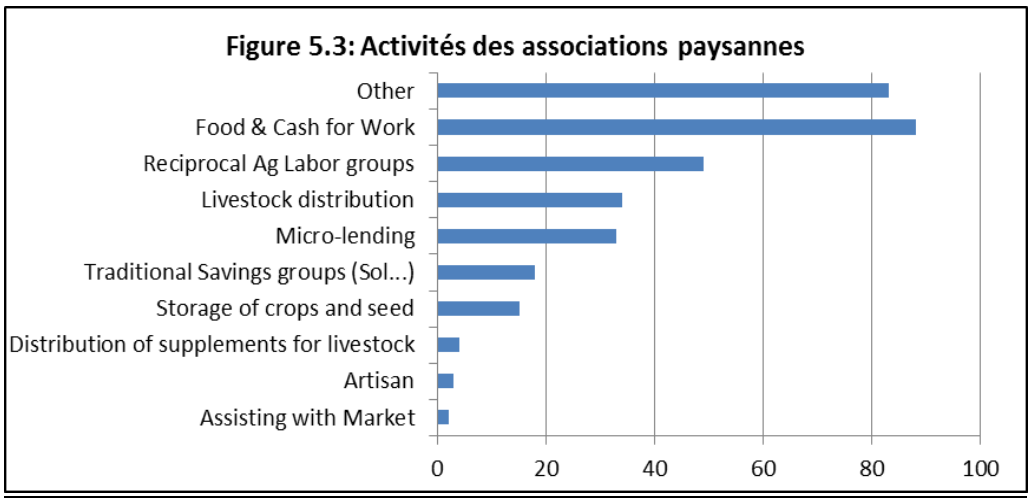
Sur une note plus critique, PRODEP a été une réussite aussi grâce au 61 millions de dollars de financement sous forme de prêts de la Banque mondiale et avec un supplément de 10 millions de dollars en provenance de la Banque de développement des Caraïbes. Malgré ce succès à grande publicité, seulement 60% des personnes dans les 59 communes où le projet fonctionne ont entendu parler du PRODEP. Et, alors qu'il est sensé être un projet du gouvernement, il est sous la direction du Bureau de Monétisation - une institution issue de l'époque où le gouvernement haïtien était le bénéficiaire direct de l'aide et qui aujourd'hui s'occupe de la vente et de la distribution de l'aide alimentaire monétisée et des produits pétroliers. Le rôle de la BM n'est si évident et clair pour la plupart des observateurs. Et PRODEP en fait ne fonctionne pas par une gestion du gouvernement haïtien, mais plutôt via des fonds qui transitent par le biais de canaux quasi-étatiques. Parmi eux se trouvent les mêmes organisations internationales qui ont été les bailleurs de fonds comme l'USAID, ou PADF (Pan American Development Foundation), ou encore CARE, elle-même et le CECI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale). PRODEP a contourné, et selon les critiques, même saboté, les fonctionnaires du gouvernement haïtien. La seule enquête indépendante menée sur les projets suggéré qu'il n'y a pas eu autant de succès que cela a été scandé. En Décembre 2012 Bainet COPRODEP communauté, membre du conseil Théodore Emile dit a-t-il dit aux enquêteurs de l'organisation *Grass Roots Haïti Watch* que «la majorité d'entre eux (membres PRODED) ont disparu. Vous ne pouvez pas trouver une trace d'eux.» Le PRODEP de Gonaïves, zone de notre activité, semble fonctionner. Le personnel de CARE en témoigne. Mais les informateurs de la région dénoncent plusieurs cas de corruption lié au PRODEP, ainsi qu'un favoritisme politique monopolisé par des initiés qui construisent des projets mineurs.

Notons que l'aspect constructif de PRODED est son modèle de développement conduit par les communautés, avec des mécanismes de transparence et de participation de la communauté. C'est le même modèle que CARE a utilisé dans les années 1960 et 1970 (voir annexe): mêmes notions de l'importance de la participation communautaire dans la prise de décision , même rôle de quasi-État, et ces mêmes ONG et institutions internationales gravitant autours. Aucune d'entre elles n'est nécessairement mauvaise, mais il n''est pas du tout évident que PRODEP ait eu plus de succès que l'action de CARE. Dans tous les cas, les consultants recommandent de ne pas s'allier avec PRODEP. Au contraire, nous ne voyons pas d'autre choix rationnel. Nous conseillons à CARE de se concentrer sur la responsabilité et la transparence, si fidèle à ses projets (voir les recommandations).

5.2.2 Associations des Agriculteurs

Traditionnellement, les agriculteurs s'auto-organisent en groupes de travail dans le but de s'apporter de l'assistance mutuelle lors des périodes de plantation, de récolte ou pour la préparation des terrains (désherbage). En effet, à ces moments, la demande en main-d'œuvre est élevée et les ménages ne se suffisent plus à eux seul pour y répondre. Les groupes mutualistes constituent une deuxième forme traditionnelle de regroupement d'agriculteurs. Cela leur permet de gérer les marchés locaux via ce que l'on appelle localement *sol* (voir la section de prêt, au-dessous).

Cependant, l'hégémonie du modèle et approche du développement des ONG donne aux agriculteurs une raison supplémentaire de s'organiser, faisant naitre une plénitude d'associations paysannes. Les bailleurs de fonds et les ONG ont en effet besoin d'interagir avec des bénéficiaires organisés pour pouvoir fournir efficacement leur aide et réaliser leurs projets. Les agriculteurs sont ainsi encouragés à s'organiser en vue de participer et d'être éligibles à des programmes de "cash-for-work" et "food-for-work," ou à des projets de construction de latrines, ou de distributions de bétail et de semences. Les femmes, de leur côté, s'organisent pour pouvoir participer à des séminaires de santé. Cependant, les bénéficiaires des projets sont souvent limités aux membres de ces nouvelles associations (par exemple, pour l'accès aux "boutiques d'intrants agricoles"). De même, le microcrédit est attribué uniquement à des groupes organisés, généralement des femmes. Concernant le domaine de la santé, des organisations nouvelles de type « agents de santé ou vétérinaires aux pieds nus », se créent dans le but de percevoir les aides des bailleurs et ONG.



La formation et le maintien de ces organisations sont les critères pour recevoir de l'aide, une leçon pas perdu pour les agriculteurs et, malheureusement, le peu scrupuleux. De nombreuses organisations sont créées spécifiquement pour capturer l'aide et rien de plus. Taux d'analphabétisme des agriculteurs de plus de 50 pour cent d'aggraver la situation. Il est fréquent, par exemple, pour les personnes habiles à créer une organisation officiellement reconnue, ouvrir un compte bancaire, puis chercher des fonds de la part des groupes légitimes des agriculteurs, mais à la condition que les fonds soient déposés dans les "chercheurs" compte. Extérieurement, cela ressemble bien aux bailleurs de fonds parce que les agriculteurs sont organisés d'une manière qu'ils soutiennent. Pour les agriculteurs, cela signifie généralement peu ou pas de

soutien réel arrive. Portiers qui travaillent avec des ONG, des politiciens, et des organisations comme PRODEP perpétuer le système.

A moins que les donateurs reconnaissent le problème et incorporent dans leurs programmes des mécanismes efficaces de sélection et de reddition de comptes, la malversation et l'échec des projets continueront d'être la norme. L'affichage public des fonds attribués et les cérémonies de lancement de projets communautaires, sont deux bons mécanismes que PRODEP et CARE ont utilisés pour assurer la transparence et la reddition de comptes. Cependant, des informateurs sur certaines régions se plaignent que les 'gardiens' assurent souvent que seuls leurs membres soient invités à de telles cérémonies. Ils témoignent aussi du fait que même lorsque toute la communauté participe, les gens craignent de contester ou de dénoncer publiquement les dirigeants communautaires qui ont tendance à monopoliser l'aide.

Pour diminuer ces tendances, les ONG pourraient ajouter à leur processus de sélection, un système de rapides entrevues auprès d'agriculteur pris au hasard dans un échantillon sur une région donnée, afin de déterminer quelles sont les associations réputées localement et leurs dirigeants. Par la suite, une notation anonyme et un système de rétroaction pourrait être utilisé pour suivre l'évolution des projets afin d'évaluer l'honnêteté des gens à qui les fonds sont attribués (voir les recommandations).

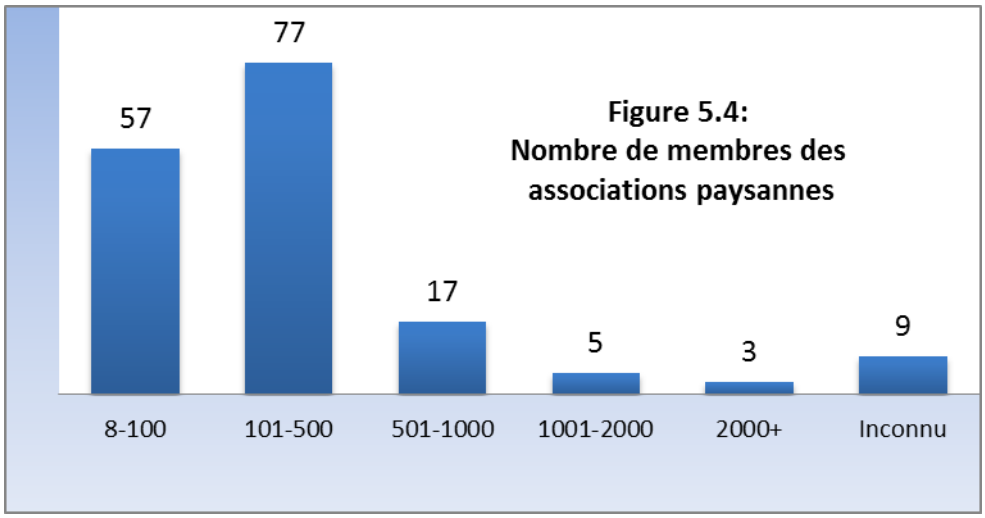


Figure 5.4: Nombre de membres des associations paysannes

5.2.3 Etablissements de Crédit

Le microcrédit peut être considéré comme l'une des activités favorites et des plus prometteuses des ONG en Haïti. Il s'inscrit dans la nouvelle idéologie « investissement-production-retour » qu'apprécient la plupart des donateurs et dans laquelle, dit-on souvent, les agriculteurs haïtiens s'inscrivent de manière enthousiaste. Néanmoins, certains aspects de la tendance sont inquiétants et il nous faut garder en mémoire les échecs passés dans le domaine pour le comprendre. Le microcrédit a été introduit et lancé en Haïti par les missionnaires catholiques dans les années 1940. Aujourd'hui, se sont les organismes étrangers de bienfaisance qui font perdurer cet outil. Les principaux bailleurs de fonds sont en effet basés à l'étranger. Ce sont des institutions gouvernementales et caritatives, comme l'ACDI ou l'UE et des ONG telles que WVI, ACF,

ADEMA, CARE ou la Croix-Rouge. En 2009, l'USAID et la Fondation Bill et Melinda Gates a mis à la disposition de l'industrie du microcrédit haïtien 36.7 millions US$; de plus la WOCCU (World Council of Credit Unions) est actuellement le leader d'un programme de micro crédit, associant divers partenaires, prévu sur trois ans, d'un budget de 34,4 millions US$.

Table 5.3: National Credit Union données 2010 (Source WOCCU[v])

Credit Unions	69
Members	400,379
Savings (USD)	55,213,022
Loans (USD)	47,236,431
Reserves (USD)	N/A
Assets (USD)	80,631,795

Alors que les taux d'intérêt planent à des niveaux qui font saliver la plupart des investisseurs de Wall Street, l'industrie n'est pas et n'a peut-être jamais été autonome. Même FONKOZE, qui depuis 20 ans s'est engagé avec succès dans la construction du secteur financier, en étant la plus grande institution de crédit rural dans les zones rurales d'Haïti (avec 273.212 membres), est économiquement fragile.

Il est également important de comprendre, que la plupart des paysans n'apprécient pas le microcrédit. Les taux proposés par FONKOSE s'élevant de 60% à 72% par an pour les petits emprunteurs, découragent les agriculteurs.

Les organismes de prêt doivent faire des efforts pour inciter les agriculteurs à faire appel à eux. FONKOZE, par exemple, qui offre des prêts aux intérêts élevés, doit aussi penser à fournir des allocations aux emprunteurs pauvres, et à ceux dans l'incapacité de rembourser leurs prêts afin de leur permettre de participer à nouveau au programme. Une excellente illustration de cette idée est que suite au tremblement de terre de 2010 FONKOZE à "effacé" 10.000 avant de remettre 125 US à chaque client - cinq fois le montant de l'emprunt initial. Ce qui est noble mais à la hauteur des circonstances dramatiques. Demeure une zone d'ombre. La plupart des bénéficiaires de FONKOZE vivent dans les zones rurales, ce qui signifie que le tremblement de terre était peu susceptible d'avoir un impact direct sur eux. Cependant, ce dont on peut être sûr, c'est que les paysans qui n'étaient pas membres de FONKOZE avant le tremblement de terre l'ont regretté. L'effectif des membres de FONKOZE est passé de 198.740 en 2009, à 273.212 en 2011.
En 1995, le gouvernement haïtien a supprimé le plafonnement des taux d'intérêt sur les prêts et réduit les réserves obligatoires. Des prêteurs peu scrupuleux ont su profiter de l'occasion. En 2002, ils ont utilisé la promesse de taux d'intérêt s'élevant à 20% par mois afin de convaincre les citoyens pauvres, parmi eux de nombreux agriculteurs, de déposer leurs économies. Les coopératives de crédit ont été publiquement approuvées par l'administration de l'ancien président Aristide, et ont escroqué 220 millions de dollars US aux agriculteurs. La confiance des consommateurs en a été fortement souffert. Aujourd'hui, toutes les coopératives de crédit sont réglementées et reliées en fédérations telles que ANACAPH (Association nationale des Caisses Populaires Haïtiennes), ou levier (Fédération des Caisses Populaires Haïtiennes), ou programme KNFP (Konsèy Nasyonal Finansman Popilè), ANIMH (Association Nationale des Institutions de Finance d 'Haïti) ou CECUCCH (Credit Union chrétienne de la Co-Ops en Haïti). Néanmoins, en

2010, les comptes d'épargne de crédit ne disposaient que de 55 millions de dollars au sein de l'Union, un quart de la somme volée 2002.[vi]

Il y a d'autres critiques qui peuvent être formulées au sujet du microcrédit en Haïti et qui devraient nous inciter à faire une pause et à réfléchir aux réelles motivations de cette industrie et à ses conséquences. Au cours des deux dernières décennies le microcrédit a presque exclusivement ciblé les femmes et plus précisément les femmes qui utilisent cet argent pour développer leur activité marketing. Donner plus d'argent aux femmes pour le marketing alors qu'il ne correspond à aucun investissement ou aucune augmentation de la production - voire une diminution - est un effort vain. De plus cet afflux massif d'argent auprès des plus pauvres nuit sans doute au succès des grands commerçants qui peuvent accumuler des capitaux et les investir dans une entreprise productive. La négligence en matière d'investissements auprès des entreprises de production ne se limite pas aux plus pauvres. Alors que FONKOZE dit aux donateurs que « le Programme de Développement des Entreprises de FONKOZE comporte également des prêts plus importants pour les coopératives agricoles rurales produisant pour l'exportation», et que «ce programme aide les clients à faire partie de l'économie formelle et à créer des emplois dans les zones rurales où il y a très peu d'emplois », la situation semble pourtant différente. En 2008, il n'y avait pas eu de nouveaux prêts accordés aux coopératives et ce "depuis longtemps", et huit des emprunteurs ayant reçu au moins 100.000 dollars sous forme de prêts - à hauteur de 1,8% du portefeuille des organisations - étaient en défaut de paiement.

Aujourd'hui, malgré le fait que le site internet de FONKOZE illustre son Programme de Développement des Entreprises grâce à la photo d'une femme à faible revenu souriant dans sa boutique, au moins 1,8 million de dollars sur les 10 millions de dollars de prêts en cours accordés par FONKOZE sont entre les mains de 36 femmes. Chacune emprunte 50.000 dollars pour des périodes de trois mois. Elles obtiennent de l'argent à un taux d'intérêt de 30%, soit la moitié du taux auquel empruntent les plus pauvres. L'une d'entre elles, Marie Yanick Mezile, l'actuelle Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF), n'est pas et n'a probablement jamais été une femme issue des secteurs pauvres. De plus à l'instar des producteurs les plus pauvres, ces emprunteurs favorisés sont aussi attirés par des investissements dans des entreprises étrangères notamment chinoises, dont les bénéfices sont très discutables au niveau local. La question n'est pas de savoir s'il y a des facteurs intrinsèquement mauvais au système de microcrédits, mais cela soulève des interrogations sur la politique de leur attribution.[vii]

CARE devrait également être conscient qu'il existe des stratégies alternatives à l'emprunt, qui sont certes, plus attrayantes pour les acheteurs, mais sans doute dommageables pour l'économie locale. Par exemple, à Mare Rouge, les femmes du marché achètent des sacs de riz, de maïs et de haricots à crédit. Elles disposent de 22 jours pour payer. Mais au lieu de vendre les produits au détail ou en petites quantités, elles les vendent en gros à des prix inférieurs aux coûts du marché. Elles utilisent ensuite l'argent pour acheter et vendre des produits locaux, une activité qui offre des rendements beaucoup plus élevés. Néanmoins, si l'on résume, la stratégie de microcrédit équivaut à un type de subvention pour l'importation de produits alimentaires pour animaux, en provenance des Etats-Unis.

Les systèmes informels d'emprunts et d'accumulation du capital sont plus attractifs. Toutes les femmes haïtiennes qui ont des enfants sont impliquées dans une sorte de commerce. Leur

stratégie traditionnelle est d'utiliser l'argent de la famille et des amis, surtout celui des hommes (des fils, des pères et des maris, des amants). Quand les hommes récoltent, la production n'est pas stockée, mais vendue aussi rapidement que possible. L'argent est investi directement dans le commerce itinérant des femmes, vendant leurs produits dans les marchés locaux et distants. Le commerce itinérant est en effet le moteur central de l'économie haïtienne. Un dicton est: «lajan sere pa fé pitit" (argent économisé ne se reproduit pas), ce qui signifie que l'argent doit être toujours au travail et non au repos.

Un autre moyen populaire d'obtenir de l'argent sont les groupes d'épargnes renouvelables appelées « *sol* ». Les membres apportent chacun périodiquement (hebdomadairement ou mensuellement) une somme d'argent prédéterminée, puis chacun des membres reçoit l'intégralité de la somme, à tour de rôle. Le « sol » est tellement enraciné dans la culture haïtienne qu'il se retrouve à tous les niveaux de la société. Il est également pratiqué dans les zones urbaines, par les professionnels et au sein de la diaspora haïtienne. La pratique du "sol" est sûrement l'une des raisons pour laquelle les Haïtiens s'adaptent si facilement au système dit VSLA. La seule étant l'introduction de la notion d'emprunt, d'intérêt et d'accumulation du capital.

En résumé, le microcrédit reste en grande partie une entreprise caritative attractive pour les bailleurs de fonds, principaux bénéficiaires de ce système, au détriment des emprunteurs, tout du moins dans le cas d'Haïti. En outre, certaines institutions produisent les efforts nécessaires pour entretenir l'image de réussite du système, afin de séduire les bailleurs et d'assurer sa pérennité. D'autre part, VSLA utilise une stratégie familière à tous les agriculteurs haïtiens et avec des taux d'intérêt plus attractifs.

Table 5.4: Cooperatives/Credit Unions

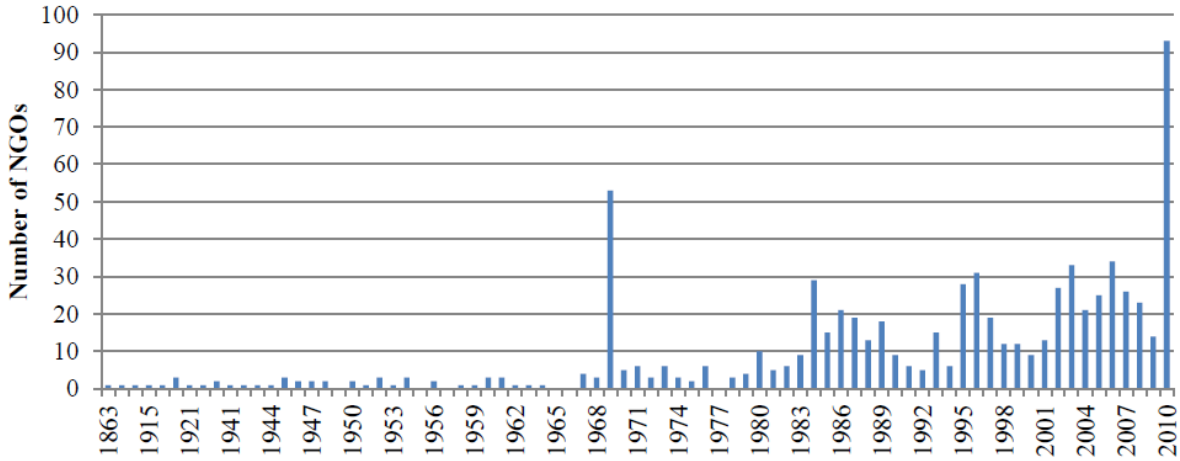
KOPLES	Koperativ Pou Lespwa (Levier)	Port de Paix
SOCEM	Société Coopérative d'Entraide Mutuelle	Port de Paix
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre	Port-de-Paix
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepol	Port-de-Paix, Jean Rabel, Gros Morne, Gonaives
COCANO	Cafeiere et Cacouyere du Nord'Ouest*	Port-de-Paix area
COOPECS	Coopérative d'Epargne et de Credit de St-Louis	Saint Louis du Nord
SOCOREDNO	Société Coopérative pour le Développement Economique Du Nord-est	Jean Rabel
CAPOMAR	Caisse Popular de Mare Rouge (Levier)	Mare-Rouge
KPEGM	Kès Popilè Espwa	Gros-Morne
CAPOR	Caisse Populaire pour la Reussite de	Gros Morne
CECUCCH	La Caisse	Gonaïves:
CAPOFRAGO	La Caisse Populaire Fraternité des Gonaïves	Gonaïves:
CPBS	Caisse Populaire Bon Secours	Gonaives
COOPECPRA	Coopérative Épargne et Crédit Petite Rivière	Petite Rivière de 'Art.

*Coffee Cooperative that exports coffee. Associated with CRS , Amor in Action, Catholic Church and St. Thomas University

5.2.4 ONG et Missionnaires

Tout comme dans le reste d'Haïti, des ONG (Organisations Non Gouvernementales) se consacrant au développement se sont installées dans la région dans les années cinquante. Au milieu des années 1970, on en recensait plus d'une douzaine. En 1981, elles ont obtenu un sérieux coup de pouce lorsque les Etats-Unis ainsi que d'autres pays donateurs ont redirigé l'aide attribuée au gouvernement haïtien vers les ONG.$. Au milieu des années 1990, on dénombrait dix-sept organisations d'origine étrangère travaillant dans la commune. Parmi eux se trouvaient les britanniques de Child Care, les allemands du Fond Agricole suivis par Agro Action Aleman (AAA) et PISANO, ainsi que les Néerlandais du Bureau de Nutrition et du Développement (BND), les Français d'InterAid et d'Initiative au Développement (ID) et bien entendu les américains avec CARE International, Adventist Development and Relief Agency (ADRA), la Mission Baptiste, la Mission aux Grecs (MG), Unenvangelized Field Missions (UFM), Catholic Relief Services (CRS), World Vision (WV), ou encore Compassion International. D'autres organisations internationales, telles que l'UNICEF et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies étaient elles aussi présentes. Actuellement, les grandes ONG laïques qui travaillent dans la région du grand ouest, sont ACF (Action Contre la Faim), AAA (Agro Action Aleman) et ID (Initiative Developpment). CARE quant à elle travaille à Port-de-Paix et dans la région des Gonaïves. TechnoServe Programme qui gère le projet "Mango as an Opportunity for Long-term Economic Growth» (« Des mangues pour une opportunité de développement économique à long terme ») est installé dans la région du Gros-Morne (pour une liste complète des noms et des activités voir le tableau 5.5).

Figure 5.5: Nombre d'ONG qui arrivent en Haïti par année (Source CGD)



From, "Haiti: Where Has All the Money Gone?" Vijaya Ramachandran and Julie Walz Centre for Global Development (CGD) Policy Paper 004 May 2012, p 17

Quelques projets réalisés par des petites missions évangéliques rivalisent avec celles des organisations laïques. Pas moins de la moitié des routes de ciment à deux voies qui traversent le désert du grand-ouest, ont été construites par un missionnaire allemand et son équipe composée de travailleurs locaux. Un seul missionnaire mennonite a financé et supervisé la construction de la route longue de 5 miles conduisant à La Plateforme. Deux missionnaires UEBH ont installé et

entretenu 30 miles de canalisation dans la zone de Catabois. Un seul missionnaire FMI supervise une équipe de quatre maçons locaux qui a mis en place 300 citernes sur le plateau de Bombardopolis. L'église catholique a réalisé de nombreux projets importants d'infrastructures dans la région, notamment le système d'eau courante dans le village de Jean Rabel ou d'irrigation de Gwo Sab. Un autre projet significatif financé par l'Eglise catholique et digne de considération se nomme Clarke Farm (Ferme des Clarke), dont l'étang à poissons et les hectares de plantation de mil et d'aubergine apparaissent comme un miracle dans le désert environnant les Gonaïves.

Table 5.5: Aid Map/Matrix for NW and Upper Artibonite

	Area																Activity																							
Organization	Mole	Bombard	Jean Rabel	Baie-de-Henne	Anse Rouge	Terre Neuve	Source chaude	Gros Morne	Port-de-Paix	B Moustique	Bassin Bleu	Chansolme	St Louis Nord	Anse-a-Foleur	Ennerry	Gon.aives	Agriculture	Seed	Storage	Intrants store	Livestock	Processing	Marketing	Mangos	Reforestation	Fishing	Health	Nutrition	HIV Related	Irigation	Well, cist, pipe	Education	Food dist	Disast. Mngmnt	Artisana	Sanitation	Infrastructure	Salt	
AAA	x	x	x	x													x	x			x	x				x	x			x	x		x				x		
ID (ADEMA)	x	x	x	x													x	x			x										x					x	x		
ACF	x	x	x	x	x	x		x							x	x										x	x		x	x	x			x				
IMF	x	x																																				
UEBH										x							x										x				x		x			x	x		
CRS		x	x					x	x				x																									
TechnoServ								x							x									x														
Red Cross	x	x	x	x		x			x																x						x							
NWHCM*	x												x	x			x								x		x		x		x	x	x	x				
Amor in Action																										x					x							
Food for the Poor	x			x				x	x							x							x						x								
AFDC		x																																				
Blue Ridge Int.		x																												x							
CAM	x	x	x	x	x												x	x	x			x	x		x		x		x	x	x	x				x		
Much Ministries																x	x										x		x					x		x		
CorLuv																																		x				
2Story																																		x				
Gadfrey																														x								
IICA																		x																				
Haiti Baptist Mis.																															x							
Hands Together																x	x	x				x	x							x	x							
IMA								x	x	x						x										x												
World Neighbors																	x																					
A29					x	x											x							x		x									x		x		
fhi								x									x									x	x					x						
MOL											x															x	x			x	x	x				x		

5.2.5 Cliniques, hôpitaux, centres nutritionnels et maisons pauvres

Les consultants n'ont pas à se concentrer sur le secteur de la santé au cours de la phase de terrain. Mais les cliniques, les hôpitaux et les centres nutritionnels dans Bombardopolis, Mare Rouge, Anse Rouge, Port-de-Paix, Gros-Morne et Gonaïves ont été visités et les consultants mis à jour des informations de recherches antérieures et des études dans la région (notamment les plus vulnérables , CARE, 1999). Les données sur les indicateurs de santé régionaux ont été établis à partir des institutions les plus fiables et stables de la région, ceux dont les dossiers les plus vastes et les mieux conservés. En outre, le secteur de la santé est un élément important pour atteindre les populations vulnérables et d'un examen des caractéristiques du secteur met en évidence que CARE doit prendre en considération.

Le secteur de la santé est supervisé par le ministère de la Santé haïtien (MSPP). Il ya des hôpitaux gérés par l'Etat à Anse Rouge, Jean Rabel, Port-de-Paix, Gros Morne et des Gonaïves. Médecins cubains apporter un soutien dans la plupart des hôpitaux. CARE devra coordonner avec le MSPP et il ya des canaux bien connus et établis pour le faire. Mais il est extrêmement important de comprendre les missions religieuses rôle dans le secteur de la santé.

Les hôpitaux les plus réussies, les cliniques, les centres nutritionnels ont été trouvés et sont maintenus par des institutions religieuses et des missionnaires. Les missionnaires protestants sont présents dans la région depuis 1940 lorsque les Missions en terrain non-chrétien (en anglais *Unevangelized Field Missions*, UFM) ont fondé l'hôpital Beraca, à Port-de-Paix. La Compagnie internationale des missionnaires (en anglais *International Missionary Fellowship*, IMF) a fondé l'hôpital évangélique à Bombardopolis. La clinique de la Foi-Médicale a fondé la clinique Nan-Sentren à Mare-Rouge. La Mission chrétienne du nord-ouest d'Haïti a fondé la clinique de Saint-Louis du Nord qui est devenue un hôpital en 1986. Et les Missions d'aide chrétienne ont une clinique à La Source, dans les environs d'Anse-Rouge. Toutes sont devenus la première et la plus réputée des institutions dans leur région. Toutes étaient des partenaires de CARE dans les années quatre-vingt-dix et deux mille, toutes entretiennent virtuellement le seul registre médical disponible, offrent un service de planning familial, entretiennent les centres d'aide alimentaire et dirigent les campagnes de vaccination. Et toutes participent au plan PEPFAR – en fait elles sont la clef de voute du programme puisque la plupart des institutions gouvernementales ont échoué dans l'application des standards du rapport et de la responsabilité. Ils sont aussi interconfessionnels, maintiennent des liens étroits en termes de soutien mutuel, et ils travaillent avec les institutions catholiques, et plus spécifiquement les différents ordres de sœurs qui, pour la plupart, possèdent un type de clinique ou de refuge pour les plus pauvres et les plus vulnérables.

Virtuellement, tous les autres hôpitaux de la région sont ou ont été catholiques. Les ordres catholiques possèdent le plus grand réseau de centres alimentaires et d'hospices. Les Sœurs de la charité ont deux missions dans la région avec plus de 500 destinataires de l'AVR et 2000 autres bénéficiaires sous-alimentés. Les Sœurs de la sagesse possèdent trois centres alimentaires, deux hospices et une école pour sourd-muet. Il y a au moins trois autres ordres de sœurs catholiques dans la région aidant les plus vulnérables. S'il y avait une course pour aider les plus nécessiteux de la façon la plus efficace et rapide, ni CARE ni aucune autre organisation ne pourrait faire concurrence aux sœurs catholiques. Ces femmes sont mariées à un esprit qui se dédie à aider les pauvres, et elles-mêmes dédie la plupart de leur temps à aider les plus pauvres parmi les pauvres.

Table 5.6: Hospitals, Clinics, Nutritional Centers and Poor Houses

Name of organization or the Congregation	Type of service	Location	Department	Estimated Beneficiaries
Fille de la Sagesse	Poor houses	Boneau	Northwest	16
Fille de la Sagesse	Poor houses	Jean Rabel		18
Fille de la Sagesse	Poor houses	Port-de-Paix	Northwest	16
Frères de l'Instructions Chrétiennes FIC	Poor houses	St. Louis du Nord		8
Sr St Joseph de Cluny	Poor houses	Gonaïves	Artibonite	11
Sr Salésiens de Don Bosco	Poor houses	Gonaives		40
Sr de St Joseph de Cluny	Poor houses	Gros Morne		20
GOH	Poor houses	Banyonnais		7
Sr St Joseph de Cluny	Handicapped Children	Gonaive		162
Fille de la Sagesse	Handicapped Children	Lavaud		190
Sr St Joseph de Cluny	Surg Recup C. Handicapped Children	Gonaives		~13
Beraca: Hs of Hope	Surg Recup C. Handicapped Children	La Pointe		~20
Faith Medical	Nutritional Centers	Nan Sentren		~6
Sr St Joseph de Cluny	Nutritional Recuperation Centers	Gonaives		112
Beraca: Hs of Hope	Nutritional Recuperation Centers	La Pointe		53
Mare Rouge	Hospitals and Health Centers with Beds[ii]	Mole St Nicolas		6
Cal Vert	Hospitals and Health Centers with Beds[iii]	Mole St Nicolas		12
Notre Dame	Hospitals and Health Centers with Beds[iv]	Jean Rabel		45
Hospital Bombard	Hospitals and Health Centers with Beds[i]	Bombardopolis		7

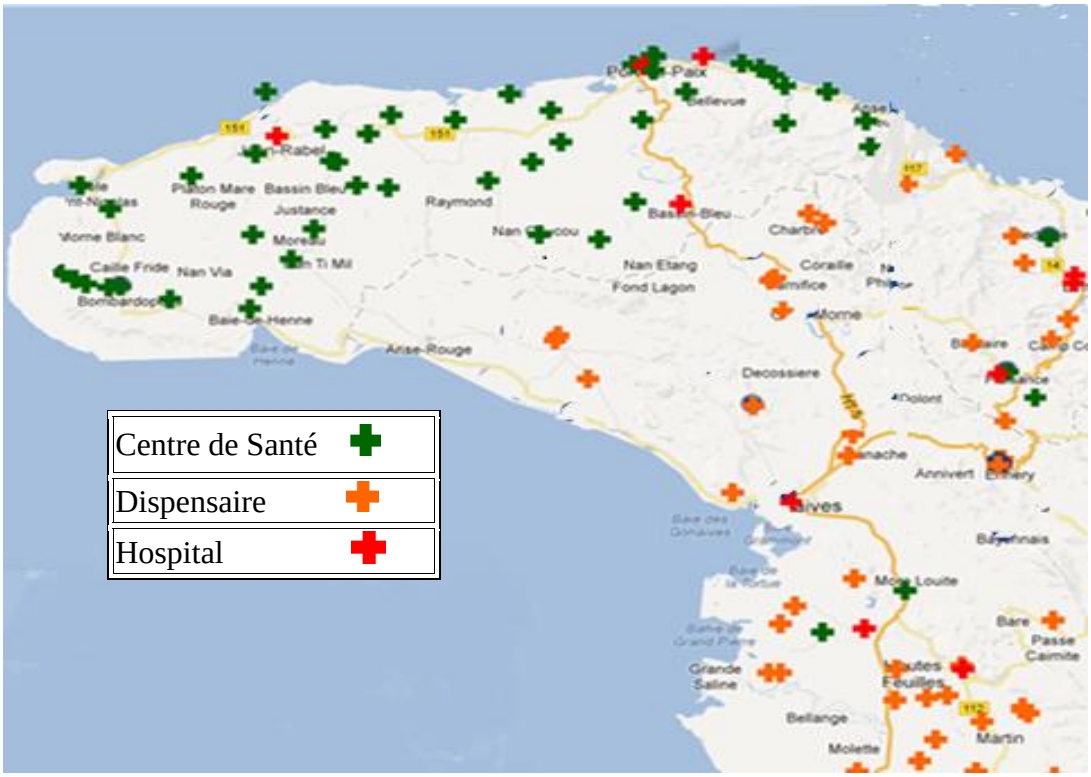
Table 5.6: Hospitals, Clinics, Nutritional Centers and Poor Houses

Name of organization or the Congregation	Type of service	Location	Department	Estimated Beneficiaries
Beraca	Hospitals and Health Centers with Beds[ii]	La pointe		104
Immaculée	Hospitals and Health Centers with Beds[i]	Port-de-Paix		112
AFME	Hospitals and Health Centers with Beds[ii]	Anse-Rouge		-
Anse-à-Foleur	Hospitals and Health Centers with Beds[iii]	Anse-à-Foleur		12
Bonneau	Hospitals and Health Centers with Beds[i]	Bonneau		18
La Providence	Hospitals and Health Centers with Beds[ii]	Gonaives		100
Roboteau	Hospitals and Health Centers with Beds[i]	Gonaives		
Ebenezer	Hospitals and Health Centers with Beds[ii]	Gonaives		
Centre Medico-Social	Hospitals and Health Centers with Beds[iii]	Gonaives		
Alma Mater	Hospitals and Health Centers with Beds[i]	Gros Morne		35
Beraca	TB Sanitariums	La Pointe		
Immacculée	TB Sanitariums	Port-de-Paix		
Notre Dame/ Fille de la Sagesse	Aide pour la communautén	Jean Rabel		12
	ID Clinic	Beauchaun		6
	ID Clinic	Guinaudee		6
	Faith Med.	Nan Sentren		
	ID Clinic	Temps Perdu		6
	CHH Clinic	Mare Rouge		
	Clinic	Anse-a-Foleur		
	Hospital	Bombardopolis		6
	Clinic	Ennery*		6
	Hospital			

Table 5.6: Hospitals, Clinics, Nutritional Centers and Poor Houses

Name of organization or the Congregation	Type of service	Location	Department	Estimated Beneficiaries
Much Ministries	Clinic	Gonaive (Jumbali)		
Fille de la Sagesse	Aide pour la communauté	Mare Rouge		n/a
Misionaries de Charity/Communauté Présence et Vie	Aide pour la communauté	Gonaices	Northwest	+800
Misionaries de Charity/Communauté Présence et Vie	Aide pour la communauté	Port de Paix	Northwest	+1,000
Cœur sacré-de-Jesus	Aide pour la communauté	Bombardopolis		

Figure 5.6: Distribution of Clinic, Hospitals, and Dispensaries (Source MSPP)



Modified from http://www.mspp.gouv.ht/cartographie/index.php#

6. Politiques et volontés : gouvernement américain, Nations-Unies, gouvernement haïtien et agriculteurs locaux

Comprendre ce que CARE pourrait et devrait faire en termes de stratégies de soutien et de développement dans la région dépend des politiques des bailleurs et du gouvernement haïtien, ainsi que les intérêts et les besoins des agriculteurs régionaux. Les politiques des bailleurs ont radicalement changé ces dernières années. Un bref examen est fourni ci-dessous, couplé avec un résumé de la façon dont le mandat et les politiques de CARE peuvent s'y ancrer.

6.1 Agriculteurs locaux et développement

Les alliés les plus importants pour amener les départements du nord-ouest et de l'Artibonite à se développer sont les personnes que l'on est censés aider. Jusqu'à présent, les ONG et les organisations internationales n'ont donné que peu de soutien ni aux stratégies locales des agriculteurs, ni aux besoins que les agriculteurs locaux avaient identifiés comme prioritaires. En effet, une part de l'aide qu'ils ont/que nous avons apportée a été catastrophique pour les agriculteurs bénéficiaires. Les programmes de semences en sont une illustration. Le manifeste d'Aba Grangou souligne qu'en 2011 des semences ont été distribuées en urgence dans le sud ouest, mais qu'elles n'étaient pas adaptées à la région. Les semences étaient des variétés à cycle long (six mois), inadaptées aux saisons des pluies qui durent deux à trois mois dans la région. Les agriculteurs qui ont planté et cultivé les graines n'ont eu que peu ou pas de rendement. Cela s'est avéré une pratique courante dans le nord-ouest. De 1994 au début des années deux mille, le ministère haïtien de l'Agriculture (MARNDR), en association avec les ONG, a livré des semences similaires et inadaptées dans le nord-ouest. Ils ont encouragé les agriculteurs à acheter ces semences en leur assurant qu'elles étaient de haute qualité et en leur vendant à des prix en deçà de ceux du marché local. Les semences n'ont rien donné pour les agriculteurs (voyant qu'elles étaient inutiles, ils ont même fini par les manger).

Le programme a duré au moins six ans. Ce n'est pas très glorieux de vendre des semences à un fermier désespéré qui tente de survivre avec sa famille, c'est comme essayer de pousser l'ensemble du groupe du haut d'une falaise. Les semences sont toujours un problème pour les agriculteurs haïtiens et il s'est particulièrement accentué avec les trois dernières années de mauvaises récoltes et les pluies d'intersaison qui engendrent le pourrissement des semences stockées. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'était leurs plus grands besoins, 96 % des agriculteurs et des dirigeants d'associations paysannes ont mentionnés les semences.

6.2 CARE et développement

CARE est arrivé à Haïti en 1954 après que l'ouragan Hazel a ravagé l'île. En 1966, elle a participé à la constitution de la HACHO, une alliance crée par USAID et le gouvernement d'Allemagne de l'ouest avec le gouvernement haïtien, dont l'objectif était de développer le département du nord-ouest d'Haïti. HACHO devint rapidement, comme les membres de CARE et les évaluateurs d'USAID l'ont nommé, un quasi-gouvernement pour la région.

Les projets étaient pensés sur le concept du « *self help* » (« aide toi toi-même », en français) en partenariat avec des conseils communautaires. HACHO a donc lancé un vaste programme de développement participatif, comprenant des projets dans le domaine de la santé, l'éducation, d'appui à la gouvernance, au développement des petites entreprises, la fourniture de services, la

vulgarisation agricole, le micro-crédit, le reboisement, l'eau et l'assainissement, la réhabilitation des routes et de travaux d'irrigation. HACHO a aussi fourni de l'aide alimentaire d'urgence lors des sécheresse survenues en 1965-68, 1974-77, 1978-79, et après l'ouragan David en 1979. C'est aussi en 1979 que USAID mis fin au programme.

En 1990, CARE est retourné travailler dans le nord-ouest avec l'appui de l'USAID. Entre cette époque et 2007, CARE est devenu de loin plus importante et plus influente que HACHO l'était auparavant (voir Annexes). Mais en 2006, les planificateurs de CARE ont conclu que le système de l'aide alimentaire monétisée américain, qui a accompagné financièrement les activités de CARE dans le nord-ouest et le Haut-Artibonite, n'était pas en adéquation avec le principal objectif de CARE qui est d'aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables et d'appuyer des stratégies de subsistances durable.

En juin 2007, CARE s'est retiré du programme de monétisation. Par la suite, CARE a réduit ses activités, a fermé la plupart de ses installations, notamment trois de ces maisons d'accueil, et a recentré ses stratégies de développement sur la fourniture d'une aide d'urgence. L'ONG s'est attaquée à la cause profonde de la pauvreté : la mauvaise gouvernance, l'exclusion sociale, le manque d'opportunité économique et l'insuffisance de l'accès à une éducation de qualité. Sa nouvelle stratégie de développement impliquait aussi de s'allier avec les communautés locales et l'organisation gouvernementale de développement PRODEP.

6.3 Gouvernement américain et développement

Le principal bailleur de CARE depuis cinquante-neuf ans est le gouvernement américain. Une grande partie de cette aide a pris fin en 2007, au moment où CARE s'est retiré du programme de monétisation des denrées alimentaires. Mais en 2008, le gouvernement américain a redéfini sa stratégie de développement en présentant l'initiative « *Feed the Future* (FTF), en français Nourrir le futur ». Les principaux objectifs de la FTF sont similaires à ceux de la politique précédente du gouvernement américain en Haïti, dans le sens où elle privilégie l'amélioration de l'état nutritionnel, en particulier celui des femmes et des enfants vulnérables, et celui des 60% de la population haïtienne qui continue de dépendre directement de la production agricole. Mais le FTF diffère par les deux moyens principaux qu'il propose pour lutter contre l'insécurité alimentaire :

1) Augmenter le rendement par hectare des cultures de base (en mettant l'accent sur le haricot et le maïs).
2) Exporter les produits agricoles (les mangues et le cacao principalement).

FTF coupe aussi avec les anciens programmes du gouvernement américain car il met en avant la production locale en mettant l'accent sur l'achat local. Il précise aussi l'importance des agriculteurs, plutôt que des ONG et des organisations internationales, pour ce qui est de déterminer quelles cultures et quels apports doivent être prioritaires. Le gouvernement américain prône aussi davantage qu'auparavant le suivi, l'évaluation et la transparence. Ces changements dans les priorités font que le gouvernement américain est plus en phase avec les objectifs de CARE et ses objections vis-à-vis des programmes d'aide alimentaire monétisée.[viii ix x]

6.4 Gouvernement haïtien et développement

Le gouvernement haïtien a récemment fait une déclaration forte en faveur d'un nouveau système de sécurité alimentaire, qui, tout comme les objectifs du gouvernement américain, lie sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire. La responsable du programme Aba Grangou a établi quatre objectifs principaux:

1. Améliorer l'accès à la nourriture pour les plus vulnérables.
2. Augmenter la production agricole.
3. Augmenter les services et infrastructures de base.
4. Communication, suivi et évaluation.

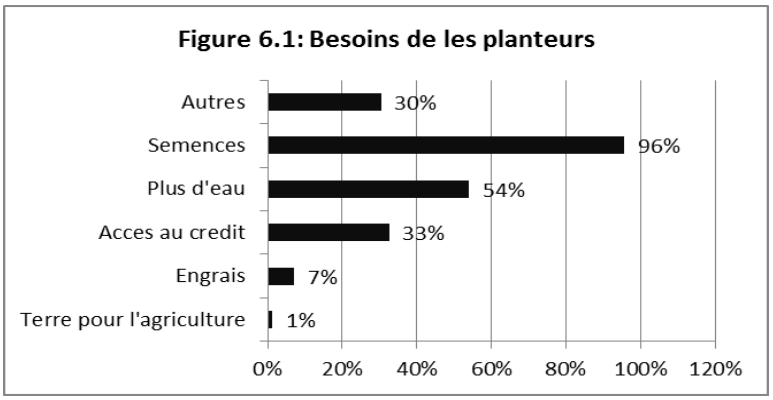
Le plan est complet, intégré et ciblé pour promouvoir la production nationale. CARE a déjà participé au programme Aba Grangou dans Grande-Anse avec son système de bons. Aba Grangou met en évidence de nouveaux domaines, dans lesquels CARE peut avoir un impact : la disponibilité de semences appropriées, l'amélioration du traitement, du stockage, de la disponibilité et de l'utilisation des engrais ; autrement dit tous les facteurs qui assureront l'accroissement des rendements. CARE est bien adapté et a l'expérience pour apporter une contribution sérieuse et percutante dans ces domaines, notamment dans la perspective d'un programme de soutien intégré Coupons-VSLA-Agriculteurs, définis prochainement[viii].

6.5 Les Programme alimentaire mondial (PAM) et développement

En 2008, le PAM a effectué ce qu'il nomme « un tournant historique », en arrêtant d'être une agence d'aide alimentaire, pour devenir une agence d'assistance alimentaire. L'objectif primordial du PAM est dès lors d'éradiquer la faim et la malnutrition, mais avec l'objectif ultime d'éliminer toute dépendance à l'aide alimentaire.
Deux objectifs corollaires font échos à ceux du gouvernement américain, du gouvernement haïtien et de CARE :

1) Définir et atteindre les solutions contre la faim à échelle nationale.
2) Donner la priorité aux achats locaux.

Comme le gouvernement américain, le PAM met également l'accent sur le suivi et l'évaluation



Pour résumer ce point, la modification des stratégies de développement et de la nouvelle politique du programme Anba Grangou, ouvre une voie pour le changement. Comme on le voit dans le débat auquel participent les bailleurs de fonds, leurs objectifs sont désormais plus conformes à l'intérêt des agriculteurs haïtiens et du mandat de CARE. Les objectifs peuvent se résumer ainsi :

1) Fournir des secours nutritionnels immédiats à ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les infirmes. Un besoin particulièrement aigu en ce moment dans le nord-ouest et dans l'Artibonite en raison des aléas climatiques et de l'impact des tempêtes survenus au cours des deux dernières années.

2) Se préparer à l'atténuation de l'impact des catastrophes et à la reconstruction.

3) Améliorer la sécurité alimentaire pour la population dans son ensemble grâce à un accroissement de la production de nourriture et la création d'emploi.

4) Travailler avec les communautés pour mettre en place le point précédent.

5) Améliorer le suivi, l'évaluation et la transparence afin de mieux atteindre ces objectifs.

7. CARE Program Goals and General Structure

7.1 Relieve, Reinforce, Build, Follow (RRBF)

Le nouveau programme de CARE au nord-ouest devrait :

Soulager les souffrances des plus vulnérables par le biais de l'aide (priorité #1 de CARE).
Renforcer les programmes déjà opérationnels.
Construire à partir de ce qui a déjà fonctionné pour CARE ailleurs.
Suivre les initiatives et les instructions des groupes communautaires, et suivre ce qui est en cours.

7.2 Soulager. Comme on l'a vu, il y a eu et il y a toujours un secteur de la population du nord-ouest et de la Haute-Arbonite souffrant d'un déficit en calories chronique et de maladies. Les sécheresses périodiques, les inondations et les tempêtes tropicales aggravent la situation et entraînent des épisodes aux cours desquels un segment bien plus large de la population souffre, ou risque de souffrir de la famine. Nous devrions aider dès à présent ceux qui sont le plus dans le besoin.

7.3 Renforcer. Quelques hôpitaux et cliniques dans la région, des missionnaires et des ordres catholiques féminin se sont spécialisés et apportent de l'aide aux personnes sous-alimentées, malades et âgées. La plupart de ces organisations travaillent dans la région depuis des décennies.

De fait, la plupart des membres permanents des équipes de ces organisations ont eux aussi travaillé dans la région depuis plusieurs dizaines d'années. Ils sont très efficaces. CARE renforce leurs efforts immédiatement avec des coupons et la réhabilitation des infrastructures critiques telles que les citernes et les centres de nutrition. C'est aussi vrai pour les infrastructures. Il y a aussi des organisations séculières telles que AAA et ID qui assurent une forte présence dans la région. Les efforts de CARE devraient être coordonnés avec les leurs, et construits à partir de leurs efforts.

Mais pour l'amélioration générale de la qualité de vie, le moyen le plus rapide, mais aussi le plus coûteux, est la mise en place d'infrastructures telle que les citernes, les réseaux d'eau, et les digues anti-inondation. Il est réalisé par les missionnaires évangéliques qui se trouvent sur le terrain. Ils ont les compétences, les infrastructures et leur réseau local de travailleurs compétents. Ils sont désireux de réaliser ce travail, paient leurs propres dépenses, ont des dizaines d'années d'expérience à leur actif dans la région, ils connaissent les prix locaux, et les gens traitent avec eux. Sans déplacer ses directeurs dans la région et les faire travailler pendant des décennies, aucune autre organisation ou expert ne peut se mesurer à eux en matière de compétence et de connaissance du terrain.

7.4 Construire. Depuis son retrait du nord-ouest, il y a deux outils que CARE a développés et qui ont prouvé leur efficacité. Ce devrait être un objectif central d'expansion dans le nord-ouest : le système de coupons (EFPS), et Village Savings and Loan Associations (VSLAs, en français le Système de coupons et les associations villageoises d'épargne et de crédit). Depuis 2010, CARE a effectué un partenariat avec le gouvernement et les communautés locales pour partager ces deux stratégies avec les personnes vulnérables de Grande-Anse. Ils devraient être utilisés comme des recours de base afin d'aider les gens dans le nord-ouest et la Haute-Arbonite. Ce sont deux points importants de la stratégie recommandée ci-dessous.

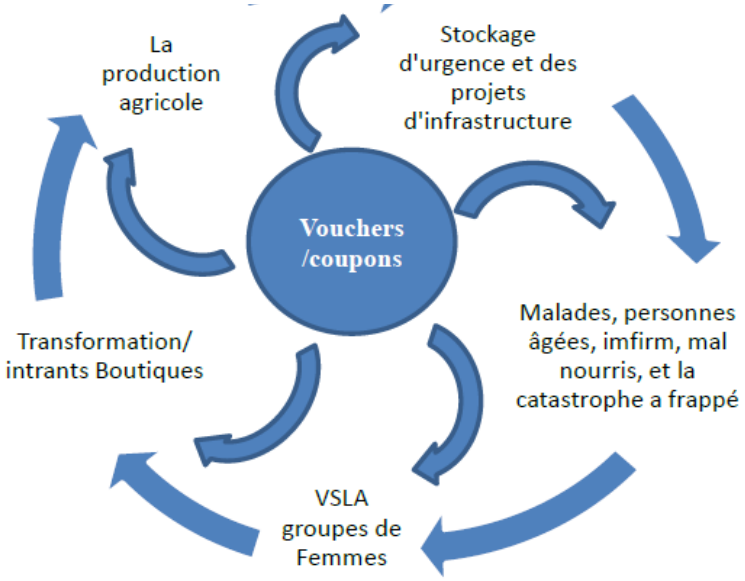
7.41 Les coupons. Ils offrent une attrayante gamme de possibilités. Tout d'abord, un "coupon" (ou « *voucher* ») est un moyen de paiement qui peut être échangé contre une somme d'argent spécifique ou contre des marchandises. Dans le cas de CARE, les coupons ont été fournis aux ménages vulnérables de la Grand Anse qui peuvent être échangés auprès de fournisseurs agrées contre des denrées alimentaires. Ce système permet d'éliminer les complications logistiques qui accompagnent la distribution de l'aide alimentaire (transport, stockage, distribution, manutention, détournement). Mais ils peuvent aussi être modifiés afin d'acheter des produits locaux, pour acheter à des vendeurs en particulier, tels que les groupes de femmes en charge de la transformation des aliments ; ils peuvent faire office de salaire dans les projets de développement des infrastructures, créant ainsi le potentiel pour la mise en place d'un cycle qui renforce mutuellement l'aide, la production, et les infrastructures. Pour compléter le système ils peuvent aussi être utilisés pour enclencher la production, créer des stocks de graines, l'introduction de nouvelles cultures, de mélanges de farines enrichies et autres aliments transformés. Toutes ces possibilités sont autant d'opportunités potentielles d'investissements pour les groupes VLSA.

En résumé, bien que le système de CARE Vouchers courant est limité à la distribution de coupons échangeables par l'état-spécifiques autorisés fournisseurs, les destinataires peuvent être élargis pour inclure,

•Ceux donnée aux ménages vulnérables et les individus à tout moment
•Ceux distribués aux communautés ou des populations spécifiques en période de crise
•Les institutions indiquées à distribuer aux personnes dans et des ménages le besoin
•Ceux qui sont utilisés comme moyen de paiement dans le "vouchers-for-work" projets d'infrastructure

Les fournisseurs peuvent être élargis pour inclure les femmes des coopératives de transformation des aliments (qui font enrichi au beurre d'arachide locale, les confitures et les farines), les coopératives qui permettent de conserver les semences locales et les céréales stockées, et CARE autorisées "intrant" boutiques qui vendent des outils, des engrais et des pesticides.

Figure 7.1: Coupon/Voucher-Boutique-Production Cycle



Les coupons peuvent aussi faciliter la construction de stratégies sociales dont le but est de réduire les dégâts produits par les désastres. Ils peuvent être utilisés pour entamer le dialogue avec les responsables locaux du commerce, afin de résoudre les augmentations de prix récurrentes et inutiles. Lorsqu'une crise s'abat sur n'importe quelle région rurale d'Haïti, le prix de la nourriture a tendance à exploser en anticipation de la perturbation des stocks disponibles. En connaissance de cause, après le séisme de 2010, les missionnaires à Bombardopolis ont payé le transport des vivres à Port-de-Paix aux *marchann* (marchands) les plus importants des Bombard. Ils l'ont fait à condition que les *marchann* n'augmentent pas les prix des produits de base qu'ils ont achetés. La logique étant que s'ils pouvaient obtenir la nourriture ce n'était pas justifié, avec pour motivation qu'en ne payant pas le transport, les *marchann* augmentaient leurs profits. La tactique permit de stabiliser les prix. CARE peut créer des stratégies similaires avec un système rationalisé de coupons et en travaillant avec les plus grands marchands de la région.

7.5 Suivre. Au delà de la stratégie de base décrite plus haut, CARE devrait continuer avec son approche de développement déterminée par la communauté, comme elle le fait actuellement avec les écoles dans les zones de Gonaïves et de Gros-Morne. Elle devrait continuer à utiliser les 17. 500 bourses équitablement réparties du niveau de la section à celui des organisations communautaires ; et elle devrait appuyer la stratégie actuelle de transparence et de responsabilité (impliquant des cérémonies où les groupes communautaires sont présents, la présentation publique des contrôles aux individus responsables de surveiller le projet, et des cérémonies publiques aux cours desquelles ces responsables rendent des comptes sur le travail accompli).

CARE ne peut prétendre à surpasser les organisations déjà au service des populations les plus vulnérables, en termes de connaissances des zones d'activités. Le personnel de ces organisations connaissent en effet leurs populations, sont en contact quotidien avec les bénéficiaires, et sont les mieux placés pour identifier les individus ou les plus démunis. Toutefois, sur une note plus pessimiste, ils sont aussi les mieux adaptés à induire en erreur et à détourner l'aide destinée aux personnes dans le besoin. De ce fait, CARE peut travailler à développer la surveillance et l'évaluation de ces organisations. D'une part, cela incitera à leur responsabilisation et d'autre part, permettra d'éliminer rapidement les partenaires fourbes et de renforcer ceux qui sont sincères. (Voir la section 8.6, la collecte de données et de gestion).

Suivi et évaluation. À la fin de la période allant de 1966 à 1979, lorsque CARE travaillait dans le nord-ouest sous la bannière de HACHO, un enquêteur de l'USAID a conclu que « HACHO dispose d'une très faible capacité à identifier de manière systématique où elle a été, ce qu'elle a fait, et où elle devrait aller » (p 8 : 1983). CARE a amélioré son système de contrôle et d'évaluation dans les années quatre-vingt-dix. Ce serait maintenant une contribution pour tous, le personnel de CARE, les personnes que nous essayons d'aider, les savants, et autres travailleurs du développement, si CARE voulait donner un exemple de contrôle, d'évaluation et de mémoire institutionnelle. Pour cela, quatre propositions : 1) numériser sa vaste collection de rapports ; 2) créer une bibliothèque de rapports en ligne ; 3) produire un sommaire annuel des données et rapports sur la région ; 4) finaliser le long et agonisant processus de mise en place d'un système d'alerte relatif à la sécurité alimentaire (Food security warning system) en mettant en place un système de saisie de données dans les trois cliniques évangéliques disposant de données fiables dans l'extrême ouest d'Haïti.

Le projet de sécurité alimentaire et de mémoire institutionnelle du nord-ouest *(NW Food Security and Institutional Memory project)* pourrait être lié à l'université George-Washington (GWU) à Washington DC, qui a manifesté son intérêt dans un tel projet, et possède un registre de données similaires sur l'ensemble d'Haïti. L'université George-Washington possède aussi un lien avec Haïti puisqu'elle est utilisée par le département d'État des États-Unis comme lieu de formation afin de préparer les officiels de son ambassade. Car avant qu'ils se rendent à Haïti, tous doivent y suivre un cours de dix semaines. L'université sera responsable du fonctionnement de la base de données, de la bibliothèque et des revues annuelles. Ce pourrait être un programme modèle pour d'autres ONG, et une preuve exemplaire de l'engagement de CARE vis-à-vis de la transparence et de la responsabilité.

Femmes et enfants au centre nutritionnel Nan-Sentren.

8. Activités recommandées

8.1 Programme intégré des coupons

La stratégie de CARE devrait être centrée sur les objectifs définis auparavant : elle devrait soulager-renforcer-construire et suivre, et le programme devrait utiliser le ressort des coupons qui permettra d'intégrer ce système permettant à chacun de ses composants de le renforcer dans son ensemble, avec pour objectif final l'augmentation de la production. Ce que nous pouvons nommer le Programme d'intégration des coupons devrait commencer immédiatement par :

8.1.1 Phase 1

- Fournir des coupons aux hôpitaux réputés, aux centres de nutrition, au programme du MCHN, et aux cliniques qui ont déjà des programmes en fonction.

- Identifier les marchands installés qui rachèteront les coupons.

8.1.2 Phase 2

Renforcer les organisations existantes destinées aux femmes et aux personnes contaminées par le SIDA, en créer de nouvelles. Au sein du VSLA, organiser des formations liées à la promotion du système des coupons en ciblant les aliments produits et transformation localement. Le système se développerait de cette manière :

- Identifier les groupes de femmes qui travaillent à la transformation des aliments et les faire se comporter comme des vendeuses dans les boutiques de transformation.

- Planifier, et former les femmes aux mécanismes de transformation (conservateurs, farines, mélanges de beurre de cacahuète enrichis).

- Introduire de nouvelles techniques de stockage et de transformation.

- Manioc : garni, pudding, chikwangue, foufou.

- Pitimi : farine, pain.

- Introduire des recettes inconnues ou peu utilisées (pitimi, pain, gâteau).

- Former au stockage et à la préservation des graines.

- Créer des boutiques de transformation et d'intrant : outils, pesticides, engrais et graines.

8.13 Lier l'utilisation des coupons aux achats effectués dans les boutiques de transformation et d'intrant (aliments transformés, outils, graines, etc)

8.14 Le programme d'Aba-Grangou, Coupons pour travail, doit être directement relié au cycle VSLA Boutique infrastructure production.

8.2 Technique, école des agriculteurs, mangues, et artisans

8.21 CARE devrait renforcer les quelques écoles professionnelles et agricoles de la région et soutenir n'importe quel programme réputé dans les domaines de la mécanique et de l'agriculture. Il y deux exemples. ACF, qui a pour partenaire un sous-traitant qui enseigne des techniques de cultures aux paysans locaux ; et Clarke Family Farm, situé en dehors de Gonaïves, poursuit un projet dédié à l'agriculture qui fonctionne pour le mieux et dont le but est de devenir une université agricole.

8.22 Le programme dirigé par TechnoServe « La mangue donne une opportunité en matière de croissance économique à long terme » est opérationnel dans la région de Gros-Morne. C'est un programme populaire, et d'après les chiffres c'est une réussite en ce qui concerne l'augmentation des revenus des cultivateurs de mangues. CARE devrait coordonner le projet avec TechnoServe afin de l'étendre à d'autres zones dans le nord-ouest.

8.23 Avec HACHO, CARE a participé à la formation des artisans. Cette formation survit au moins dans une zone, comme le prouve la présence de vanneurs très qualifiés. Le programme de l'OMC nommé Ethical Fashion Initiative et l'entreprise Fair Winds Trading ont manifesté leur intérêt quant à l'achat de paniers en gros. Ils ont des clients, comme Macy's par exemple. CARE devrait s'entendre avec eux pour créer un centre artisanal à Bombardopolis, afin de refermer le fossé qui sépare les artisans et le marché international.

8.3 Soutien d'urgence

8.31 Les magasins associés aux groupes de femmes devraient rester dans des lieux définis à travers la région, comme l'a demandé le gouvernement haïtien par le biais de son programme Aba Grangou.

8.32 Des contrats devraient accompagner les achats faits aux groupes de femmes travaillant à la transformation des aliments. Cela permettrait d'enclencher la production.

8.33 Au terme de la saison des ouragans la nourriture devrait être remise au programme alimentaire scolaire du gouvernement haïtien (comme l'a demandé le gouvernement haïtien par le biais de son initiative Aba Grangou).

8.34 CARE devrait participer à l'organisation et à la formation de groupes communautaires pour faire face aux situations d'urgence. Il faudrait mettre en place des responsables, et un panel de solutions en cas de désastre.

8.35 CARE devrait participer à l'organisation d'un groupe rassemblant les principaux commerçants. Il aura pour mission de traiter les situations d'explosion inutiles et répétées des prix.

8.4 Programmes liés aux infrastructures

8.41 Réhabilitation des cliniques et centres de nutrition réputés qui seront des partenaires de CARE.

8.42 Construire des centres, et des boutiques de transformation pour les groupes de femmes chargés de la transformation des aliments.

8.43 Conduire les projets relatifs aux routes, canalisations et contrôle de l'érosion avec les ONG et les associations de paysans en utilisant les coupons réutilisables dans les boutiques de transformation.

8.44 Financer immédiatement la construction de citernes à Mare-Rougen, Bombardopolis, et Creve-Plateaus.

Toutes autres actions concernant le développement devraient être dirigées par la communauté en utilisant la même stratégie que celle employée par CARE pour son programme de bourses scolaires : la création de conseils décisionnaires au sein de la communauté, l'organisation de votes concernant le choix des projets, la responsabilisation par le biais de la révélation des stratégies à la communauté, la mise en place de cérémonies d'inaugurations des infrastructures.

8.5 Foires agricoles

8.51 En collaboration avec les associations de paysans et les ONG partenaires, CARE devrait organiser et sponsoriser des foires paysannes autour des thèmes suivants : les graines, le stockage, la nourriture, les engrais, et les pesticides.

8.52 Les groupes de femmes membres du VSLA devraient prendre la tête de l'organisation des foires. Ce sont pour elles autant d'opportunités de présenter leurs travaux, de partager les nouveaux aliments, les techniques de stockage et les graines. Il en va de même pour les autres ONG, les missionnaires, les savants, les entrepreneurs et les corporations qui pourraient se servir de ces foires comme de tremplins afin de promouvoir de nouvelles idées et technologies.

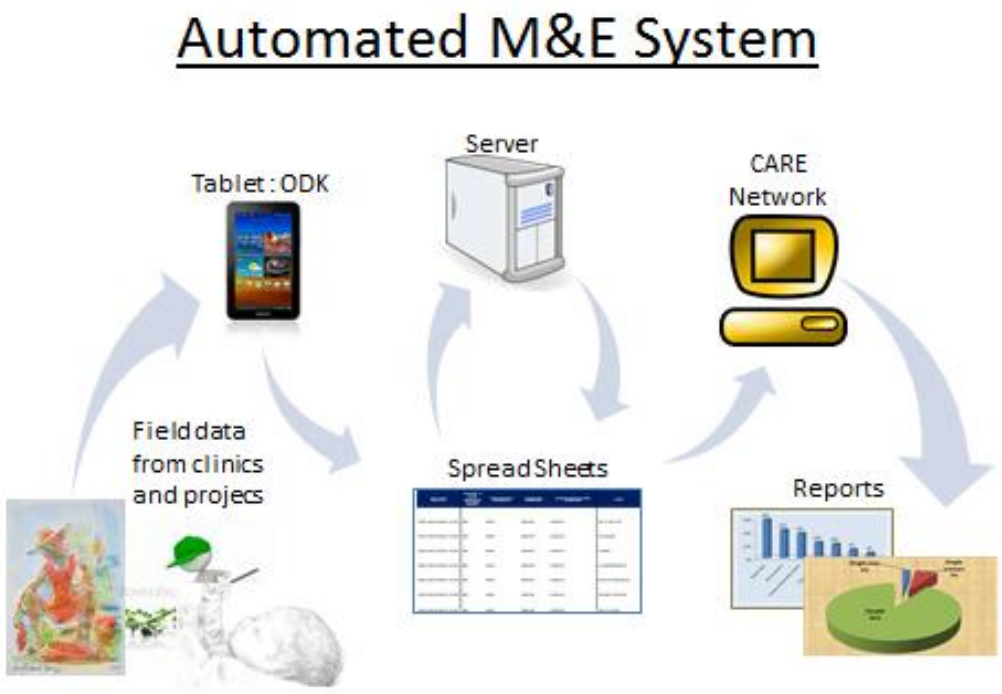
8.53 Les foires devraient avoir lieu les jours de marché, assurant ainsi la présence de milliers de personnes.

8.6 Suivi et évaluation

CARE devrait mettre en place un système de suivi et d'évaluation en utilisant la plateforme nommé en anglais Open Data Kit (ODK) à laquelle le personnel de CARE peut accéder via des tablettes numériques équipées de cartes SIM. De cette manière les données peuvent être mises à jour depuis le terrain et remonter jusqu'au serveur central de CARE. Le personnel peut soumettre ces données depuis les bureaux présents sur le terrain ou bien d'un restaurant, voire même alors qu'ils interrogent les membres d'une association dans une hutte, un fermier dans un champ ou nos partenaires dans une clinique. La saisie de données est simple : il consiste en une simple sélection tactile parmi des choix multiples, des cases et des entrées numérales simples. Ces entrées sont recoupées et contrôlées grâce au programme ODK. Le personnel a seulement besoin de rentrer les données dans la tablette et de mettre à jour les entrées récentes.

Bien que simple d'utilisation comparé aux autres systèmes de contrôle et d'évaluation, le programme ODK peut générer des résultats de recherche d'une grande complexité. Les données de la tablette passent par la base de données d'Excel vers celle d'Access. Access extrait les données, reçoit les mises à jour, génère des tableaux et des graphiques simples. Il peut être adapté pour des utilisateurs tels que les employés de CARE, il y a des icônes sur lesquels on peut cliquer afin de maximiser les résultats de certains graphiques. Il peut aussi être adapté pour le personnel de l'USAID. On peut accéder à une liste d'indicateurs (sous la forme d'icônes) afin de générer des rapports hebdomadaires. Les résultats peuvent être illustrés au format GIS lui aussi simple d'utilisation. Les coordonnées GPS des tablettes permettront une localisation instantanée des activités d'un projet et une visualisation via Google Earth.

Figure 8.1 : Système automatisé de suivi et évaluation



La collecte de données et le système de gestion doit inclure une sélection et un protocole de surveillance à la fois des projets menés avec les organisations partenaires mais aussi des organisations elles mêmes. CARE pourrait contrôler la sélection des organisations paysannes grâce à une enquête, à l'échantillonnage aléatoire, sur les opinions des agriculteurs de différentes organisations. Les agriculteurs interrogés ne seraient pas des membres ou représentants d'une organisation, mais plutôt des individus choisis au hasard dans la zone d'activité. Une enquête lors du déroulement des projets pourrait être menée selon le même procédé, pour permettre un certains suivi et contrôle. La surveillance devrait être sous-traitée à une institution ou consultant indépendant afin d'éviter les conflits d'intérêts et / ou la manipulation du système. Le système proposé permettrait donc à CARE de vérifier que les organisations sont sincères et responsables envers les populations qu'elle veut appuyer. Enfin, ce système pourrait être relié au projet « Mémoire institutionnelle de la sécurité alimentaire », proposé par l'Université George Washington (GWU).

9. Programmes spécifiques : bénéficiaires et partenaires

9.1 VIH et alimentation

9.11 Population

Il y a plusieurs situations dans lesquelles CARE peut s'impliquer et avoir un impact bénéfique et immédiat sur la population. L'une d'elles est l'assistance des plus nécessiteux. Plus spécifiquement les programmes alimentaires en cours et les centres du PEPFAR qui obtiendraient un bénéfice immédiat de l'utilisation des coupons. Tous ceux qui se sont associés à PEPFAR ont parlé de l'importance de parvenir à ce que les patients viennent chercher leur traitement. Le problème, c'est que beaucoup des destinataires de l'AVR commencent à se sentir mieux et ne se rendent plus dans les centres sanitaires comme prévu. Les coupons les motiveraient à se déplacer, cela amélioreraient leurs conditions alimentaires et élèveraient leurs statuts auprès de leurs familles et des personnes à leur charge en leur offrant davantage de ressources. Il s'agit peut être du type de charité la plus pure que CARE pourrait offrir aux plus nécessiteux. De façon similaire, les cliniques nutritionnelles peuvent recevoir un coup de pouce immédiat par le biais du système de coupons.

Un autre angle d'attaque est le soutien des personnes dont l'état de santé est critique, soit du fait de maladies ou de blessures, convalescentes dans les hôpitaux. Il y a une tradition nécessaire en Haïti qui fait que les familles prennent soin des parents hôpitaux. Dans les cours et derrière chaque hôpital, les membres de la famille cuisinent sur des petits feux. La nuit ils dorment sur des matelas à même le sol ou sous les corniches des bâtiments. C'est un système qui fonctionne dans l'île appauvrie. De plus, le personnel des hôpitaux sait quels sont les patients qui sont le plus dans le besoin, et ceux qui n'ont pas de famille. Les coupons donnés aux familles dans le besoin ou aux patients isoles allégeraient leurs souffrances et appuieraient le processus de récupération. On devrait prendre en considération la distribution transparente de petits lots de coupons. Le nombre exact devrait être fixé par le nombre de lits disponibles dans chaque hôpital. CARE devrait effectuer un suivi avec des contrôles ponctuels du système pour assurer la reddition de comptes.

9.12 Partenaires

voir le tableau5.6

9.13 Activités recommandées

- Identifier les vendeurs dans chaque bourg ou village important susceptibles d'échanger les coupons.
- Fournir des coupons à tous les programmes ayant trait au SIDA, les centres nutritionnels, les hospices et les hôpitaux. La priorité devrait revenir aux programmes qui s'occupent des plus pauvres et des plus vulnérables et qui ont fait preuve d'efficacité. On devrait aussi donner la priorité aux ordres catholiques et protestants ainsi qu'à l'hôpital du Gros-Morne et autres participants au plan PEPFAR (see partner matrix in Annex).

9.2 Infrastructures

9.21 Population

Tout comme pour la nutrition, il y a d'autres situations dans lesquelles CARE peut avoir un impact immédiat au niveau des infrastructures. Plus spécifiquement en réhabilitant les centres de nutrition, et en installant des systèmes d'irrigation et de réserve d'eau.

9.22 Partenaires

En finançant ces projets en cours, tels ceux conduits par les missionnaires, CARE pourrait avoir un impact immédiat, efficace et ne nécessitant aucun investissement infrastructurel ou administratif, au delà du suivi et de l'évaluation. Cela améliorerait rapidement l'image de CARE dans la région. Cela permettrait de donner du travail, d'injecter de l'argent dans cette région en crise et d'améliorer de manière durable les conditions de vie. Plus spécifiquement les missionnaires de Bombardopolis - où il y a peu de sources et les gens dépendent des pluies - travaillent avec des équipes de quatre maçons locaux pour construire des citernes de 512 gallons. Ils peuvent en construire quatre par semaines. Mais par manque de financement, ils en ont construits seulement 300 en dix ans. Avec des fonds décents, cinq équipes pourraient construire 20 citernes par semaines, soit 500 en seulement un an. Les partenaires potentiels les plus importants et les plus évidents sont ACF, AAA, ID, PEPDEV et FAES, mais aussi UEBH, le IMF et Clarke Farm (organisations de plus petite taille).

9. 23 Activités recommandées

-Réhabiliter le centre alimentaire de Nan Sentren et fournir des citernes (20000$).
-Apporter un soutien immédiat à la ferme Clarke et l'Agricultural Tech School en sponsorisant les étudiants, le programme relatif aux graines, les recherches sur le stockage et les séminaires pratiques.
-Financer le projet du MIF relatif à la construction de 1000 citernes a Mare-Rouge et Bombardopolis.
-Se coordonner avec TechnoServe pour importer le programme Mangue et la production de mangue dans la région.
-Se coordonner avec Fashion Initiative, Fair Winds Trading Company et les artisans locaux pour établir, centrer et conclure le lien commercial entre eux.

Tous les autres projets de développement infrastructurel et agricole devraient être dirigés par la communauté et devraient être réalisé main dans la main avec PRODEP, FAES, les conseils communautaires, les associations de paysans et les organisations féminines comme nous en avons parlé précédemment voir matrice des partenaires en annexe).

10. Logistique

10.1 Où baser les opérations de terrain?

Les bureaux extérieurs devraient être situés à proximité des marchés. En effet, les marchés se tiennent dans les villages et les villes stratégiques ; ils sont les points focaux de l'activité économique, sociale, et politique de vastes régions. Un marché se tient généralement deux fois par semaine. En allant vers ces marchés, les gens traversent littéralement l'ensemble de la zone d'activité. Les hommes de Mole Saint-Nicolas se rendent au marché de Gros-Morne pour vendre leur bétail, et des groupes de marchandes de Jean Rabel, Mare Rouge et Bombardopolis

marchent toute la nuit jusqu'au marché de Port-de-Paix. Les avantages de la localisation des bureaux à proximité des marchés iront à la fois CARE - en termes de proximité des activités économiques, agricoles, des foires de semences, etc. - et à la population, de part le fait que, dans la plupart des ménages, au moins une personne visite un marché plusieurs fois par semaine. De plus, ces antennes locales auraient facilement accès aux services et aux partenaires. Enfin, il serait opportun de réhabiliter les anciennes maisons d'hôtes de CARE et les antennes sur les zones de Bas Catabois, Bombardopolis, et Barbe Pagnol, qui sont trois villes de marché. Les autres localités d'implantation potentielle sont Bauchan, Mare Rouge et Anse Rouge.

10.11 Conseils sur les locations

Les ONG et les ressortissants étrangers paient généralement le logement et l'accès aux services très cher. Quand une ONG paie 2000 US$ par mois pour payer le loyer d'une maison confortable ou d'un appartement, un haïtien ou un expatrié ayant de l'expérience et des contacts dans le pays, paiera la même somme pour une durée de 6 mois. C'était le cas savant le séisme. Cela est devenu encore plus extreme depuis.

En 2010, le personnel des Nations-Unies et des ONG payait 1000 US$ pour une chambre et 3000 US$ par mois pour un appartement de base; Les haïtiens et les résidents expatriés payaient quant à eux 150 à 200 US$ pour la même chambre et de 350 à 500 US$ pour le même genre d'appartement. C'est exactement la même chose en ce qui concerne certains services. Même trios ans après le séisme, les companies de distribution d'eau ont surtaxé de 20% les consommations des ONG ou des étrangers (après le sésime ils ont augmenté le prix de 300%).

Si nous sommes vraiment là pour aider, il n'y a aucune raison pour que les ONG paient 5 à 6 fois le montant des salaires de base. Il n'y a pas non plus de raison pour que nous ne puissions pas louer des logements et accéder aux services à des prix raisonnables. Les offres de logements abondent (même après le séisme, la plupart des immeubles haut de gamme ne se sont pas effondrés, en particulier dans les zones de PetionVille et de Kenskoff, et rappelons que 37 000 habitants de classe aisée ont quitté le pays). Pour s'assurer que CARE paie des prix équitables, un consultant devrait être employé pour faire une analyse des coûts de logement et des services dans les villages où CARE voudrait installer ses bureaux extérieurs.

10.12 Activités recommandées

1. Réouvrir les maisons de passages de Pas-Catabois et Barb-Pagnole.
2. Signer un contrat avec le maire de Bombardopolis pour louer le foyer de CARE.
3. Négocier avec ID pour avoir un espace bureau et un logement à Jean-Rabel ou louer une maison pour en faire un bureau.
4. Ouvrir une maison de passage à Gonaïves.

10.2 Les employés et la structure

10.21 Prise de decision décentralisée

CARE devrait inverser la chaine de prise de décision. En 1983, une des premières critiques qu'on fait les évaluateurs de USAID à propos de HACHO, était que l'organisation était trop centralisée, avec le bureau principal et les grandes décisions prises depuis Port-au-Prince alors que les opérations se passaient à plus d'une longue et difficile journée de route au nord-ouest. CARE est aujourd'hui centralisé.

Il n'est pas réaliste d'envisager aujourd'hui, étant donné la structure de CARE en Haïti, de déplacer le siège de l'organisation de Petion-Ville à Gonaïves ou Port-de-Paix. Mais CARE devrait penser à inverser l'ordre des priorités et des circuits de commandement. Comme le fait déjà CARE en étant à l'écoute des groupes communautaires et en les considérant comme des leaders dans le processus de décision. Il serait bon de mettre en place en interne un régime strict sur les prises de décisions sur le terrain, qui devrait être fait, bien entendu, avec les bureaux urbains qui seraient un appui via leur rôle de soutien, de contrôle et de comptabilité.

10.22 Les consultants

Pour établir cette nouvelle structure, CARE devrait embaucher Patrick et Josette Delorme, deux consultants internationaux d'origine haïtienne. Tous les deux travaillent dans la région depuis plus de dix ans, employés tour à tour par toutes les plus grandes organisations de la région, exceptés CARE et ACF. Tous deux maitrisent les systèmes de fonctionnement des cliniques, celles de Port-au-Prince comme celles du domaine rural (Patrick a été vice-premier ministre du MSPP et Josette a travaillé pendant sept ans comme administrateur de haut niveau pour le PAM). Tous les deux sont honnêtes, dévoués et éminemment qualifies pour accompagner CARE à travers le processus.

10.23 Échelles salariales recommandées

CARE a toujours payé ses employés beaucoup plus que n'importe quelle organisation dans le nord-ouest, vraiment beaucoup plus. Il y a des avantages et des inconvénients à cela. Les hommes et femmes haïtiens de la classe moyenne sont souvent engagés en même temps dans une large gamme d'emplois à temps-partiel. Ce fait, associé à l'histoire du pays où le travail est considéré comme une sorte de patronage, engendre l'idée que dans le travail, en soi, il n'y a aucun compte à rendre au superviseur mais à celui qui a donné le travail, c'est à dire le patron. Le travail est aussi associé à une attente ennuyeuse, si bien qu'on envoie parfois des remplaçants à sa place (frère, sœur, oncle) pour faire acte de présence à un poste de travail.

En considérant cela, payer un salaire décent permet de s'assurer que les employés ne vont pas avoir recours à des « remplaçants » et que les responsabilités professionnelles qu'ils ont ne vont pas être abandonnées pour d'autres activités constituant pour eux une alternative économique. Mais il est important de reconnaitre que payer un salaire trop élevé crée des attentes, stimule les jalousies et est en contradiction avec les valeurs et l'image que CARE portent à travers ses activités utiles pour la société. Cela revient aussi à négliger le fait que dans ces régions, un emploi stable et durable est préférable à un emploi bien payé mais temporaire.

Avec tout cela à l'esprit, CARE et ses employés devraient :

1. Développer des efforts pour recruter des employés qualifies dans la région où ils travaillent.
2. Payer un prix légèrement plus élevé que la moyenne en ce qui concerne le salaire des employés permanents et internes, mais conserver des salaires contenus dans une norme concurrentielle pour personnes employées sur des contrats à court terme.
3. Payer des salaires urbains aux personnes qui proviennent du monde urbain.
4. Eviter autant que possible le paiement des indemnités journalières et servant à couvrir les frais de voyage (encore une fois, cela renvoie une mauvais image, crée des attentes
5. irréalistes et compromet les objectifs de CARE en encourageant une industrie de « vie pour les per diem »).

Data in Table 6 is from DeMattee 2012 is based on 876 observations from 79 formal sector employees, including the banking, airline, construction, petrol, hotel, manufacturing, medical, telecom, IT, and humanitarian sectors. Table 7 and 8 show mostly inform sector employment and entrepreneurial opportunities. The data come from 15 independent studies conducted by Haitian students and CARE researchers who interviewed friends, family and neighbors engaged mostly in informal sector occupations. (all data is in US dollars annual wage; daily wage earnings are based on 25 working days per month).

Table 10.1: Emploi dans le secteur formel (USD) (Demattee 2012)			Table 10.2: Secteur Informel L'emploi (CARE, 2012)		
Occupation	(USD/year)	USD/Day	Occupation	(USD/year)	USD/Day
Security Guard	$1,734.00	$5.78	Guard/home	$1,012.50	$3.38
	-	-	Guard/business	$1,710.00	$5.70
Domestic	$2,177.00	$7.26	Domestic	$1,170.00	$3.90
Cook	$2,855.00	$9.52	Cook	$1,200.00	$4.00
Handyman	$3,430.00	$11.43	Labor	$2,419.00	$8.06
Messenger	$3,796.00	$12.65	Messenger	$1,800.00	$6.00
Driver	$5,347.00	$17.82	Driver	$3,150.00	$10.50
Office Staff	$6,548.00	$21.83	Receptionist	$2,500.00	$8.33
Secretary	$8,090.00	$26.97	Secretary	$4,500.00	$15.00
Nurse	$10,150.00	$33.83	Apprentice	$2,250.00	$7.50
Mechanic	$10,801.00	$36.00	Nurse	$2,790.00	$9.30
Engineer	$12,777.00	$42.59	Foreman	$3,750.00	$12.50
Acct	$15,379.00	$51.26	-	-	-
IT Professional	$20,310.00	$67.70	Analyst	$11,250.00	$37.50
Office Manager	$21,267.00	$70.89	Supervisor	$5,750.00	$19.17
Doctor	$28,306.00	$94.35	Doctor	$10,350.00	$34.50
Program Mng	$31,672.00	$105.57	Director bank	$18,000.00	$60.00
Executive	$35,646.00	$118.82	Director	$18,500.00	$61.67

Table 10.3 Secteur Entrepreneurial (CARE 2012)		
Occupation	Year	Day
Minimum wage	$1,500.00	$5.00
Agricultural labor	n/a	$2.50
Construction labor	$2.635.00	$8.75
Mason	$3,750.00	$12.50
Moto Taxi	$4,125.00	$13.75
Vendor	$4,500.00	$15.00
Tap tap driver	$7,500.00	$25.00

Considérant cela, les tableaux 6 à 8, ci-dessous, donnent un éventail des salaires dans les secteurs formel et réglementé (imposés), mais aussi dans les secteurs informels (non taxés et non réglementée), ainsi que dans le secteur de l'entreprise.

10.3 Ordre des projets de développement

6. Mettre en place un comité de coordination avec PRODEP, FAES, CAM, AAA, ID, ACF, WFP, and CRS. Un effort devra être fait pour assurer la participation des représentants de l'Église catholique locale, l'une des plus puissantes institutions du monde avec ses propres ressources et une influence sur toute la région. Cela devrait se tenir au niveau local entre les administrateurs de terrain et non depuis les bureaux de Port-au-Prince. L'accent devrait être mis sur la coordination étroite sur l'ordre du jour, les bons, l'aide alimentaire et la localisation des programmes. Il serait bon d'organiser des brèves réunions ciblées hebdomadaires lors desquelles les partenaires pourraient partager des listes des zones d'activités.
7. Distribuer des bons aux cliniques nutritionnelles de PEPFAR et aux soeurs catholiques qui ont des programmes ou hospices.
8. Entamer une coordination avec les associations paysannes.
9. Identifier et renforcer les associations de femmes existantes et en former de nouvelles.
10. Identifier des partenaires pour les programmes de semences (CAM sur la commune de La Source, PROHUERTA et IICA).
11. Rechercher un partenariat avec TechnoServe et Ethical Fasion Initiative.
12. Lancement du projet citerne avec MIF.

Sous-traitance du système de suivi et évaluation.

Table 10.4: Contacts

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
Asno			Chansolme	Clamir blanc	37715967		
Aib		Ballade	Chansolme	Gelin claudy	37392674	Gina eugene	37400246
APREC		Petit coin	Saint-Louis du Nord	Loriston wikenson	38205630	Alteme rosemane Joseph	36533395
Pa bliye		Centre ville	Chansolme	Techelet louis	37457596	Stephanie nelson	36314848
Opsd		Grande source	Jean-Rabel	Charles jean robert	36213351	Ducla alila	37179273
Tet kole		Ballade	Chansolme	Adema atilus	38381188	Jehovah atilus	33678914
Mopc		Roldof	Mole St Nicolas	Jean moimeme	36088894	Faugue fanelus	36847278
Mouneb		Bassin bleu	Jean-Rabel	Ulysse jerome	36695614	Ulysse robert	36695614
MOOVENCE		Balatier	Saint-Louis du Nord	Chenet carty	37830242	Petit Bozi	37904055
Pwodep		Deroulien	Bassin Bleu	Emile trasilien	47854463		
AFSODO		Odige,morne rond	Bassin Bleu	Mme kertia st vil	38427758		
Tet kole		Pas chech	Bassin Bleu	Moril Exantus	38861639	Exantus Fito	31232171
MSCJR		Nan bois blanc	Bassin Bleu	Jonel Senatus	43176635	Ulisse dieulivert	36623103
Cepar		Blok guest house	Bassin Bleu	Dalien dieuphene	37572126	Charles edouard	36793294
Rose de lima en action		Labe	Bassin Bleu	Jean eli dasli	46808595		
APF		Faligan	Bombardopolis	Etrenne Ervilus	38263108	Iveniel Ternelus	37766783
Ajcb		Ballade	Chansolme	Joseph dilma	36827380	Kerby eugene	37112007
Afvds		Deside	Port-De-Paix	Dormelia senatus	48010260	Boge jhonny	37314522
Opkof		Dame marie	Mole St Nicolas	Laurent aliance	36810404	Garcon olem	37199529
JCA		La coma	Jean-Rabel	Odrange Prince	38174401	Jean Luxon	38639534

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
AJPPR		Guichard	Saint-Louis du Nord	Sineus Sony	36313830	Louis Marc Donal	33788010
KREP		Faligan	Bombardopolis	Volnik Ervilis	48351844	Atonese Dilejuste	37356673
Mtlb		Leblanc	Jean-Rabel	Phanel Themistocle	36781668	Wiliam maxino	36796065
AJSDL		Loterie	Port-De-Paix	Vital Linique	36166665	Dieufait Jean Jacques	37764659
ADLR		Remy lefond	Jean-Rabel	Joseph norisaint	48426239	Exales deus	31952745
COOPECS		Centre ville	Saint-Louis du Nord	Juna Sanon	22141311	Odena Chanoine	31701848
OJDRB		Rivieres des barres	Saint-Louis du Nord	Petion Wilner	37661392/33 681252	Micamson Telfort	33551457
Afdeb		Roche fort	Bombardopolis	Elisa philippe	38483073		
ISPO		Creve	Bombardopolis	Telsaint Vilfran	36729710	Alisca Jn Louis	31460438
ODRB		Riviere des barres	Saint-Louis du Nord	Fritnel Polinis	37497349	Joseph Simeon	37310505
KOPNO		Pas chech	Baie-de-Henne	Petit frere Delivrance	37664572	Jean wil Desilis	47412990
APD		Duconge	Mole St Nicolas	Beauplan Michelet	37845525	Dupra Euclenie	38746698
ATRAT		Tifon	Port-De-Paix	Jacque Louis Carlos	32269793/ 38946717	Nelson Rosias	46084834
OFPD		Reserve	Baie-de-Henne	Beaubrun Bernadette	37862480	Rodna Exantus	37499630
Acprodam		Camp pognon	Bassin Bleu	Elionor elma	46258528	Eliner francois	46258513
AMODD		Des granges	Saint-Louis du Nord	Etienne Louverture	38038556	Jean vul St Farlin	37562284
OCD		DOS D 'ane	Baie-de-Henne	Beaubrun Antoine	32920519	Brunel Cesaire	36424387
Scout		Cap rouge	Saint-Louis du Nord	Dumarsais Jonas	47961681/	Velis	36400882
ADEPSCOJ		La coma	Jean-Rabel	Beaubrun Leberceau	33551532	Louissaint Jean Rico	38550771
Coadpo		Creve	Bombardopolis	Laures moise	36562510	Portilus ilaman	36384562
Agroecologie		Kalik	Port-De-Paix	laureus liberis	36710885	Osias pierre	36985742
AIPRB		Bwa Dom	Baie-de-Henne	Elie Jean Ronel	38697016	Dupi wisbert	36791915

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
Kca komin		Centre ville	Chansolme	Augustin benerick	36327768	Remy joseph	36775125
Areb		Labe	Port-De-Paix	Jesistrat pierre	31053133	Wilda germinal	47352837
FONPCUD		Des granges	Saint-Louis du Nord	Merizier Robert	37917624/ 32771975	Jean Pierre louis	37904055
CJDNO		Dame	Mole St Nicolas	Charles maxen	46089930	Charles Renan	38664485
UJBD		Bois neuf	Jean-Rabel	Charitable leverjuste	36615033	Beldorin wilson	38059976
Mtpm		Camp pognon	Bassin Bleu	Ancy bastien	46258533	Charles isbenie	46966320
APDB		Berger	Saint-Louis du Nord	Cado Simone	37691061	Avena wisny	37356385
Atral		La corne	Port-De-Paix	Xavier alix	38221672	Vagner comete	38327907
APPIBH		Centre ville	Baie-de-Henne	Telus Wilson	31243280	Joseph Wilda	36865949
Coem		Centre ville	Jean-Rabel	Jermanie jean	36276308	Jean vesnel	36276308
CIDEB		Pelicier 1	Bombardopolis	Stinfil Lijonc	37405283	Exeus Amercius	36511735
Tk tet kole		Puis kouzen	Port-De-Paix	Oxon thomas	37674237	Pierre joseph	38308387
MOSODEL		La Plaine	Jean-Rabel	Nelson Walnex	36344501	Anna Louise Dorsainvil	32500359
Appsb		Clenette	Bombardopolis	Fanel dupre	36488654	Renemi francois	36168205
POPS		Chemin desgranges	Saint-Louis du Nord	Wilson Etienne	36195262	Lucas charite	37770319
CAPS		Centre ville	Saint-Louis du Nord	Samuel Denave	38247090	Desravines Frantz	37035202
Fopdel		Odige	Bassin Bleu	Ribert audejeune	36573484	St martin mereus	38346438
ATC		Cabaret	Jean-Rabel	Paul Elysee	32994768	Metayer joas	36941437
Ofpb		Ballade	Chansolme	Gina eugene	37300246	Jonassin lumose	36787319
Ageh		Veille terre	Jean-Rabel	Josafa mercidieu	36493994	Noel clervil	36070065
ADRUH		La coma	Jean-Rabel	Prince Joceline	43166722	Joanes celima	32767088
Odpg		Grivot	Bassin Bleu	Pierre etienne	31682321	Paul ceranes	47961422
Ggc		Kaporal	Port-De-Paix	gereus ertilus	38416442	Wilken branchedor	32994412
Kabm		Koray	Jean-Rabel	valery conserve	31015077	Anthony selmon	3665463

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
kooperativ							
Olad		Gran dyab	Anse-Rouge	Manis dilus	38412832	Patricia fatal	38948982
Fradesf		Foison	Port-De-Paix	Audelor fertile	38778697	Veusnor breus	36613923
AJDD		La douceur	Saint-Louis du Nord	Francis Alistene	36219308	Guiliene Monestime	37136865
Crep		La plaine	Jean-Rabel	Anise Desamours	22142270		
Apecar		Blok guest house	Anse-Rouge	Dieuphene dalien	37572126	Elianve merdelus	36910965
AFC		Cap rouge	Saint-Louis du Nord	Joseph Gelda	48197545	Guerrier linda	37122911
Koples		Centre ville bassin bleu	Bassin Bleu	Dumesle colisner	36457973	Smith tirogene	36538092
SOCOREDNO		Centre ville	Jean-Rabel	Moise yonel	37039744	Herrard prisley	48595509
Adpfk		Kademe	Jean-Rabel	Gertha hazard	43159850	Elsina riche	32776374
AGAB		Roulette	Bombardopolis	Jean will Augustin	38414445	Cedieu Jean Henry Claude	36239341
AJDR		Remoussin	Saint-Louis du Nord	Calixte Nickel	37624013	Jonas Ambroise	37852217
KPAL		Dispite	Jean-Rabel	Ilfrat Oxone	48254794	Teralien st preux	32905558
ODESOB/NO		Centre ville	Bombardopolis	Francois Gessler	36825096	Jean Coreck	36530964
Asodeb		Verne	Bombardopolis	Leodil norvelus	36100028	Henry suede	37893686
OPA		Aubert	Port-De-Paix	Joseph Frantz	37795349	Cesaire Wilbens	37500957
APAB		Floxy	Bombardopolis	Jean Ronel Valbrun	36183948/ 32936747	Fernandieu metesier	
APBO		Odige	Jean-Rabel	Loziel Belizaire	31931933	Sainvil Esaie	33551423
Atpb		Creve	Bombardopolis	Iloner alparette	36888691	Macon vernet capricien	37210920
Apl		Lanon	Bassin Bleu	Fertilus ose	46258961	Wilfin jeantinor	48399701
MODELL		La coma	Jean-Rabel	Auguste Odinel	36312851	Cineus Monfort	37134703
KED		Dupre	Baie-de-Henne	Simon Vilnocien	36536706	Etienne Erikes,met blan	36484278
CBEG		Guinaudee	Jean-Rabel	Naces melidor	32994666	Joales desamours	31042645

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
crep		Nan rosier	Chansolme	Simeon elidieu	37067217	Francois luc filias	38051650
Kopare		Larezev	Jean-Rabel	Dieujuste lumenes	33759970	joseph odonel	36751352
APFW		Kafilip	Jean-Rabel	Ilfrat josner	42664553	Mme Beauchamp poline	32861139
AJBDNO		Hass	Bombardopolis	Meteus Sudieu	36426172	Ternelus Icindes	37896463
OPD		Dame	Mole St Nicolas	Wilmon louidor	37843349	Cadet benisca	38378720
Usaid champ konbit pou lavi miyo		Centre ville	Jean-Rabel	Kenol previsno	36184841	Nelson paulvic	37735211
Koperajr		Cente ville	Jean-Rabel	Jean baptiste etzer	36213525	Merdar sy hilaire	36429233
Welt hunger hilfe		Centre ville	Jean-Rabel	Fedner lesperance	36167444	Rainer schmid	28107425
GRAF		Mare Rouge	Bombardopolis	Theramene Bernexes	37400954	Cesaire Saturnet	38077849
Mtsj		Coicou	Jean-Rabel	Paul noder	36542692	Yslaine jean marie	31151747
ACF		Centre ville	Anse-Rouge	Destin	38167961		
Ajdlm		Ka godet	Jean-Rabel	Joseph fenelien	38560670	Pierre amilus	36473044
ACF			Nord-Ouest	Samir Maleh	2245-1886		3550-5035
AMG			Artibonite Ouest	Jean Wilner PAUL	2246-1065		
ACTED			Gonaïves Ennery, Passe-Rène, Mapou Sou)	Fanny DEVOUCOUX	.2257-3564		2527-0672
AAA		Jean Rabel	Nord'OuestArtibonite	Michael KUEHN	257-3962		513-5690
ASDC			Nord - l'Ouest	Bernard ZAUGG	2249-1193		
AG			Jean-Rabel Mole Saint-Nicolas	Jackson VOLTAIRE	3402-2119		3455-0760
EEIUH			Mare Rouge, Jean-Rabel	Francinor HYPPOLITE Cazeau OBIERGE KénCAZIMIR			
EPT			St Louis	M. Déliaire DOCILET	510-8237		
GAPEL				Mme Denise C. ANOVAL Ketelie A.	2516-0286		3448-7648

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
				DOMERSANT Raymond ETIENNE			
NWHCM		St Louis	St Louis	Janeil OWEN	2268-5810		2268-4794
SAO			Port-au- Prince	Mme Marie Gabrielle VINCENT			
P&A			Ouest Artibonite	Eris LABADY	2246-2105		2249-3797
ID/ADEMA		Jean Rabel	Artibonite Nord'Ouest	Isabelle FAUCON	2510-8845		
CAM		La Source			2257-9550		
IMF				Steve and Faith Leach			
		CREVE	Bombardopolis	Precois Norcilus -	903-372-3675		
Hands Together			Gonaives		413-731-7716		
Much Ministries			Gonaives	Beaver Brooks			
2Story			Gonaives	Kathy Brooks			
Omaha Rapid Response			Gonaives	Brian Smith			
Much Ministries			Gonaives	Keziah Furth Nurse			
Isaac Gardner			Gonaives				
Store owner			Gonaives	Maxime Doris	3 621 0532		
SOS			Gros Morne	Julien Gerard	3 720 4976 / 3 353 6288		
Catholic Priest,			Gros Morne	Father Wilne			
AFAGM	Assoc. Femme Action de Gros Morne		Gros Morne	Nadal Odeus			
Gros Morne Hospital			Gros Morne	Nanci Vital (nurse)	3 122 13 95		navitou08 @yahoo.com
Gros Morne Hospital			Gros Morne	Dieus Francoise (Directirice System Comunitè)	Francoise.deus @yahoo.fr		

Nom de l'organisation	Full Name	Localite	Commune	Contact 1	Telephone/ email	Contact 2	Telephone/ email
FAV	Fanm Vigilante		Basin Bleu	Zidor Belancia Tanis	3 635 2349 / 3 297 3924		Zidorbelanciatanis@ yahoo.fr
AFALIBAG	Assoysasyon Fanm nen Aksyon Limit Bassin Bleu		Limit Bassin Bleu		3 496 28 66		
FMC	Faith Medical Clinic		Mare Rouge	Carol Anne	geo_cat1986@ yahoo.com		

11. ANNEXES

Ce que chaque personne impliquée dans ce projet devrait savoir

L'histoire Et Le Contexte Du Développement Dans Le Nord-Ouest

Aide alimentaire

L'aide étrangère et ce que nous appelons « développement » est quasi intégralement un phénomène post Seconde Guerre mondiale. Depuis cette époque, l'industrie a, la plupart du temps largement été conditionnée par l'aide alimentaire. C'est particulièrement vrai pour les efforts de développement financés par les États-Unis. Le donateur dominant des pays développés, l'USAID a, par moments, pris en charge la moitié de l'aide au développement mondial. La plupart de l'aide était versée non sous forme d'argent, mais de nourriture. La sécurité alimentaire et l'aide humanitaire s'accomplissaient sous la forme de distribution de nourriture dans le sillage des catastrophes naturelles et des guerres. La monétisation de la nourriture (la vente de nourriture dans les pays en voie de développement) a financé des stratégies de développement plus durables. [ix]

Durant les années quatre-vingt-dix un chorus de critiques de plus en plus important a défini l'aide alimentaire comme un anathème aux objectifs du développement à long terme. Oxfam a assimilé l'aide alimentaire et la monétisation à du dumping sur les économies agricoles des pays en voie de développement bénéficiaire de l'aide (Oxfam, 2005). Le cas d'Haïti apporte un argument de taille à cette thèse puisque durant les années du programme du gouvernement américain, de 1980 à nos jours, de grands efforts d'aide alimentaire et de monétisation (programme nommé, en anglais, *Greatest food relief efforts and monetization programs*) ont été faits. Conséquence : les revenus de la production agricole et les exportations se sont effondrés. Ils représentaient 24% des exportations en 1987, 21% en 1990 et au milieu des années quatre-vingt-dix les seuls produits qui sortaient d'Haïti étaient quelques mangues et un petit écoulement de café. Au cours de la même période, le PIB par habitant a décliné précipitamment, chutant de 2,5 % par an entre 1980 et 1985. Il s'est effondré de moitié entre 1986 et 1991, passant de 419 $ à 225 $ (UN Globalis 2006). Il changea peu au début des années deux mille. [x] [xi]

En 2008, le prix du pétrole a augmenté, entraînant l'accroissement global du prix de la nourriture, et générant des émeutes dans les pays en voie de développement. Haïti ne fut pas le dernier à en souffrir. Suite à ces troubles se propagea à nouveau un point de vue critique, selon lequel l'aide alimentaire pourrait être un anathème au développement. S'ensuivit un abrupt volte-face dans les politiques de développement. La même année, le gouvernement américain lança son nouveau programme Nourrir le futur, faim globale et initiative de sécurité alimentaire (The Future, global hunger and food security initiative). Le but était de rendre les pays souverains alimentairement parlant, c'est-à-dire auto-suffisants. C'était un changement radical par rapport à ce qui faisait, puisque dix ans plus tôt le site internet de USAID assurait à ses lecteurs que l'aide alimentaire allait aider les pays en voie de développement à passer de pays producteurs à pays consommateurs, n achetant des produits provenant des États-Unis.

Les Nations-Unies et le Programme alimentaire mondial (PAM)

Les Nations-Unies et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont aussi changé de stratégie depuis leur création en 1961. Pour rappel, le but premier du PAM des Nations-Unies est de fournir une assistance alimentaire aux personnes les plus vulnérables face à la faim, en général des femmes, des enfants, les malades et les plus âgés. Tout comme le gouvernement américain et à la suite de la crise alimentaire mondiale, le PAM effectua ce qu'il nomma « un changement historique » passant d'une agence d'aide alimentaire à une agence d'assistance alimentaire. Maintenant, le PAM fait son possible pour éradiquer la faim et la sous-alimentation, gardant en tête cet objectif : l'élimination du besoin d'aide alimentaire en lui-même.

Le plan stratégique du PAM pour les années 2008-2013 présente cinq objectifs pour l'organisation :

1. Sauver des vies et protéger les foyers dans l'urgence.
2. Éviter les faims graves et investir dans des mesures de prévention et d'atténuation des désastres.
3. Rétablir et reconstruire les vies et les foyers dans les situations de post-conflit, post-catastrophe ou de transition.
4. Réduire la faim chronique et la sous-nutrition.
5. Renforcer les capacités des pays à réduire la faim, à travers des stratégies de redistribution et d'achat local.

En septembre 2008, le PAM a lancé un programme qui a pour but d'aider les petits agriculteurs à avoir accès aux marchés agricoles et à devenir des acteurs compétitifs de l'économie locale. En renforçant le programme dédié à l'amélioration de la production agricole, de la transformation post-récolte, des garanties de qualité, du marketing communautaire et de l'économie agricole, le PAM a signé des contrats qui concernent plus de 207 000 tonnes de nourriture estimées à 75, 6 millions de dollars, avec des producteurs issus de 20 pays en voie de développement.

Haïti n'en faisait pas partie. L'organisation en place dans ce pays est un excellent exemple des difficultés que l'on peut avoir à changer les pratiques, les améliorer afin de promouvoir la production. Alors que l'on a beaucoup parlé d'achat local, le PAM a importé plus de 300 000 tonnes de nourritures au cours de l'année qui a suivi le séisme. Le coût de cette opération, entre l'argent dépensé pour la nourriture, son transport et les tâches administratives, s'élève à 475 millions de dollars. Ils n'ont pas acheté de riz haïtien. Cela aurait pourtant été une bonne affaire, car il était vendu aux deux de tiers de son prix avant le tremblement de terre.

Ceci n'est pas pour dire que le PAM ne veut pas acheter à l'échelle locale. En novembre 2011, les hauts dirigeants du PAM à Washington ainsi que le PAM haïtien ont déclaré leur intérêt pour l'achat local. Le problème qu'ils ont mis en relief est l'organisation d'un système permettant la fiabilité des stocks (de l'alimentation). CARE dispose de l'expérience nécessaire pour apporter une contribution à la fois sérieuse et compétitive et peut appuyer le PAM en aidant les paysans locaux à rencontrer l'assistance alimentaire, un besoin pour les plus vulnérables en Haïti.

CARE

Dans les faits CARE avait une longueur d'avance sur les bailleurs de fonds en prenant ses distances avec la monétarisation de la nourriture que les responsables de l'organisation considéraient comme incompatible avec les intérêts des personnes qu'ils sont sensés aider, et ce, dès 2006. En Haïti, CARE s'est rapidement retiré de la monétarisation. N'ayant plus de fond pour ses programmes, l'organisation s'est aussi retirée de la plupart de ses activités dans le nord-ouest. CARE a reconfiguré sa stratégie d'aide en créant un partenariat avec l'organisation gouvernementale haïtienne PRODEP et en se concentrant sur les programmes de transparence dirigés par la communauté. Depuis cette époque, CARE a développé le système de coupons dont nous avons parlé dans la partie centrale de ce rapport, ainsi que le programme VSLA dont les bénéficiaires cibles sont les groupes de femmes. Ces programmes se sont montrés efficaces et ont donné confiance à CARE pour leur expansion, et ce plus spécialement pour retourner dans le nord-ouest, une zone dans le besoin. Considérant le fait, qu'une fois de plus, nous nous engageons dans ce qui pourrait être le troisième effort conséquent ayant pour but d'apporter un développement significatif à la région ; il nous est donc utile de se pencher sur l'histoire du développement et celle de l'engagement de CARE et d'USAID dans la région.

Les ONG et les missions dans la région

Des missionnaires américains ont lancé les premiers projets de développement dans la région après la Seconde Guerre mondiale. À Port-de-Paix, les projets étaient menés par des missionnaires américains de Philadelphia's Unevangelized Field Missions (UFM ou « Mission de Philadelphie sur les terres non évangélisées », menée par Edward Brown) ; à Bombardopolis, c'était la mission Baptiste d'Haïti, suivie par le pasteur Shreve. Plus tard, le Comité central Mennonite a foré des puits et a entrepris des ouvrages hydrauliques dans toute la région.

La Fédération internationale de la Croix-Rouge est venue en 1956 en réponse à un tremblement de terre qui avait endommagé le village de Jean-Rabel. L'Église catholique est devenue plus active en 1963-1964, lorsque le prêtre Marcel Cornet a installé un système d'eau dans le même village. En 1975, la nouvelle organisation catholique Caritas a commencé à construire des cliniques dans toute la région et a créé l'hôpital de Jean-Rabel. Mais c'est en 1965 qu'un effort de compréhension et de coordination entre État et ONG internationales de développement pour l'ensemble du nord-ouest, a réellement commencé. CARE a joué un rôle important dans cet effort.

HACHO

CARE est arrivé à Haïti en 1954 après l'ouragan Hazel. Mais sa véritable implication auprès de la population du nord-ouest a commencé en 1965, lorsque le médecin personnel du vice-président américain Hubert Humphrey est venu en visite dans la région. De retour à Washington, le médecin a informé Humphrey sur la pauvreté dans la région et sur l'absence quasi-totale de tous services de base ou de développement. Rapidement, USAID lança un appel d'offres pour le développement de la zone. CARE soumit une offre et fut choisie face à ses deux concurrents, a savoir CRS et World Church Service.

CARE est alors devenu le principal acteur américain dans l'organisation dénommée HACHO, une assemblée regroupant le gouvernement haïtien et des ONG partenaires, financée par l'USAID. Rappelons la relation actuelle de CARE avec PEPDEV. Le personnel de CARE a travaillé, formé et conseillé ses homologues du gouvernement avec qui ils ont partagé les mêmes bureaux. CARE a également établi un partenariat avec des organisations telles que le Fond

agricole allemand (les précurseurs de PISANO et AAA). Les projets étaient pensés sur le concept du « *self help* » en partenariat avec des conseils communautaires. HACHO a donc lancé un vaste programme de développement participatif, comprenant des projets dans le domaine de la santé, l'éducation, d'appui à la gouvernance, au développement des petites entreprises, la fourniture de services, la vulgarisation agricole, le micro-crédit, le reboisement, l'eau et l'assainissement, la réhabilitation des routes et de travaux d'irrigation. HACHO a fourni de l'aide alimentaire d'urgence lors des sécheresse survenues en 1965-68, 1974-77, 1978-79, et après l'ouragan David en 1979.

L'ampleur du travail était telle que le directeur de CARE à l'époque, Tim Lavelle (1977 à 1979), a qualifié la HACHO de « quasi-gouvernement ». Lavelle nota que l'État était quasi-absent dans tout autre domaine de développement. Durant ses quinze années d'existence (1966-1979), HACHO a effectué de nombreuses réalisations au Nord-Ouest :

- 450, 62 km (280 miles) de routes rurales améliorées et entretenues.
- 172, 20 km (107 miles) de route principale reconstruites.
- 60 systèmes d'eau potable construits et entretenus.
- 24 systèmes d'irrigation.
- Plus de 2 000 000 d'arbres plantés.
- 869, 05 km (540 miles) de parois rocheuses consolidées, (lié à la conservation de sol).
- 8 systèmes de crédit.
- 129 conseils communautaires soutenus et encouragés.
- 15 centres de production d'artisanat.
- Un centre apicole établi à Jean-Rabel.
- 9 hôpitaux et dispensaires améliorés et maintenus, ce qui inclut les 38 lits de l'hôpital de Jean-Rabel.
- 6 centres de nutrition.

En 1979, USAID coupa le financement à HACHO pour des raisons non encore éclaircies. USAID aura essayé, pendant des années, de faire prendre ses responsabilités au gouvernement haïtien, en vain. Cependant, lors de l'évaluation post-projet de HACHO en 1983, les évaluateurs de USAID critiquèrent la prise de décision trop centralisée, l'éloignement du bureau central par rapport aux destinataires cibles, et enfin « les tensions entre les programmes d'aide de HACHO et ses objectifs de développement, qui auraient freiné tous les efforts de développement, créant finalement des programmes non durables, nécessitant des subventions extérieures pour perdurer ». Enfin, peut-être la chose la plus importante, ils soulignèrent le manque de responsabilités, le manque de suivi-évaluation, et l'absence de mémoire institutionnelle, concluant que « HACHO manque de capacités pour identifier clairement leurs lieux d'interventions, ce qu'ils y ont fait et vers quoi ils devraient s'orienter » (page 8). CARE se lança dix ans plus tard dans un nouveau programme beaucoup plus vaste que HACHO. Mais ce qui s'est passé entre-temps a apporté des leçons importantes que les experts en développement devaient retenir de l'histoire récente de la région.

Les Années Intérimaires et un Développement Révolutionnaire

Les années qui suivirent la clôture de la HACHO furent tumultueuses en Haïti. À Port-au-Prince et dans d'autres villes - notamment aux Gonaïves – on assista à des soulèvements populaires de plus en plus fréquents, en particulier en 1986 lors du renversement du régime de Duvalier (fils). Dans le nord-ouest, un mouvement pris forme aussi mais il était distinct : c'était un mouvement agraire étroitement lié au développement. Il est d'une importance capitale dans la compréhension de l'espoir que le développement et la réforme peuvent créer chez les agriculteurs pauvres. Le mouvement échoua lamentablement. En effet, il s'acheva dans la tragédie.

Au moment de la clôture de la HACHO en 1979, une épidémie de grippe porcine se répandit en Haïti. Pour lutter contre ce phénomène, l'OEA encouragea l'éradication de tous les porcs créoles. De nombreux paysans virent cela comme une sorte d'attaque contre leurs moyens de subsistance. Des vétérinaires américains accompagnés par des attachés militaires balayèrent la région et abattirent tous les porcs. Les paysans étaient censés être dédommagés financièrement, mais la plupart ne le furent pas en raison de la corruption ambiante.

Dans le même temps, des prêtres catholiques haïtiens collaborant avec les organisations de secours catholiques de Caritas, ont commencé à travailler dans la région. Munis de 20 tonnes de farine, 30 tonnes de lait en poudre et 4 800 livres de beurre à distribuer toutes les semaines, provenant de la Communauté européenne (selon les administrateurs de Caritas), ils montèrent des coopératives agricoles, menèrent des travaux d'irrigation, et dirigèrent des initiatives de réforme agraire qui avaient pour objectif de rendre les paysans autonomes.

Avec en toile de fond les événements au niveau national - la chute du gouvernement et la promesse d'un changement social généralisé - une vague de ferveur révolutionnaire s'empara de la population du nord-ouest. Ce mouvement était centré à Jean-Rabel, mais il se développa et toucha toute la région. De Port-de-Paix au Môle-Saint-Nicolas en passant par Anse-Rouge, il y avait la conviction commune que le changement pouvait et devait provenir des organisations de bases et de l'action communautaire.

Le mouvement prit un ton d'hostilité croissant. Pour de nombreux paysans, les éradications récentes des porcs étaient le symbole d'une agression économique, une sorte complot dissimulé sous les traits du « développement ». Un groupe de paysans égorgea tous les porcs d'un centre de repeuplement porcin IICA (nouvelle race porcine importée des États-Unis). Il y a eu d'autres violences de ce genre. Rapidement, le mouvement a commencé à prendre les dimensions d'une révolution. Comme l'explique un prêtre présent à l'époque : « Parfois les gens doivent casser les mains qui les tiennent ». Selon les habitants de la région, les agressions et actes violents étaient menés principalement par des paysans. Leur animosité et leur demande de changement fut largement considéré à la fois par les villageois, les missionnaires protestants, les non-catholiques, mais aussi par les ONG et les grands propriétaires terriens, comme une menace réelle pour leur sécurité et leur niveau de vie.

En 1987, avec la complicité de l'armée, des groupements agricoles anti-réforme, alliés à quelques villages et à certains grands propriétaires de la région, attaquèrent et massacrèrent 139 des paysans qui s'étaient associés aux groupes de développement de Caritas. Le mouvement fut largement réprimé. Caritas se retira de la région et les paysans effrayés et déçus retournèrent à leurs petites parcelles agricoles.[xii]

Un Quasi-Gouvernement Dans Le Nord-Ouest

Au début des années 90, CARE, financé par USAID, est devenu le principal vecteur de développement de l'après-Duvalier dans la région. Tout comme la HACHO avant eux, CARE a travaillé à une gamme complète d'activités de développement et est devenu localement une sorte de quasi-gouvernement. Les activités de CARE étaient complètes, des services de vulgarisation agricole à la réhabilitation des routes et des ouvrages d'irrigation. Les programmes de CARE répondaient à pratiquement tous les besoins des populations ; les latrines, la contraception, l'eau, la fourniture d'une aide nutritionnelle aux enfants et aux mères allaitantes, une planification à long terme de développement éducatif ainsi que des programmes d'aide scolaire (DAP I et II Dap). Ils ont également été la plus grande source d'aide alimentaire d'urgence.

Pendant et après la sécheresse de 1992, CARE a passé dix-huit mois a fournir des rations quotidiennes d'aide alimentaire de l'USAID, à 708 200 personnes du nord-ouest et du Haut-Artibonite, parmi une population de 860 972 habitants. Le plus grand et le plus complexe, d'un point de vue logistique, de ses programmes est celui concernant l'alimentation scolaire, mené entre 1995 et 2000. CARE a fourni durant cette période des repas quotidiens aux enfants, dans les écoles primaires de la région. Enfin, durant les sept semaines qui ont suivi l'inondation des Gonaïves en 2004, CARE a distribué 2,249 tonnes de nourriture à 160 000 personnes.

Au début des années 2000, CARE avait apporté plus d'aide et de projets de développement que toute autre organisation ne l'avait fait auparavant. C'était de loin l'organisation étrangère la plus influente travaillant dans la région. Alors que HACHO, en 1979, avait employé 200 salariés haïtiens, entretenus 15 véhicules dont des camions et 2 bulldozers Caterpillar. En 1999, CARE employait 700 ressortissants, comptait 158 motos, 60 4x4, 25 camions de transport, 2 camions à benne, 1 pelle rétro caveuse, 12 groupes électrogènes allant de 6.5 KW, (pouvant faire fonctionner un ménage américain), à 150 kW (pouvant faire fonctionner tout un village).

Alors qu'en 1999, HACHO avait un bureau principal à Gonaïves et des bureaux extérieurs dans les communes de Jean-Rabel, Bombardopolis, Anse-Rouge et Terre-Neuve, en 2004, CARE couvrait la même zone, mais s'était étendu jusqu' à Passe-Catabois, Port-de-Paix et Gros-Morne. De plus, CARE entreprit des opérations et des livraisons de nourriture dans des communes reculées comme Saint-Louis-du-nord. À ce moment là, CARE était plus important et avait à sa disposition plus de ressources que les institutions correspondantes du gouvernement haïtien ou que toutes les autres ONG de la région réunies.

Mais les résultats furent mitigés. Par exemple, de 1994 à 1996, le programme d'aide alimentaire de CARE fut le plus grand de toute l'histoire d'Haïti. Mais des chercheurs de CARE se sont rendu compte que, paradoxalement, l'état nutritionnel des enfants s'était aggravé durant la période du programme d'alimentation. Le taux d'enfants souffrant de malnutrition aiguë et chronique augmenta de plus de 20 %. Et ce n'était pas à cause de la sécheresse - qui avait pris fin en 1994. Des études sur le revenu réel par habitant ont montré, que celui des agriculteurs locaux est passé de 54 US $ en 1977 à 22 US $ au milieu des années 90.[xiii]

CARE n'était pas la seule à souligner que le type de développement qu'elle menait ne semblait pas apporter de soulagement sur le long terme. Le gouvernement allemand a lui même développé une opération quasi-gouvernementale dans la région. Les programmes gérés par les organisations

PISANO et AAA (« réincarnations » des Fonds Agricoles), concernaient aussi la réhabilitation des routes et canaux d'irrigation, la santé, la fourniture de services de vulgarisation agricole, ainsi que la distribution en quantités massives d'aide alimentaire. Ensemble, les deux organisations ont distribué 10% de toute l'aide alimentaire allemande rien que dans le nord-ouest. Mais ils firent le même constat que CARE : augmentation dramatique de la malnutrition survenant au cours de la période où ils fournissaient pourtant des aides alimentaires et développaient des programmes de santé.[xiii]

En plus de CARE et des organisations allemandes, le gouvernement français avait ses propres programmes quasi-gouvernementaux gérés par Initiative Développement (ID). Entre 1993 et 1998, ID a réhabilité 67 sources d'eau à Jean-Rabel et a pris la responsabilité financière et administrative de l'hôpital de la même commune, en payant 25 des 54 employés de l'État. ID a aussi créé un réseau de soutien de plus de 115 auxiliaires de santé régionaux et un autre réseau de vétérinaires. ID participa également à des programmes d'appui à l'agriculture et à l'élevage. Ils constatèrent eux aussi que les choses ne fonctionnaient pas. Les paysans montrèrent peu d'intérêt pour leur projet de réintroduction du cochon créole, ou envers leurs magasins de fournitures agricoles, qui tombèrent en déficit.

En 1993, le directeur national de ID observa et référença la chute du prix du maïs local sur le marché au moment de chaque nouvel arrivage de blé français que son organisation monétisait sur le marché local (oui, les Français apportaient trop de nourriture). Ajouté à cela, en 1999, le personnel d'un hôpital employé par ID, mirent fin à une rencontre entre ID et CARE, en scandant « CARE, CARE, CARE ! ». Ils dénonçaient ainsi le fait que ID les sous employait et leur volonté que CARE, réputé pour mieux payer ses salariés, reprenne la direction de l'hôpital. En 2000, ID se désengagea de tous ses programmes, y compris le soutien à l'hôpital, et recentra ses efforts sur l'éducation.[xiv]

Les statistiques montraient clairement un échec douloureux des stratégies à long terme de développement. Les données de la Faith Medical Clinic, l'un des partenaires de CARE dans les années 1980 et 1990, illustrent ce point. Une comparaison entre les données sur la santé des années 1980 et celles recueillies dans le milieu et la fin des années quatre-vingt dix montre une diminution de 20 % de l'utilisation de contraceptifs (de 6,9 % à 5,5 % des femmes en âge de procréer). On constate aussi une baisse de 2 ans dans l'âge moyen du premier enfant chez les femmes (22 à 20 ans), et une baisse de 5,9 mois de la durée moyenne entre deux grossesses d'une femme (de 29,5 à 23,6 mois).

Ainsi, pendant que trois des plus puissants gouvernements du monde - les États-Unis (CARE), l'Allemagne (PISANO et AAA) et la France (ID)- géraient tous des programmes de contraception et de santé maternelle, les femmes utilisaient moins de contraceptifs, avaient des enfants plus jeunes, et tombaient enceintes plus souvent. De plus, venant s'ajouter à ce sombre tableau, les naissances prématurées au cours de la même période passèrent de 3,4 % à 10,0 % de la totalité des naissances.[xv] [xvi] [xvii]

Table 11.1: Pourcentage d'enfants malnutris au sein de la population dans les aires d'activités de CARE [xviii] (CARE 1997; CARE et al. 1996)

Indicator of Malnutrition	Year	
	1994	1996
General (WAZ)[1]	16.7	21.6
Stunting (HAZ)[2]	19.8	23.9
Wasting (WHZ)[3]	3.8	4.7
Normal	69.7	50.8

[1]Poids/Age [2]Taille/Age[2] Taille/poids[3]

Table 11.2: Statut nutritionnel par âge (HAZ): PISANO Survey c. 1990

	Nutritional Status (n= 348)		
Age in Months	1990 (n=348)	1997 (n=474)	Change in malnutrition
0 thru 6	3.1%	13.8%	10.70%
6 thru 12	20.0%	12.1%	-7.90%
12 thru 24	34.9%	43.5%	8.60%
24 thru 36	34.3%	34.5%	0.20%
36 thru 48	27.2%+	41.5%	14.30%
48 thru 72	37.7%	75.8%	38.10%
Total	29.9%	45.9%	16.00%

Table 11.3: Évolution des tendances de la fécondité coïncidentes avec les programmes de santé nutritionnelle

	Before nutrition programs began	After nutritional programs had begun
Contraceptive use (% of reproductive age females)	6.9%	5.5%
Age at first birth (in years)	20.	22
First Inter-birth Interval (in months between births)	29.5	23.6
Premature births (percent of all clinic births)	3.4%	10.0%

* See end notes for explanation of samples and sample population

Non seulement l'aide au cours de ces années n'étaient pas efficaces sur le long terme, mais il y avait aussi des problèmes très répandus liés à la distribution de nourriture. Le pillage des camions de CARE et de ses entrepôts étaient monnaie courante. Les estimations de détournement de fonds dans les programmes d'alimentation scolaire s'étaient élevées à 90 %. À au moins deux reprises pendant les années 90, des révélations de corruption ont obligé CARE à renvoyer tout son personnel travaillant dans la distribution alimentaire. Et une fois de plus, CARE n'était pas seul à avoir ce genre de problème. PISANO a eu des problèmes similaires de détournement de fonds avec des bénéficiaires. Par deux fois, le personnel d'AAA a essayé de couper la distribution de nourriture sur certains de leurs projets inefficaces et se sont retrouvés littéralement attaqués. En 1997, les leaders des paysans locaux ont pris les ondes et ont menacé publiquement la vie du directeur de l'organisation. En 2000, un groupe de paysans a entrepris une marche de révolte sur AAA dont le siège est à Boucan-Patriot ; il fallu le secours de la police nationale haïtienne pour les stopper.

Ainsi, aucun acteur travaillant dans le domaine ne peut être laissé hors de l'équation. Le Programme alimentaire mondial (PAM) est intervenu dans la zone trois fois au cours des années quatre-vingt dix. À chaque fois, la corruption, les problèmes de logistique et d'administration soulignait le fait que l'aide avait échoué. Sans parler du fait que deux fois de suite, l'aide a été livrée un an après la crise pour laquelle elle était destinée. En 1998, un entrepôt loué par le PAM a été saccagé à Jean-Rabel (les pillards malheureux ont au passage trouvé que de la nourriture périmée ou abîmée...).

Néanmoins, parmi toutes les organisations internationales, CARE était la plus importante et considérée par la plupart des habitants de la région - y compris par son propre personnel - comme un géant inutile et inefficace encourageant la corruption et l'enrichissement de l'homme cupide et immoral. Ces facteurs, conjugués à son rôle dans les activités quotidiennes de distribution alimentaire massive des denrées provenant des USA, ont porté CARE à s'interroger sur l'impact de ses grands programmes sur le long terme.

Mais en 2007, CARE a fermé la plupart de ses programmes dans la région. Dénonçant une politique figée et une corruption généralisée, et frustré par la baisse continue du niveau de vie dans la région et de leur propre dépendance institutionnelle à un financement de la monétisation du surplus de l'aide alimentaire américaine, CARE a décidé de réduire ses activités dans le nord-ouest.[xix]

La Situation Depuis Le Départ De CARE

Globalement, il ne semble pas y avoir eu une incidence nutritionnelle négative durable dû au retrait de CARE de la région. Les missionnaires de la zone ont rapporté une flambée des cas de malnutrition (voir les tableaux ci-dessous), mais les taux ont continué de fluctuer dans des limites « normales », même s'ils restent élevés. Cependant, et c'est le point le plus important pour les habitants du nord-ouest et du Haut-Artibonite, les besoins liés au stress nutritionnel sont toujours bien présents et aucune aide ne peut, pour l'instant, y répondre.

Une partie de la raison pour laquelle l'état nutritionnel dans la région n'a pas changé, est que le PAM est intervenu et a repris la distribution de l'aide alimentaire dans la région. La livraison de denrées alimentaires par le PAM est similaire tant en efficacité qu'en terme d'impact alors que CARE gérait les programmes. Dans une étude menée sur toute la région, incluant huit dirigeants communautaires, la majorité des enquêtés n'ont vu que peu de différences entre la distribution de CARE dans les années quatre-vingt dix et du début des années deux-mille et la distribution alimentaire récente du PAM. Dans une interview de novembre 2011, le Directeur régional d'AAA – qui, avec ses dix années d'ancienneté au sein de l'organisation de Jean-Rabel, est le directeur qui est resté le plus longtemps dans la région– s'est plaint du manque d'effort de coordination du PAM avec son organisation, son manque de sensibilité en temps de crise, son utilisation de partenaires et d'intermédiaires pour les distributions d'urgence, qui eux-mêmes ne se coordonnent pas. Le directeur dénonce aussi l'excès des secours alimentaires distribués qui auraient sapé les programmes de son organisation et par la même miné les prix du marché local, n'étant pas une aide pour les agriculteurs. Sur une note encore plus décourageante, les cliniques nutritionnelles ont également signalé des problèmes liés à la qualité de l'aide alimentaire distribuée par le PAM. La nourriture est souvent infestée de punaises… quelque chose que les deux directeurs de cliniques ont vivement décrit comme étant un frein susceptible de décourager les bénéficiaires à se rendre à la clinique de nutrition.

Insectes dans les aliments PAM

Tout cela ne veut pas dire que les besoins de la région ont diminué. Au contraire, la conclusion à tirer est que l'on continue à faire face à des besoins chroniques non satisfaits dans la région.[xx]

Développement À Long Terme

Depuis que CARE a réduit sa présence en 2007, AAA a perduré, étant un organisateur majeur des axes routiers et des chantiers d'infrastructures dans le grand ouest d'Haïti, financé en grande partie par les programmes alimentaires du PAM et Cash for work. ID continue à travailler en rapport avec l'éducation en tant que partenaire du ministère de l'Économie et a donné naissance à son organisation sœur, ADEMA, qui travaille dans les domaines des infrastructures et de l'agriculture. Action contre la faim (ACF) s'est installé(e) dans la région avec l'intention de devenir une présence majeure à l'égal de CARE au cours des années quatre-vingt-dix. Les organisations gouvernementales FAES et PRODEP ont permis au gouvernement haïtien d'assurer une présence respectable dont il ne disposait pas dix ans auparavant. Et environ une douzaine d'organisations missionnaires, pour la plupart présentes depuis des décennies dans la région, continuent à travailler au niveau des infrastructures. CAM, UEBH, et NWHBM ont amélioré de manière exponentielle leurs efforts laborieux, devenant ainsi plus significatives en termes d'efficacité de l'aide que leurs homologues des institutions gouvernementales.

À l'échelle régionale, les Nations-Unies ont accompli une série d'entreprises majeures. Dans l'intégralité du nord-ouest, là où dix ans auparavant il n'existait aucun pont routier, les Nations-Unies ont construit une douzaine de ponts modernes, sur toutes les rivières, mais surtout sur les deux principaux cours d'eau, coupant la route qui relie Gonaïves à Port-de-Paix et Jean-Rabel. Gonaïves, détruite par les inondations de 2004 et 2008, est de nouveau une ville disposant au moins d'une route carrossable la traversant.

À Gonaïves, il y a plusieurs projets majeurs qui incluent la disponibilité de l'eau et l'agriculture urbaine. Néanmoins on peut soutenir la thèse que les besoins sont plus importants aujourd'hui qu'il y a dix ans, voire même vingt ans. La route qui connecte Jean-Rabel à Port-de-Paix – que l'on peut présenter comme la meilleure route rurale d'Haïti— est aujourd'hui impraticable pour la plupart des véhicules. En dehors des centres urbains, peu de choses ont changé : l'état des routes s'est légèrement amélioré, mais elles sont globalement restées les mêmes. Tout comme les acteurs présents dans la région.

Grâce aux leçons apprises par le passé, à ses nouvelles stratégies, à des partenariats efficaces avec certaines organisations, il s'agit définitivement, pour CARE, d'une opportunité de revenir dans cette région afin d'apporter une contribution importante à la santé, l'éducation et le futur des un million de personnes qui vivent dans cette zone.

Ainsi, au lieu de répéter les échecs passés et afin d'aider les haïtiens à définir les stratégies permettant d'augmenter leur production alimentaire et les gouvernements locaux et nationaux à prendre possession des moyens assurant leur sécurité alimentaire, il nous appartient de nous rappeler exactement quelles sont les caractéristiques les plus importantes du système haïtien de production alimentaire en vigueur.

Haïti Et L'économie Paysanne

Les cas d'Haïti est unique dans la partie ouest de l'île, en ce qui concerne l'importance de l'économie paysanne et des stratégies de survie des paysans. Haïti a gagné son indépendance précocement (1804) et en l'espace de trente ans, l'économie relative aux plantations coloniales était presque entièrement supplantée par des petits propriétaires terriens produisant premièrement pour l'économie régionale. La majorité des anciens esclaves qui étaient devenus des petits propriétaires terriens ont échappé à la tentative de la classe dirigeante, composée en grande partie d'anciens propriétaires d'esclaves, de les faire retourner travailler dans les plantations avec un statut de serf. Ils l'ont fait en réduisant et en diversifiant les stratégies de cultures importées. Ce système prévaut aujourd'hui encore.

Agriculture Et Stratégie De Subsistance

Il est vrai que les paysans haïtiens ont besoin d'aide. Ils sont concurrencés et écrasés depuis quatre décennies par des denrées de base issues de l'industrie agroalimentaire des États-Unis fortement subventionnées, voire parfois données gratuitement. Hommes et femmes du monde paysan ont alors tendance à vendre leurs produits protéinés à haute valeur nutritionnelle (poulets, œufs, porcs, bœufs et haricots) et à acheter des aliments bon marché riches en glucides ou à consommer des produits maraîchers de mauvaise qualité. Cela leur permet ainsi d'acheter des

médicaments, de financer l'éducation de leurs enfants ou leur prochain exode rural. Aujourd'hui, ils constituent la partie de la population haïtienne la plus pauvre et la plus sous-alimentée. Néanmoins, n'oublions pas qu'à l'époque coloniale, Haïti était le territoire dont l'agriculture était la plus productive à l'échelle de la planète et que les stratégies de récoltes utilisées aujourd'hui encore par les agriculteurs haïtiens dans leurs jardins ont permis de nourrir les haïtiens durant deux siècles parsemés de guerres, d'embargos et de catastrophes naturelles.

Ainsi, au lieu de répéter les échecs passés et pour aider les haïtiens à définir les stratégies permettant d'augmenter leur production alimentaire et les gouvernements à prendre possession des moyens assurant leur sécurité alimentaire, il nous appartient de nous rappeler exactement quelles sont les caractéristiques les plus importantes du système haïtien de production alimentaire en vigueur:

1) Pour commencer, les haïtiens qui cultivent, ne sont pas, comme on le pense souvent, seulement des « producteurs de subsistance », mais plutôt des producteurs qui centrent certes leur activité sur la subsistance mais qui vendent leurs surplus.

2) Une économie orientée vers le marché est rendue possible par,

a) Les pluies saisonnières, des microclimats altitudinaux différenciés et sites exceptionnels situés au croisement des différents types de climats continentaux (entre montagne et plaine, mais aussi sur les différents flancs de montagne). Il en résulte des périodes de récoltes qui se complètent.

b) Une vigoureuse stratégie régionale de rotation commerciale au sein de laquelle les agriculteurs peuvent faire des achats de subsistance.

c) Les femmes des zones rurales qui font carrière grâce au commerce itinérant sur des moyennes et longues distances. Elles achètent des produits locaux dans une zone et les transportent vers les marchés régionaux et urbains les plus importants.

d) Diverses stratégies de cultures adaptées, non seulement dans le but de produire des revenus, mais aussi dans une optique de survie et de sécurité : en plantant des cultures qui résistent à la sécheresse ou aux ouragans et qui sont caractérisées par de longes périodes de récoltes. Fournissant ainsi des récoltes continuelles presque tout au long de l'année (voir Tableau # #).

Figure 11.1

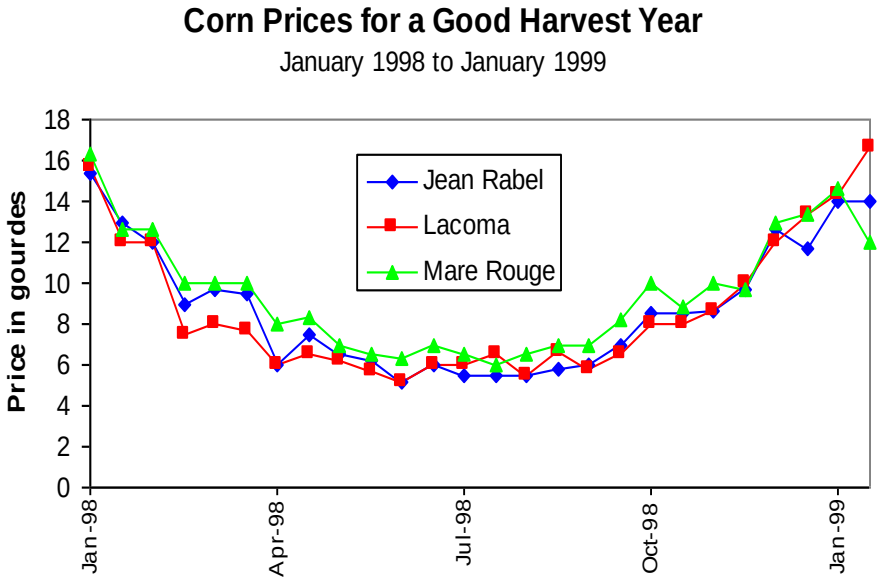


Table 11.4: Gammes de prix estimée par marchands, Jean Rabel 1993

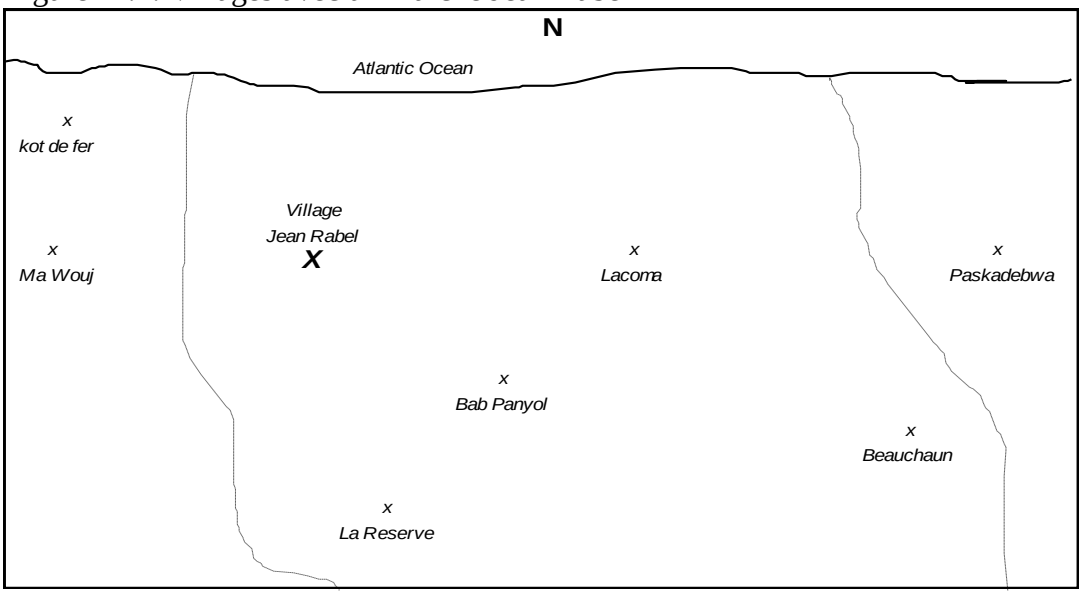
Crop	Measure	Price	
		Low	High
Corn	mamit	3.6	15.0
Millet	mamit	4.0	15.0
Beans (*rache*)	mamit	16.0	33.0
Pigeon Peas	mamit	8.0	25.0
Plantains	regime	17.0	27.0
Sweet Potatoes	sack	8.0	25.0
Peanuts	mamit	5.0	15.0
Cow Peas	mamit	10.0	32.0
Coffee	mamit	12.5	25.0
Tomatoes	each	.7	1.0
Cabbage	each	1.3	2.0

SCID and Auburn University 1993

Table 11.5: Répartition régionale des jours de marché à l'intérieur et autour de Jean Rabel

	Sun	Mon	Tues	Wed	Thur	Fri	Sat
Jean Rabel Village				+++++			+++++
Lacota			+++++				
Bab Panyol					+++++		
Beauchaun						+++++	
La Reserve			+++++		+++++		
Paskadebwa		+++++			+++++		
Ma Wouj	+++++		+++++		+++++		
Kot de Fer						+++++	

Figure 11.2: Villages avec un marché Jean Rabel



Kot de Fer, Ma Wouj and Paskadebwa fall outside the Commune of Jean Rabel
[- - - -- -- -- --] = Commune boundaries, [_____] = 10 km.

Table 11.6: Cycles de plantation régionaux sur la plaine, Jean Rabel (H = harvest)

	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec
Beans		H	H	H								
Cow peas	H	H	H	H	H	H	H					
Lima beans	H	H	H	H	H	H	H					
Pigeon peas	H	H	H	H	H	H	H					
Corn		H	H	H								
Peanuts			H	H						H		
Millet		H	H									
Manioc	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Sweet potato	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Plantains	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Squash	H	H	H	H	H	H					H	H
Sugarcane	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Yam	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H

Table 11.7: Cycles régionaux d'arbres (H = harvest)

	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec
Avocado							H	H	H	H	H	
Mango				H	H	H	H	H	H			
Bread nuts	H	H	H			H	H	H	H	H	H	H
Bread fruit	H	H	H				H	H	H	H		
Kenep							H	H	H	H		
Oranges (sweet)	H	H	H	H				H	H	H	H	H
rapefruit	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Limes	H	H			H	H	H	H	H	H	H	H
Oranges (sour)	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Coconut	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Papaya	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H
Corosol	H				H	H	H				H	H
Grenadia			H	H	H	H	H	H	H	H	H	H

Table 11.8:
Moyenne des exigences du travail quotidien pour les tâches ménagères principaux

Task	Frequency per day	Days per week	Avg # hours per performance	Avg. time per week (hours of adult labor)	
				Min	Max
Morning house cleaning	1	6	1–2	6.0	12.0
Weekly house cleaning	1	1	3–6	3.0	6.0
Water carrying	1–4	7	1.2	8.4	33.6
Morning meal	1	7	1–2	7.0	14.0
Afternoon meal	1	7	2–4	14.0	28.0
Gathering fire wood	1	7	1–3	7.0	21.0
Laundry	1	2	6–12	12.0	24.0
Walk to garden +harvesting	1	3.5	2.5	8.8	8.8
Trip to market	1	2	4	8.0	8.0
Total	—	—	—	74.2	155.4

3) Les principale caractéristique de la stratégie de subsistance des paysans, qui découle de la nature de l'économie de marché décrite et des microclimats, est que leur première motivation d'entreprendre un mécanisme de stockage, est l'argent.

4) Les faibles moyens financiers et le manque de possibilités matérielles de stockage font que la plupart des agriculteurs ont tendance a acheté des semences pour la plantation plutôt que de stocker. Ce qui est un réel manque à gagner étant donné les fluctuations importantes des prix entre la période des récoltes où les marchés sont saturés et le moment de la plantation où les semences sont rares et doivent être cherchée ailleurs.

5) Pour l'écrasante majorité des individus qui produisent dans le nord-ouest et la Haute-Artibonite, les stratégies de revenus sont organisées au sein du foyer plutôt que sur le lieu de travail.

6) C'est le ménage et non l'État, qui procure un filet de sécurité aux individus.

7) Les stratégies relatives aux tâches ménagères - se procurer de l'eau, cuisiner, faire les lessives, entretenir et nettoyer les lieux de vie quotidienne (chambre, cuisine) - sont peu coûteuses mais demandent un effort physique et un travail intensif.

8) Division sexiste du travail et stratégies de subsistance des ménages: culturellement, le ménage est l'affaire des femmes. Dans les zones rurales, les hommes cultivent les jardins afin de nourrir leurs femmes et enfants, mais les femmes sont considérées comme les propriétaires de la production. Elles contribuent à la récolte, et se charge de vendre les produits. Se sont elles qui contrôlent et gèrent le plus l'argent. En outre, dans de nombreux cas, particulièrement vrai dans les zones rurales en Haïti, le travail et la production sont organisés autour de la maison. Tous les membres du ménage (même les jeunes enfants) participent à un large éventail d'activités génératrices de revenus ou de production de produits alimentaires (cultures agricoles, mais aussi pêche et élevage).

Table 11.9: Adulte division sexuelle du travail (N = 1,482)

Task	Male	Female	Both	Male, female, and both	Neither	Total
Housework	5.4%	86.0%	6.7%	98.1%	1.8%	100.0%
Cooking	5.6%	87.6%	4.6%	97.8%	2.4%	100.0%
Childcare	5.3%	77.1%	7.4%	89.8%	10.3%	100.0%
Carry water	6.7%	79.1%	7.8%	93.6%	6.4%	100.0%
Sell produce	6.1%	75.2%	4.6%	85.9%	14.2%	100.0%
Sell livestock	24.4%	34.6%	22.3%	81.3%	18.8%	100.0%
Tend lvstck	58.4%	11.7%	16.4%	86.5%	13.5%	100.0%
Garden work	58.7%	13.8%	20.9%	93.4%	6.6%	100.0%
Wage labor	24.4%	5.8%	3.0%	33.2%	66.9%	100.0%

Note: Neither means no children in the household perform the task. Includes households with no children and only toddlers.

Table 11.10: Child sexual division of labor (N = 1,482)

Task	Male	Female	Both	Male, female, and both	Neither	Total
Housework	11.7%	49.2%	14.8%	75.7%	24.3%	100.0%
Cooking	12.4%	46.9%	13.5%	72.8%	27.2%	100.0%
Childcare	9.8%	40.4%	12.3%	62.5%	37.5%	100.0%
Carry water	13.4%	28.7%	31.5%	73.6%	26.4%	100.0%
Sell produce	10.9%	10.6%	10.1%	31.6%	68.4%	100.0%
Sell livestock	5.1%	22.1%	5.7%	32.9%	67.1%	100.0%
Tend livestock	40.7%	5.6%	10.2%	56.5%	43.5%	100.0%
Garden work	39.1%	4.4%	9.2%	52.7%	47.3%	100.0%
Wage labor	5.6%	1.2%	1.5%	8.3%	91.7%	100.0%

Note: Neither means no children in the household perform the task. This includes households with no children and only toddlers.

Table 11.11: Ménages déclarant que les enfants sont des travailleurs primaires de tâches spécifiques

Activities

Task	% of Housholds
Housework	75.7%
Cooking	72.8%
Childcare	62.5%
Carry water	73.6%
Sell produce	31.6%
Sell livestock	32.9%
Tend Livestock	56.5%
Garden work	52.7%
Wage labor	8.3%

*Includes households with no children and those with only toddlers

Table 11.12: Nombre d'enfants résidents en Maison comparativement femme engagée dans le marketing (n = 132; children 7 to 25 years of age)

				Woman Markets		Total
				No	Yes	
Age Categories	20 – 34	Children resident in the house	0 – 3	8	8	16
			4 – 6	4	12	16
			7+	0	2	2
			Total	12	22	34
	35 – 49	Children resident in the house	0 – 3	5	6	11
			4 – 6	4	18	22
			7+	0	13	13
			Total	9	38	47
	50+	Children resident in the house	0 – 3	8	11	19
			4 – 6	3	17	20
			7+	4	7	11
			Total	15	36	51

9) Le travail des enfants: Même les très jeunes membres de la famille peuvent contribuer à la sécurité des moyens-d'existence en allant chercher du bois pour le feu et de l'eau, en faisant les courses, la lessive, en préparant les repas. L'idée est que si UNICEF, World Vision, CARE, ou des bailleurs aimeraient voir des enfants jouer plutôt que travailler, nous devrions plutôt respecter l'importance du rôle qu'ils ont dans le maintien de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence. Nous devrions nous atteler à penser des programmes réalistes et peut-être même à cibler certains sur l'aide que nous pourrions apporter à ces enfants pour qu'ils puissent faire face à leurs tâches quotidiennes, plutôt que d'insister lourdement sur le fait qu'ils ne doivent pas travailler ou, pire, nier le fait qu'ils travaillent. Le rôle des enfants est peut-être l'élément le plus important à prendre en compte pour comprendre les stratégies de subsistance des ménages de base. En effet, tant en zone urbaine que rurale, les enfants restent à la maison, effectuant des tâches domestiques et s'occupant des jeunes frères et sœurs, générant ainsi du temps libre pour les femmes adultes (mères, sœurs, tantes, cousines) et leur permettant de mener des activités génératrices de revenus en dehors de la ferme (commerce itinérant ou temps pour migrer vers les villages, les villes et les centres urbains où elles travaillent parfois pendant des mois voire des années en tant que domestiques ou femmes de ménage: ##). [xxi]

10) Réponse à la crise: La plus grande menace à la sécurité des moyens de subsistance sont, comme on a l'a vu, les sécheresses et les ouragans, que les habitants appellent "siklon." L'impact des ouragans n'est pas si violent grâce aux montagnes protectrices du Sud-Est, qui atténuent la force des vents. Seules les pluies diluviennes constituent alors la principale menace. Mais, de nombreuses cultures, comme le manioc ou la patate douce, résistent à ces aléas voire même peuvent bénéficier de l'abondance des précipitations. Les sécheresses prolongées, quant à elles, sont plus dévastatrices et seuls les cultures et bétails les plus robustes parviennent à y survivre. Une des principales caractéristiques qui détermine le succès avec lequel un ménage peut faire face à la sécheresse, n'est pas tant le nombre de bouches qu'il a à nourrir, mais combien de membres du ménage sont en capacité de travailler. En effet, en période de mauvaises récoltes, de

nombreux ménages se tournent vers la production de charbon, pour compenser les pertes économiques. Par conséquent, le bois local devient rare, et les membres du ménage doivent voyager de plus en plus loin pour trouver du bois de chauffage. Mais le plus problématique est l'approvisionnement en eau. Lors des périodes de sécheresses, les sources d'eau tarissent et les gens doivent voyager plus loin pour remplir leurs seaux. Dans le grand ouest, la distance temporelle de la source d'eau secondaire la plus proche, va de 70 à 120 minutes (à pied). En général, les gens se lèvent à minuit, marchent de nuit afin d'atteindre une source avant qu'il n'y ait trop de monde. Bien souvent, ils attendent des heures pour remplir une seule carafe d'eau. Certaines personnes, en particulier les jeunes enfants, retournent parfois à leur domicile, les larmes aux yeux, battues et meurtries par des plus imposants, n'ayant pas réussi à se procurer d'eau du tout. Lors de la sécheresse, la lessive devient aussi une activité problématique. Les femmes doivent parcourir de grandes distances pour trouver de l'eau propre et une place vacante pour s'asseoir et pouvoir frotter leur linge. De plus, les animaux doivent être abreuvés plus fréquemment, étant donné que le fourrage desséché les déshydrate. Le fourrage lui-même devient rare. Ainsi, les agriculteurs se déplacent toujours plus loin dans des zones reculées pour faire paître leurs animaux ou pour trouver de l'herbe à couper pour pouvoir les nourrir. De plus, ils doivent conduire les animaux plus fréquemment dans l'autre sens, dans les zones peuplées où plusieurs sources d'eau adéquates sont disponibles et ont tendance à ne pas tarir. Tous ces efforts supplémentaires se traduisent par un surplus de travail et nécessitent donc plus de main d'œuvre, car qu'ils pleuvent ou pas, les gens doivent subvenir à leurs besoins primaires qui sont de boire et manger. Enfin, les aliments doivent toujours être cuits, l'eau trouvée, les vêtements lavés, un minimum d'animaux doivent être maintenus en vie afin que, lorsque la sécheresse se termine enfin, il y ait des bases pour pouvoir entamer un nouveau processus de production.[xxii]

Table 11.13: Distance aller et retour de source de l'eau

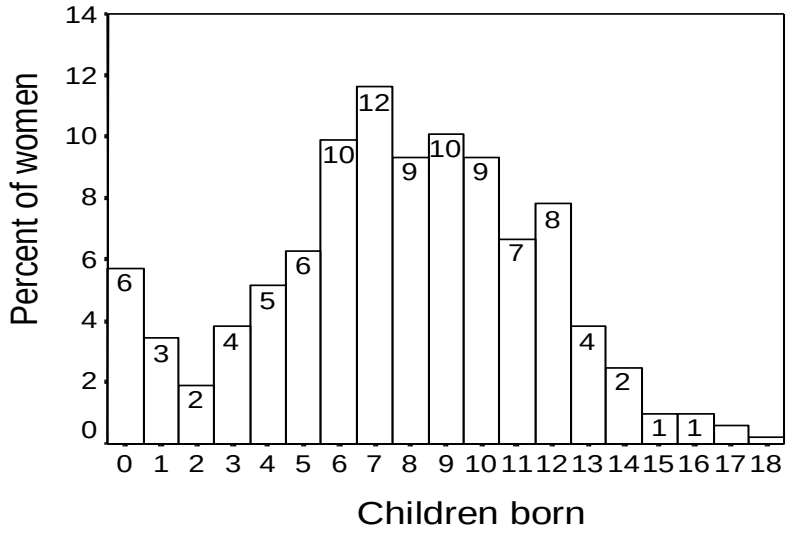
	N	Round Trip Distance in minutes		
		Min	Max	Mean
When there is rain	124	1.00	240	67
When there is no rain	124	1.00	360	120

Tableau 11.14:
Désastres naturels dans le Nord-Nuest et le Haut-Artibonite depuis 1921

1921 : sécheresse (nom oublié).
1931 : ouragan sans nom, dévaste les cultures et les réserves vitales.
1938-1939 : sévère sécheresse appelée *twa ribon*. Les anciens se souviennent de banditisme, de l'existence de bandes surveillant les routes et sentiers pour voler n'importe quelle denrée qu'un voyageur pourrait transporter.
1944-45 : sécheresse et pénurie de nourriture.
1950 : inondation (non détaillé).
1954 (12 octobre) : l'ouragan Hazel détruit les cultures et dévaste les stocks de nourriture. Les locaux l'ont appelé le *douz oktob* (douze octobre) c'est un repère temporel important pour les gens de Jean-Rabel et dans l'ensemble d'haïti.
1957-1959 : Le fait que ce fût réellement une année de crise est confus. De nombreux anciens à Jean-Rabel se rappellent de cette année comme d'une période sèche et rapportent avoir acheté du manioc sur l'île de la Tortue pour y pallier. Un tremblement de terre a détruit des maisons dans le village, et il fût suffisamment sérieux pour que les volontaires de l'organisation américaine de la Croix Rouge viennent évaluer les dégâts et que le pasteur Brown de l'organisation UFM (Unevangelized Field Missions) donne des tentes aux habitants déplacés.
1965 : sécheresse dont on se souvient assez peu suite à l'importance de celle qui la suivit en 1967-68.
1967-68 : sécheresse appelée *dechouke* (déraciner) et *plan dijans* (plan d'urgence). Le dernier nom est resté car l'aide alimentaire fût distribuée sous la forme d'un projet routier ouvrant un accès direct vers la capitale Port-au-Prince. Certains rapportent que la nourriture consistait en du *rapadou*, du sucre brut enveloppé dans des feuilles de bananier.
1974-77 : sécheresse appelée *Goldrin* d'après un plan nommé *Gorden* qui était apparemment responsable du soutien alimentaire dans la région sous HACHO.
1979 : une sécheresse modérée puis un ouragan appelé *David* dévaste les cultures, arrache les toits et cause des inondations dans les zones peu élevées. Peu de fermiers s'en souviennent.
1991-93 : une sécheresse appelée *dekore* et *twa zorey* (trois oreilles). Quelques personnes à l'époque l'ont appelée *dèziem imbago* (deuxième embargo, le premier embargo avait été imposé par les Nations-Unis en 1992, le deuxième par Dieu). Apparemment il y a eu beaucoup de banditisme. USAID/CARE entame un sérieux soutien en vue de la disparition des sécheresses.
1997 : sécheresse (sans nom).
2004 : sécheresse.
2005 : ouragan Jeane. Gonaïves détruit
2008 : ouragans Ike et Hannah. Gonaïves détruit
2008 : sécheresse.
2012 : sécheresse (ouragans Isaac et Sandy mais il ne furent pas considérés comme des catastrophes pour la région).

11) La fécondité répond au besoin d'enfants. C'est une conséquence du besoin élevé de main d'œuvre et contrairement à ce que beaucoup de praticiens du développement et de travailleurs de la santé ont pu croire, avoir beaucoup d'enfants est économiquement logique pour les agriculteurs de la région. Ils ont tendance à être radicalement « Pro natalistes »; ils veulent des enfants, et la fertilité s'élèvent de 6,0 à 7,1 naissances par femme dans les zones rurales ce qui est peut-être le plus fort taux biologiquement possible compte tenu de la prévalence des maladies infectieuses, des régimes hypocaloriques, des taux élevés de malnutrition chez les femmes, du travail intense des femmes, et des taux élevés d'absentéisme masculin. En dépit de tous ces facteurs limitant, la fécondité dans les zones rurales est équivalente au deuxième taux le plus élevé de natalité au monde et est presque aussi élevé que celui du 19e et du début du 20e siècle.

Figure 11.3: Taux de natalité terminées dans Jean Rabel
pour les femmes de plus de 45 ans (n = 787: Source: Schwartz 2001)



Dans ce qu'on appelle c*hicken corn*: des rendements en 21/2 mois

Bean jardin à venir dans Gwo Sab, Jean Rabel après les pluies de l'ouragan Sandy

Millet en dehors des Gonaïves

Catholic Churches Clarke Family Ranch, dans les environs de Gonaïves. Une école d'agriculteurs combattive.

Figure 11.4: Pourcentage de la récolte consommé par le ménage

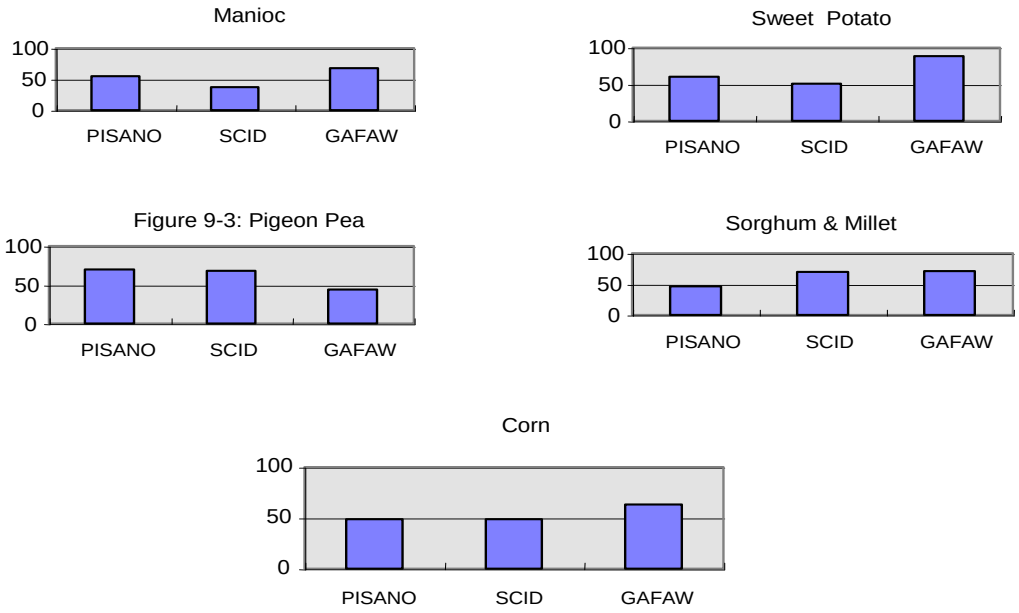


Table 11.15: Achats de marché vs Garden

	Market	Garden	50/50
Plantain	61%	2%	23%
Greens and fruit	16%	41%	34%
Corn	56%	5%	36%
Sorghum	68%	5%	16%
Manioc, sweet potato, yam	31%	11%	44%
Haricot*	37%	7%	43%
Rice*	70%	1%	0%
Meat and fish	96%	4%	0%

Stratégies D'adaptation, Récolte Et Nutrition

Pour comprendre la situation des paysans et celles de leurs foyers il est important de connaître leurs cultures et leur résistance à la sécheresse. Certaines plantes, telles que la patate douce, rentrent dans un état de dormance durant la sécheresse et repartent vigoureusement aux premières pluies. Elles peuvent produire jusqu'à 12 tonnes par acre avec seulement 4 pouces (2,54 cm) de précipitations. Mais plus il pleut, plus la plante produit (voir Bouwkamp 1985; Onwueme 1978). Il y a également la cassave, une proche concurrente de la patate douce pour le titre de plante légumineuse tropicale la plus productive de calories au mètre carré. Pour pousser, elle a besoin de plus d'eau que la patate douce, mais elle survit facilement à des périodes sèches de plus de six mois. En outre, contrairement à la patate douce, elle possède la capacité unique de pouvoir être stockée dans le sol. Elle est aussi résistante aux ouragans car elle peut perdre toutes ses feuilles ou ses branches, mais la racine, source de nourriture, ne mourra pas. Après une sécheresse ou un ouragan, la plante puise dans les réserves en glucides de ses racines pour se revivifier d'elle-même (voir Toro et Atlee 1980; Cock 1985). Il existe aussi le pois d'Angole, une plante de type buisson dont les racines atteignent six ou sept pieds sous la surface, ce qui est encore plus profond que la cassave et la rend très résistante à la sécheresse. Lorsque la sécheresse frappe, le pois d'Angole perd toutes ses feuilles, et entre dans un état de dormance, revenant avec la pluie (voir Nene et al. 1990). Le sorgo et le millet donnent également avec un minimum de précipitations. Les racines atteignent plus de huit pieds sous la surface du sol permettant à la plante de supporter plus de deux mois de sécheresse. Lorsque qu'une culture a été complètement détruite par la sécheresse ou qu'elle a été récoltée, la tige peut être coupée et la plante recommencera à pousser (voir Nzeza 1988). Les cacahuètes sont encore plus résistantes à la sécheresse que le sorgo, et à Jean-Rabel elles sont plantées dans des sols sableux, dans les KADAS, où l'on trouve uniquement des plantes de types cactus ou xérophyte. C'est aussi la première culture en termes de rendements économique dans les montagnes, reprenant le rôle que le maïs et les haricots jouent dans la plaine.

Les autres cultures, certes pas primordiales mais néanmoins importantes, s'inscrivent toutes clairement dans une stratégie agricole tournée davantage vers des gains réduits pour faire face à un marché et un climat imprévisible que vers une participation à l'économie mondiale. Les haricots de Lima, dont la culture est associée à celle du maïs, fixent l'azote et commence à produire deux ou trois mois après les moissons, et continuent à produire aussi longtemps que les précipitations sont suffisantes. Les citrouilles et les courges poussent elles aussi continuellement tant qu'il pleut. L'igname, la plus populaire dans les montagnes de Jean-Rabel (Yam Reyal) peut être plantée pendant la saison sèche et commence à pousser avec les premières pluies. Comme la cassave, elle peut être stockée indéfiniment dans le sol, servant d'aliment important durant les sécheresses et autres crises. La canne à sucre perdure plusieurs années et se propage d'elle-même sans intervention humaine, une fois arrivée à maturité elle peut être récoltée n'importe quand, et une fois coupée elle repousse. Le plus important peut-être avec la canne à sucre, c'est sa fibre extérieure dure qui retient l'eau alors que ses racines atteignent presque dix-huit pieds sous terre, faisant d'elle une source d'eau et de nourriture énergétique complètement résistante à la sécheresse.

Concernant ces cultures et les nouvelles stratégies qui amènent les fermiers à prendre des décisions, nous devrions certes écouter les fermiers mais aussi nos connaissances scientifiques en matière de nutrition et de rendements. Le manioc et le millet sont deux des plus importantes

cultures des zones tropicales (le manioc est troisième avec 500 millions de personnes l'utilisant comme aliment de base). Le manioc que la majorité des gens imaginent fade, fournit plus de glucides par hectares que n'importe quelle autre culture, exceptés la canne à sucre et la betterave sucrière. Ses feuilles sont riches en apport en fer et protéines et il peut être réduit à l'état de farine facilement transportable et stockable, on peut aussi la mélanger à d'autres farines.

Le mil est similaire. Les occidentaux pensent qu'il s'agit de nourriture pour oiseaux, mais c'est un des aliments les plus consommés et il est aussi nourrissant voire davantage que le blé. On peut aussi s'en servir pour produire une vaste gamme de produits alimentaires facilement stockables et commercialisables tel que le pain. Les Haïtiens le cultivent et s'en nourrissent. L'aspect pratique et les capacités d'adaptation du mil font de lui une céréale vitale pour les Haïtiens.

Les arachides sont un autre produit adapté à la culture massive de Haïti et qui ont nutritionnellement appropriée. Ils soufflent le sommet des charts en calories et en protéines et, ou, plus important, la teneur en graisse. Alors que les ONG occidentales employés, la plupart des qui luttent avec trop de graisses dans leur alimentation, ont tendance à regarder avec mauvais œil sur la nourriture avec haute teneur en matières grasses, la plupart des Haïtiens n'ont pas obtenir assez de lui. Les huiles comestibles sont un élément essentiel dans l'alimentation humaine: elle est nécessaire à la construction des membranes cellulaires; hormone de régulation, immunitaire, cardiovasculaire et le système reproducteur, l'USDA recommande que tous les jours graisse / huile apport ne peut excéder 30% et ne pas tomber en dessous de 20% du total des calories quotidiennes matière grasse. Comme on le voit dans le tableau 3.1, ci-dessous, les pays à faible revenu ont tendance à plonger en dessous du minimum recommandé, Haïti est parmi eux.[xxiii]

Table 11.16: Comparaison nutritionnelle des aliments

	Calories	Carb (Grams)	Fat	Protein
Peanuts	**567**	16.13	**49.24**	**25.8**
Wheat	342	**75.9**	1.71	11.31
Millet	206	41.19	1.75	6.12
Blackeyed Peas	193	33.62	4.34	5.24
Rice	193	41.41	0.83	3.6
Plantain	122	31.89	0.37	1.3
Black Beans	91	16.56	0.29	6.03
Corn	86	19.02	1.18	3.22
Soy	60	5.57	0.1	10.51

http://www.twofoods.com/compare/query/c295/cGVhbnV0

Table 11.17:
Estimation du pourcentage de calories provenant des lipides par jour (pop = 8.5 million)

	Calories per day from fat[1]	Total calories per day[2]	% of daily calories from fat
North America & EU[3]	1305	3,380	0.39
Latin America and the Carib.	711	2,830	0.25
Near East	630	2,910	0.22
North Africa	576	3,180	0.18
East and South East Asia	468	2,660	0.18
Sub – Saharan Africa	405	2,190	0.18
South Asia	405	2,400	0.17
Haiti (unlikely) best case	**711**	**2,830**	**0.25**
Haiti (probable) mid case	**405**	**2,190**	**0.18**
Haiti (possible) worst case[4]	**342**	**2,086**	**0.16**

1 = Total FAT calories per day from FAOSTAT 2003
2= Total Calorie per day from FAO 2001
3 = North America and EU is Average from FAOSTAT 2003
4= From FAO, cited in CRS Report for Congress 2007

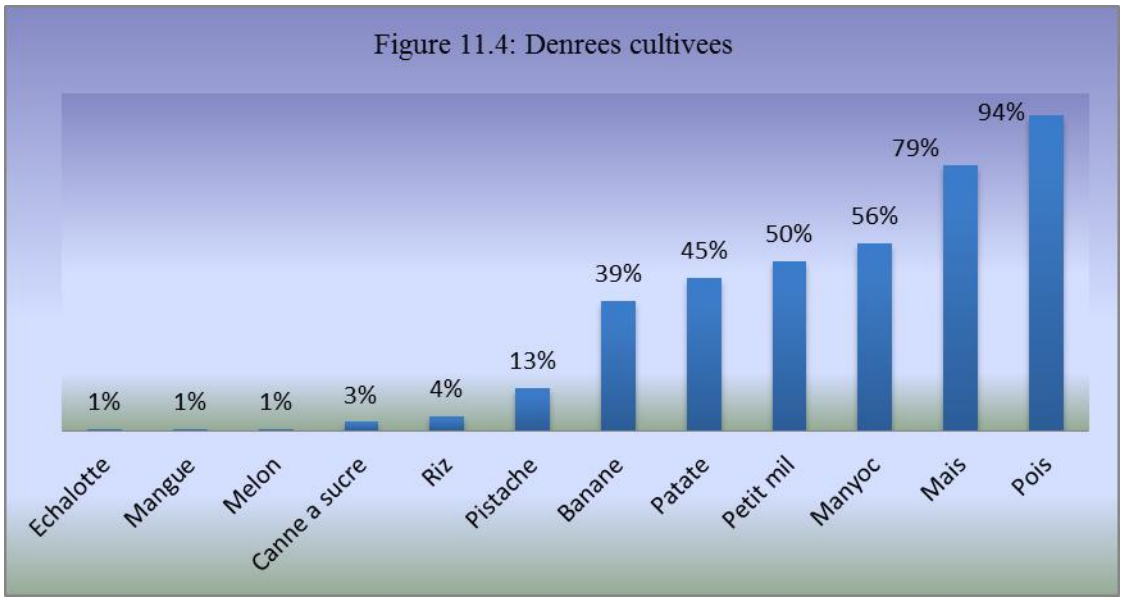


Figure 11.5 : Historique des précipitations régionales (Cabaret Station)

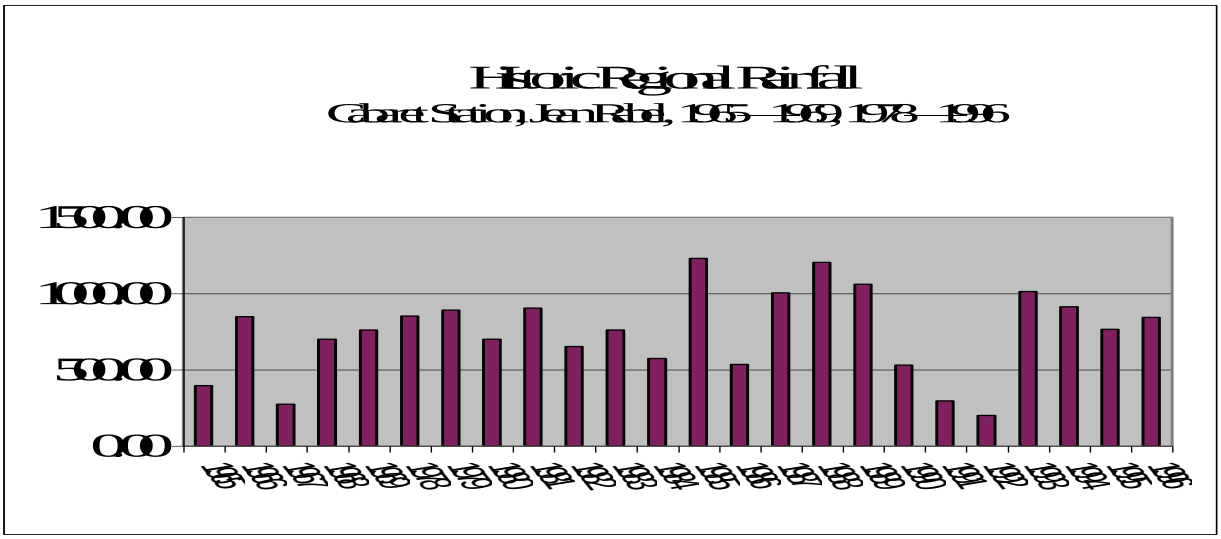
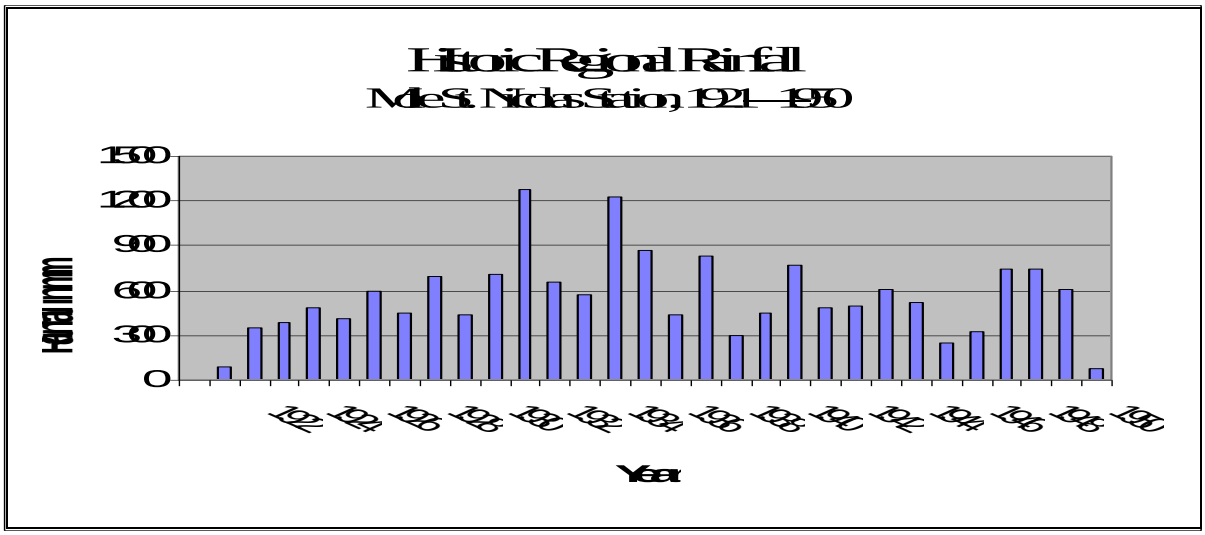


Figure 11.6 : Historique des précipitations régionales (Mole St. Nicolas Station)



12. Questionnaires

Questionnaire agriculteur

Quelles sont les cultures les agriculteurs les plus grandir dans ce domaine?	Cultures et des fruits
Les gens ici utilisent généralement des engrais?	Oui/non
Quelle est la situation de la sécurité alimentaire dans la région par rapport à une année moyenne?	Pas bon du tout / pas bon / Pas de changement / amélioration / très bon
Quelle est la récolte par rapport à une année normale	Pas bon du tout / pas bon / Pas de changement / amélioration / très bon
Quelle localité a eu la meilleure récolte cette année	spécifier
Quels sont les deux plus gros problèmes que vous avez avec agricultulture dans la région?	spécifier
Quels sont les deux plus gros problèmes que vous avez avec l'élevage?	spécifier
Quelle aide les agriculteurs dans la région ont le plus besoin?	spécifier
Les gens de la région en général conserver les aliments?	Oui/non
Si nous pouvions garantir que si vous avez stocké la nourriture ne serait pas pourrir vous stockez vos récoltes?	Oui/non
Souhaitez-vous investir dans le stockage de la nourriture vous-même?	Oui/non
Êtes-vous familier avec la farine de manioc?	Oui/non
Voulez-vous manger de la farine de manioc?	Oui/non
Êtes-vous familier avec de la farine à pain?	Oui/non
Voulez-vous manger de la farine à pain?	Oui/non
Pensez-vous qu'il ya beaucoup de gens de la région qui ont faim?	Oui/non
Qu'est-ce Commune ici a la plus grande quantité de faim?	spécifier
Ce que l'article a le plus de la faim?	spécifier

Organizations

communauté	spécifier
section	spécifier
habitation	spécifier
Type d'organisation	spécifier
Nom de l'organisation	spécifier
Années opérant dans la commune	spécifier
Les membres de la commune	spécifier
Les activités dans la commune	spécifier
Sections où les activités sont	spécifier

13. Bibliography

AAA (AgroActionAllemande). 1998. Market Analysis of Jean Rabel Unpublished report by Thomas Hartmanship. Bonn: Germany.

Bouwkamp, John C. 1985. *Sweet potato products: A natural resource for the tropics*. Boca Raton, FL: CRC.

CARE International 2006 White Paper on Food Aid Policy CARE USA

———. 1997. An update of household livelihood security in Northwest Haiti monitoring targeting impact evaluation/Unit December. Port-au-Prince, Haiti: CARE International.

———.1996 A baseline study of livelihood security in northwest Haiti. Tucson, AZ: The Bureau of Applied Research in Anthropology, University of Arizona.

Cock, James H. 1985. *Cassava: New potential for a neglected crop.* Boulder, CO: Westview.

EMMUS-I. 1994/1995. Enquete Mortalite, Morbidite et Utilisation des Services (EMMUS-I). eds. Michel Cayemittes, Antonio Rival, Bernard Barrere, Gerald Lerebours, Michaele Amedee Gedeon. Haiti, Institut Haitien de L'Enfance Petionville and Calverton, MD: Macro International.

EMMUS-II. 2000. Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haiti 2000 (EMMUS-II). Cayemittes, Michel, Florence Placide, Bernard Barrère, Soumaila Mariko, Blaise Sévère. Haiti: Institut Haitien de L'Enfance Petionville and Calverton, MD: Macro International.

EMMUS-III. 2005/2006. Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services, Haiti 2000 (EMMUS-II). Cayemittes, Michel, Haiti: Institut Haitien de L'Enfance Petionville and Calverton, MD : Macro International.

Lavelle, Tim, 2012 CARE INVOLVEMENT WITH HACHO, HAITI – JULY 1977-JULY 1979
MFI, 2008 Fonkoze Haiti Social Rating: Comprehensive, client data collected and supervised by

Fonkoze HAITI Foundation & NBF (accessed Jan 2013) http://www.mixmarket.org/sites/default/files/FONKOZE___Social_rating.pdf

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT REPUBLIQUE D'HAITI, 2005. Rapport de Consultations Publiques Réalisées dans le cadre du PANA de la région du Bas Nord-Ouest

PROGRAMME CHANGEMENTS CLIMATIQUES (semaine du 24 au 28 août 2005)
Nene, Y.L., Susan D. Hall, and V.K. Sheila, eds. 1990. *The pigeonpea*. Andhra Pradesh, India: International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics.
Newsom, Lee Ann. 1993. Native West Indian plant use. PhD diss., University of Florida, Gainesville.

Nzeza, Koko. 1988. Differential responses of maize, peanut, and sorghum to water stress. Master's thesis, University of Florida, Gainesville.

Onwueme, I.C. 1978. *Tropical tuber crops.* New York: John Wiley.

Prophete, Emmanuel. 2000. personal communication, Vegetal Production Specialist MARNDR.

Southern Times 2013 The Wonders of Pearl Millet
http://www.southerntimesafrica.com/news_article.php?id=6868&title=The Wonders of Pearl Mille

Schwartz, Timothy. 1992. Haitian migration: System labotomization. Unpublished master's thesis, University of Florida, Gainesville.

———. 1998. NHADS survey: Nutritional, health, agricultural, demographic and socio-economic survey: Jean Rabel, Haiti, June 1, 1997–June 11, 1998. Unpublished report, on behalf of PISANO, Agro Action Allemande and Initiative Developpment. Hamburg, Germany.

———. 2000. "Children are the wealth of the poor:" High fertility and the organization of labor in the rural economy of Jean Rabel, Haiti. Dissertation, University of Florida, Gainesville.

———. 2004. "Children are the wealth of the poor": Pronatalism and the economic utility of children in Jean Rabel, Haiti. Research in Anthropology 22:62–105.

SCID (South-East Consortium for International Development) 1993. Report: Farmer needs assessment exploratory surveys: CARE Northwest region 2, 3 & 4 South-East. Richard A. Swanson, William Gustave, Yves Jean, Roosevelt Saint-Dic, eds. Consortium for International Development and Auburn University. Work performed under USAID contract No. 521-0217-C-0004-00.

Toro, Julio Cesar and Charles B. Atlee. 1980. Agronomic practices for cassava production: A literature review. In *Cassava cultural practices: Proceedings of a workshop held in Salvador, Bahia, Brazil, 18-21 March 1980*. Ottawa, Canada: International Research Development Research Centre.

Verschueren, J. 1984. Le Diocese de Port-de-Paix: La Mission Montfortaine de'Haiti 1871–1936. Informations & Recherches Mission Montfortain. Port-au-Prince, Haiti.
Veschuren R. 1955. La sucrerie Foache a Jean Rabel. In Revue de la Société Haitienne d'Histoire et de Geographie 27(97).

USAID/Care 1994 Rapid Assessment Of Food Security And The Impact Of Care Food Programming In Northwest Haiti

———. 2008 Directoire de Institutions de Microfinance Haitiennes USAID/Haiti

———. 2004 HAITI – Complex Emergency

———. 1983 (HACHO Evaluation) A Comparative Analysis of Five PL 480 A.I.D. Program Evaluation Discussion Paper No. 19 Titie I Impact Evaluation Studies

———. 1983 HAITI: HACHO Rural Community Development A.I.D. Project Impact Evaluation Report No. 49

14. Notes

i Schwartz 2001; Mamadou 2002

ii Le dernier tremblement de terre notable: ~ 1957

iii La probabilité de catastrophes majeures sont en augmentation avec l'urbanisation, l'habitat des plaines inondables vulnérables et les ravins, l'utilisation du ciment pour la construction, et l'incapacité à faire respecter les codes du bâtiment. Mais le désastre n'est pas nouveau pour Haïti. Hors du séisme de 2010, les catastrophes naturelles ont tué plus de gens au début du siècle 20ths que ces dernières décennies. Par exemple, en ne comptant que les trois grandes tempêtes au cours des 28 années écoulées entre 1935 et 1963 - où Haïti a une population tiers de sa taille actuelle - 20.000 personnes ont été tuées. Mais en 28 ans couvrant 1980 à 2008, 65 ouragans, tempêtes tropicales, et des orages ont tué moins de la moitié de ce chiffre, 8.165 personnes. Si l'on compare l'homme catastrophes causées nous trouvons une tendance similaire. Les deux régimes Duvalier (1957-1986) sont largement citées comme ayant tué 20.000 à 40.000 personnes. Si l'on ajoute à ce chiffre à un total de 10.000 libérale tués par tous les régimes qui ont suivi combinés (1986-2013), puis entre 1957 et 2013, une période de 56 ans, les gouvernements haïtiens ont tué un total de 30.000 à 50.000 personnes. Mais dans les années 20 entre 1917 et 1937 aux États-Unis et le Gouvernement dominicain les surpassée. Marines américains et le gouvernement haïtien "Genadermarie" tué 15.000 femmes hommes et enfants entre 1917 et 1922 (les personnes qui ont été soit identifiés comme combattants rebelles ou qui sont morts à la suite de «dommages collatéraux»), ils piraté, tir ou battu à mort 5.000 autres les hommes quand ils ont essayé de s'échapper des camps de travaux forcés et, en 1937, la République dominicaine dictateur Rafael Trujillo ordonna de 20.000 à 37.000 Haïtiens massacrés. C'est un total de 20 ans de 40.000 à 57.000 personnes tuées. (Noter: 80% la plupart des meurtres ont eu lieu dominicains en 3 jours En outre, le massacre n'était qu'une partie de la catastrophe. Le très grand nombre de réfugiés fuyant de la République Dominicaine --connue sous le nom Kouri Kouto (l'fuir du couteau) - a conduit à la famine dans les zones frontalières où les réfugiés rapidement anéanti les stocks de jardin

.

Catastrophes à partir 1980 - 2008:

Nombre d'événements: 65
Nombre de personnes tuées: 8,165
Moyenne tués par an: 282
Nombre de personnes touchées: 7220916
Moyenne affectée par an: 248.997
Dommages Ecomomic (US $ X 1000): 823.906
Dommages Ecomomic par an (US $ X 1000): 28411

iv Gonaïves n'était pas l'inondation la plus destructrice de l'année 2004. Quatre mois avant plus tôt, le 5 mai 2004 ont été les inondations de Jimani et Mapou. Les inondations ont tué au moins 2.000 morts dans la ville frontalière de Jimani et probablement plus proche de 3000 parce que les Haïtiens sur le côté dominicain de la frontière n'ont pas été comptés. Du côté haïtien quelque 1.500 personnes ont été tuées. Plus de 1.000 corps retrouvés à Mapou. Quelque 500 à Fonds Verette. Pour être exact, morts en Haïti s'élevait à 1.660; dont 1.000 à Mapou, 500 ailleurs dans la région du Sud-Est d'Haïti, 158 dans la ville côtière de Verettes Fonds, et deux dans le sud, à Port-à-Piment.

Pour les gens de Jimani une crue de type avalanche de rochers, de gravier, d'eau et des arbres déracinés frappé à 04h01. La plupart des gens étaient au lit. La déforestation a été mis en cause, ce qui signifie que les Dominicains blâmé les Haïtiens.

Mais le fait est que ces avalanches crues éclair / se sont produites précisément dans ce domaine depuis des milliers d'années. Il ya des leçons importantes qui pourraient ou auraient dû être tirées.

La crue sur le côté dominicain passé sur une zone qui est de quarante pieds de profondeur gravier preuves des milliers d'années que cela a été produisent.

Dans les années 1900 la Marines américaine a construit un pont au-dessus de la zone. Il a ensuite été éliminé dans les années 30s par un semblable avalanche-inondation.

Dans les années 1960, le Gouvernement dominicain a commencé la construction d'un nouveau pont. Ils n'ont jamais terminé, mais les restes étaient encore là en 2004 quand je faisais une étude d'impact social pour la région.

Dans le CARE international des années 1970 en partenariat avec le gouvernement dominicain et a commencé la construction de logements à faible revenu dans le parcours historique de l'avalanche, inondation. Je ne sais pas ce qu'ils pensaient ou pourquoi ils n'ont pas relevé le pont. Plus de gens sont venus et construite dans la région, et en 2004 il était de voisinage de plus de 2.000 personnes.

Si on peut dire quelque chose de bon CARE et le gouvernement, c'est que certaines des maisons étaient suffisamment bien construit que quelques pans de murs et de fondations ont survécu.

La plupart des gens qui vivaient dans le voisinage n'a pas fait.

Amilcar, des épiceries Amilcar, construite sur le bord de ce quartier prétend qu'il y avait au moins 2.000 Haïtiens vivant là-bas. Le gouvernement dominicain signalé 658 morts dominicaine. Rien sur les Haïtiens. Survivants haïtiens ont été transférés dans un camp d'internement à la frontière.

Force de paix sous commandement américain a volé en hélicoptère charges d'eau, de fruits en bouteille et du pain à la ville de Fond Verette, où la tempête a emporté la route à flanc de montagne sinueuse de Port-au-Prince et coupez le transport terrestre de la ville de 40.000,

[v] http://www.woccu.org/about/intlcusystem/icus_country?c=HT

[vi] http://www.animhaiti.org/index.php?option=com_content&task=view&id=18&Itemid=33

[vii] il des informations sur Fonkoze investisseurs élite provient d'un autre consultant qui a écrit dans un courriel,

«Dans mes conversations avec Fonkoze une grande groupe Madame Sara qu'ils soutiennent (à ce jour) sont 36 femmes qui sont liées aux ACSI. Ils reçoivent chacun 50.000 dollars tous les trois mois, tandis que ti madan sara peut emprunter 3.000 gourdes (75 USD) par groupe de 5 femmes, tous les trois mois. "

L'information sur les prêts totaux provient de la page Web FONKOZE

The information on total loans comes from FONKOZE's webpage

http://fonkoze.org/aboutfonkoze/keystatistics.html

The exact figures are 438,537,782 gourdes in outstanding loans = US$10,318,536

viii Mais il ya des pièges potentiels dans l'application du plan. Il doit être plus que des idées sur le papier. Plus précisément, 1) Si les politiques passées de nourrir la population avec un excédent importé de l'étranger continue à l'emporter sur l'achat et la distribution des aliments pour animaux locale dans son programme nutritionnel puis la production locale vont souffrir de la disponibilité sur le marché des produits ci-dessous, 2) il doit y avoir un effort concerté pour promouvoir agrafes qui peuvent être produites en Haïti compétitifs, 3) les services de vulgarisation agricole prévues dans le programme Aba Grangou doit être réelle.

ix Il est vrai aussi pour les gouvernements de la France et l'Allemagne, deux des autres dans le monde plus importants donateurs. Un 'exemple de Ce Qui could be être de interprete Comme des Politiques de Développement gissement échoué, en 2010, la Stratégie USG une note that,

• 80% de la population d'Haïti vit dans la pauvreté, 54% dans l'extrême pauvreté
• La sous-et la malnutrition sont sévères - 40% des ménages sont sous-alimentées (3,8 millions de personnes) - 45% des femmes sont anémiques - 30% des enfants souffrent de malnutrition chronique

x Oxfam International 11 April 2005 Food Aid or Hidden Dumping?: Separating Wheat from Chaff http://www.oxfam.org/en/policy/food-aid-or-hidden-dumping (accessed November 20th 2012)

xi Mais une piètre performance de l'agriculture dans les années 1990, il était encore de 40 pour cent du PIB. Par le tremblement de terre de 2010, il a été seulement représentaient 25 pour cent du PIB (USG 2011)

xii Jean Marie Vincent - prêtre, théologien de la libération et proche collaborateur de futur président Jean-Bertrand Aristide - est venu vivre dans le village de Jean Rabel. Père Vincent a travaillé avec l'organisation développement catholique Caritas.

xiii C'est calcul est basé sur l'indice des prix à la consommation américain, qui est passé de 62,1 en 1977 à 168,3 en 1999 (Global Financial Data 2000). Les données pour 1977 proviennent de l'USAID (1977). Ils mesurent quelque chose mais je ne crois pas que ce soit de ces estimations peuvent être considérées comme exactes.

xiv À l'été 1997, une équipe des Nations Unies construction sont venus au village avec une éblouissante collection d'équipement lourd, y compris un appui aérien des hélicoptères, afin de rénover l'école secondaire locale. En 1997, la Voix de l'Amérique fait don de matériel qui a fait possible la création d'une station de radio du village.

xv En 1989, FMC était la seule clinique offrant des services de contraception dans la région immédiate et comptait 581 femmes utilisant la pilule contraceptive et Depropravera. La population est passée de 45.000 à un niveau de 2000 d'environ 60.000 avec trois cliniques offrant des contraceptifs chimiques. Le nombre total d'utilisateurs pour les trois cliniques en l'an 2000 était de 660 femmes. Ainsi, alors que la population a augmenté de près de 50% le nombre d'utilisateurs de contraceptifs a augmenté de seulement 20%, soit une baisse nette des utilisateurs de 6,5% à 5,5% dans l'ensemble.

xvi La différence de l'âge moyen à la première naissance est statistiquement significative (ci = .95). La différence dans les intervalles génésiques n'est pas significative et une plus grande taille de l'échantillon est nécessaire de préciser l'importance de ces changements. Toutefois, cela ne devrait pas détourner l'attention de l'examinateur du fait que si ces changements sont à peu près correcte - et la probabilité statistique accablante, c'est qu'ils sont-elles indiquent une augmentation alarmante de la fertilité parmi un groupe de jeunes femmes qui ont déjà eu des taux de fécondité extrêmement élevé. Et à tout le moins, les données indiquent aucune diminution de la longueur des intervalles entre les naissances et aucune augmentation de l'âge à la première naissance, les observations qui suggèrent une réceptivité minimale pour la reproduction des efforts d'éducation sanitaire organisées au cours de la dernière décennie par les organismes d'intervention internationales.

xvii Les données sont 20 des 581 femmes à 21 sur 210 (échantillon de la parité des femmes sur les listes de planification familiale).

xviii Je ne suis pas certain, mais les dépenses de tous les programmes de l'AAA du Nord-Ouest, PISANO, CARE et ID probablement dépassé 120 millions de dollars. Les Allemands avaient passé seuls 39 millions

xix CARE n'était pas seul dans ses frustrations. Des problèmes similaires en 1998 dirigée par ADRA pour congeler et ensuite abandonner implication dans l'aide alimentaire. Jusqu'en 1999, les organisations allemandes AAA et PISANO - qui avaient travaillé dans le Nord-Ouest depuis 1970 sous la forme de Fonds Agricole - distribué de la nourriture et de l'argent aux agriculteurs à titre de paiement pour le travail effectué autour de leurs propres maisons (bassins de rétention),

et dans leurs propres champs (lutte contre l'érosion des murs et des fossés). À au moins deux reprises, en 1997, des groupes d'agriculteurs politisés bénéficiant de AAA vivres-contre-travail des projets menacés de manquer AAA de la zone pour tenter de dissocier les interventions du projet sur les paiements alimentaires. Dans la plus spectaculaire de ces incidents, AAA a réduit son aide alimentaire d'urgence après la sécheresse de 1997 et un groupe d'agriculteurs a continué public de radio et diffusé une menace de mort visant le directeur AAA. AAA d'abord opté pour une solution à court terme en laissant le programme 'food-for-work' en place. Mais en 1999, le directeur a de nouveau annoncé que la pratique de payer les agriculteurs pour travailler sur leurs propres champs était arrêté. Un dimanche de Janvier 2000, un groupe d'agriculteurs nouveau marché sur le siège rurale AAA. Cette fois-ci, il semblait que les agriculteurs deviennent violents. AAA personnel se sont barricadés à l'intérieur du bâtiment et de radio pour la police (qui sont arrivés dans des véhicules Pisano et réprimé le soulèvement).

xx Certains répondants ont fait remarquer que CARE a été plus efficace pour atteindre les bénéficiaires visés. On a noté répondants raison donnée était que CARE participe personnes dans les localités que les participants: "Oui il y avait des déchets, mais au moins les gens les plus vulnérables eu un peu de nourriture»

xxi Pour enfoncer le point sur l'importance de la maison, il les enfants. Le travail des enfants est si important dans la prise entités ménages productifs que sans eux, la maison n'existe pas. Dans un échantillon choisi au hasard de 1 586 ménages ruraux dans le Nord-Ouest. seulement 53 ménages n'ont pas d'enfants, et ceux-ci étaient des ménages écrasante dans les chantiers de nos ménages qui ont fait des enfants (Schwartz, 2000). Lorsqu'on lui a demandé, à plusieurs reprises répondants des régions rurales enfonce le clou en expliquant pourquoi ils veulent des enfants avec des références au travail et les corvées qu'ils effectuent. Typique sont des commentaires comme: «Si vous n'avez pas d'enfants, les chiens que vous mangez», «vous avez besoin d'enfants», «les enfants sont la richesse des pauvres», et,

"Si je ne les avais pas, les choses ne serait pire pour moi. Vous avez besoin d'un peu d'eau, ils vont à l'eau. Vous avez besoin d'un peu de bois de feu, ils vont chercher du bois. Les garçons travaillent dans le jardin pour vous. Ils s'occupent des animaux. (33 ans mère de huit enfants)"

[xxii] La demande de travail même accrue associée à des crises est vrai pour les régions marginales. Les personnes les plus pauvres vivent généralement dans les zones les plus marginales, ce qui Jean Rabel, par définition, les zones les plus éloignées de l'eau et des marchés, ce qui augmente les exigences du travail domestique.

[xxiii] Dans l'OMS (2009) Résumé: Le plus riche pays les plus gros de ses gens consomment. Sur les 24 pays situés au-dessus de la recommandation maximum de 35%, la majorité des étaient en Amérique du Nord et en Europe occidentale. La population des 19 pays seulement sur la terre qui consomment en moyenne moins de 15% de matières grasses dans leur alimentation en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud. Une grande partie de la population d'Haïti serait tomber dans ce dernier groupe. Comment la FAO arrive à la consommation par habitant et comment ils arrivent à recommandé per diem consommation de matières grasses est au-delà de la portée de ce rapport. Il est de supposer que les méthodes actuelles sont logiques et suffisamment étayée par la recherche universitaire.